

PAIX ET SÉCURITÉ

LA SÉCURITÉ NATIONALE : QU'EN PENSE LA POPULATION CANADIENNE ?

*Une enquête parrainée par
l'ICPSI révèle comment les
Canadiens et Canadiennes
perçoivent la paix, la sécurité,
et les superpuissances.*

Par Don Munton



Gérard Hervouet

Le Vietnam se prépare un avenir sombre, en marge de la collectivité des nations.

Jane Boulden

Le Traité sur les armes FNI a été signé en décembre, et l'attention se tourne maintenant vers la réduction des armes stratégiques et l'avenir de l'IDS.

Boyce Richardson

Le Programme des Nations-Unies pour l'environnement peut-il aider à résoudre les conflits au sujet de l'exploitation des cours d'eau internationaux ?

Francine Lecours

Le gouvernement révolutionnaire d'Iran a repris l'objectif du Shah qui voulait faire de son pays une superpuissance régionale.

Dans le présent numéro:

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

2. **La défense continentale: analyse des tendances et perspective canadienne** par David Cox, décembre 1986, 64 pages.

3. **La limitation des armements dans l'Arctique: contraintes et perspectives** par Ronald G. Purver, janvier 1988.

GUIDE ANNUEL

Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1986-1987, 300 pages.

EXPOSÉS

10. **Le débat sur l'éducation à la paix** par Elizabeth Richards, décembre 1986.

11. **Le désarmement nucléaire et l'initiative Gorbatchev** par John R. Walker, janvier 1987.

12. **Qui est en tête? Analyse sur l'équilibre nucléaire** par Jane Boulden, mars 1987.

13. **Les négociations de Genève sur la réduction des armes stratégiques** par David Cox, juin 1987.

14. **L'Entente de Stockholm ou l'art d'instaurer la confiance** par C.A. Namiesniowski, octobre 1987.

15. **Le maintien de la paix et la gestion des conflits internationaux** par Henry Wiseman, octobre 1987.

16. **Limiter les risques d'une guerre nucléaire accidentelle** par Dianne DeMille, janvier 1988.

OPINIONS

3. **La limitation des armements et le désarmement dans les médias canadiens** par John R. Walker, mars 1987.

4. **Sauvegarder la paix et la liberté: la dissuasion nucléaire et la limitation des armements** par Lorne Green, mars 1987.

5. **À quand la création d'une Organisation mondiale de l'espace?** par Elisabeth Mann Borgese, novembre 1987.

RAPPORTS

4. **Paix, développement de sécurité dans le Bassin des Caraïbes: Perspectives d'évolution d'ici l'an 2000.** Compte rendu de la Conférence sur la paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes, Kingston, Jamaïque, du 22 au 25 mars 1987, par Lloyd Searwar.

5. **Vers l'instauration de la paix en Amérique centrale**, 8 et 9 mai 1987, par Liisa North, décembre 1987.

NOTE DE LA RÉDACTION

■ Dans l'article principal du présent numéro, **Don Munton** analyse les résultats d'un sondage d'opinion effectué en 1987 pour le compte de l'Institut. L'enquête, conduite avant le Sommet de Washington, souligne une nette tendance de la part des Canadiens à réprover les politiques, nucléaires et autres, des superpuissances. Cette tendance marquée à se montrer défavorables aux politiques des deux superpuissances constitue sans doute la révélation la plus frappante qui se dégage du sondage de 1987.

Très peu de répondants croient que c'est l'URSS qui fait peser la plus grande menace sur la paix mondiale. Cette constatation contredit l'hypothèse sous-tendant le Livre blanc du gouvernement canadien sur la défense, à savoir que «la principale menace directe qui continue de planer sur le Canada est celle d'une attaque nucléaire soviétique contre l'Amérique du Nord».

Les résultats du sondage de l'ICPSI sont corroborés par une autre enquête effectuée durant la même période pour le compte du ministère des Affaires extérieures. Près de la moitié des répondants on mentionné «le manque de confiance» existant entre les deux blocs comme étant le facteur suscitant les plus grandes tensions entre l'Est et l'Ouest.

Le lecteur trouvera les données du sondage et une analyse plus détaillée fondée sur l'ensemble de ce dernier dans un Document de travail distribué par l'Institut et rédigé par M. Don Munton.

Dans un autre article du présent numéro de *Paix et Sécurité*, **Gérard Hervouet** nous fait part de ses impressions sur le Vietnam où il a séjourné l'été dernier. Il parle du sous-développement et de la misère qui y règnent et explique pourquoi on en est arrivé à une telle situation. Le Canada aurait un rôle à jouer, selon l'auteur, pour favoriser la réinsertion du Vietnam dans le système international. Une étude plus poussée sur le sujet rédigée par M. Hervouet, sera distribuée par l'Institut au printemps 1988.

Jane Boulden, qui est l'auteur d'un *Exposé* de l'ICPSI intitulé «Qui est en tête? Analyse sur l'équilibre nucléaire», s'interroge sur l'avenir de la limitation des armements à la lumière des récents différends ayant opposé les superpuissances au sujet de la signification réelle du Traité ABM. **Boyce Richardson** explique sommairement comment le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) pourrait aider à résoudre les conflits au sujet des cours d'eau internationaux. **Francine Lecours**, auxiliaire de recherche à l'ICPSI, montre comment le désir de l'Iran d'influer sur

la politique régionale au Moyen-Orient s'est maintenu après l'arrivée de l'ayatollah Khomeiny au pouvoir.

La parution du présent numéro marque le départ de l'auteur d'une chronique régulière et l'arrivée de deux autres rédacteurs. Jane Boulden s'occupait du «Condensé sur la limitation des armements» depuis sa création dans le premier numéro de *Paix et Sécurité*, et c'est également elle qui faisait toutes les recherches à cet égard. **Ron Purver**, chargé de recherche à l'ICPSI, remplace M^{me} Boulden qui poursuit des études à l'Université Queen's. Par ailleurs, **David Cox**, professeur de sciences politiques à l'Université Queen's et ancien directeur de la Recherche à l'Institut, rédigera la «Chronique de la Défense».

Le conseil de rédaction de *Paix et Sécurité* a changé. **Nancy Gordon**, directrice des Programmes publics à l'ICPSI, en est la présidente. Les nouveaux membres sont **Roger Hill**, directeur de la Recherche à l'ICPSI, **Hilary Mackenzie**, membre du bureau d'Ottawa de la revue *Maclean's*, et **Madeleine Poulin**, journaliste et co-animatrice de l'émission *Le Point* diffusée sur les ondes de Radio-Canada. **David Cox**, autrefois membre de l'Institut, continuera de siéger au conseil de rédaction.

Hélène Samson

INSTITUT CANADIEN
POUR LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

307, rue Gilmour
Ottawa (Ontario) K2P 0P7
(613) 990-1593

Directeur général :
Geoffrey Pearson

Membres du conseil
d'administration :
William Barton, *Président*

Christoph Bertram
Lise Bissonnette
David Braide
Gisèle Côté-Harper
Ann Gertler
John Halstead
Kal Holsti
Jacques Levesque
Richard Mercier
Geoffrey Pearson
John Sigler
Brian Urquhart
Jean-Guy Vaillancourt
Paul Warnke
Lois Wilson

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

PAIX ET SÉCURITÉ

Bureau de rédaction :
Nancy Gordon, *Présidente*

David Cox
Roger Hill
Hilary Mackenzie
Madeleine Poulin

Rédacteur en chef :
Michael Bryans

Rédactrice en chef adjointe :
Hélène Samson

Rédacteur de la chronique
des livres français :
Jocelyn Coulon

Présentation et production :
The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Version française :
(sauf indications contraires)
Sogestran inc.
(Denis Bastien)

Autorisation à venir pour
acheminement par courrier
de la deuxième classe.
Port payé à Ottawa.

ISSN 0831-1846

Paix et Sécurité paraît tous les trois mois; ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Les textes de ce bulletin peuvent être reproduits pourvu que la source en soit mentionnée. Les illustrations, dessins humoristiques, graphiques et autres réalisations artistiques sont protégés par des droits d'auteur, et il est interdit de les reproduire sans l'autorisation écrite de l'Institut et de l'artiste.

TABLE DES MATIÈRES



-
- 2 **LES SUPERPUISSANCES ET LA SÉCURITÉ** PAR DON MUNTON
Les Canadiens jugent sévèrement les politiques des deux superpuissances.
-
- 4 **LE VIETNAM À L'HEURE DES DÉCISIONS** PAR GÉRARD HERVOUET
Le Vietnam se prépare un avenir sombre en marge de la collectivité des nations.
-
- 6 **L'EUPHORIE DU SOMMET DURERA-T-ELLE ?** PAR JANE BOULDEN
Les efforts visant à réduire les arsenaux nucléaires dépendent de ce qu'il adviendra du Traité ABM.
-
- 8 **L'EAU, SOURCE DE CONFLITS** PAR BOYCE RICHARDSON
Le Programme de l'ONU pour l'environnement n'a pas les ressources voulues pour régler les différends au sujet des étendues d'eau internationales.
-
- 10 **L'IRAN DE KHOMEINY** PAR FRANCINE LECOURE
L'ayatollah Khomeiny, tout comme le Shah veut faire de l'Iran une superpuissance régionale.
-
- 12 **LETTRÉ DE MANAGUA** PAR DAVID GOLLOB
Il est difficile de faire des reportages objectifs depuis un endroit comme Managua.
-

■ **Don Munton** est professeur de science politique à l'Université de Colombie-Britannique, à Vancouver; **Gérard Hervouet** est professeur de science politique à l'Université Laval, à Québec, et il a fait un séjour à l'Institut des relations internationales de Hanoï, à l'été 1987; **Jane Boulden** était autrefois auxiliaire de recherche à l'Institut. Elle fait présentement des études en relations internationales à l'Université Queen's, à Kingston; **Boyce Richardson** vit à Ottawa, et il est cinéaste et auteur; **Francine Lecours** est auxiliaire de recherche à l'Institut; et **David Gollob** est correspondant de la radio anglaise de la CBC en Amérique latine.

-
- 13 **EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE**
-
- 14 **CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS**
-
- 16 **CHRONIQUE DE LA DÉFENSE**
-
- 18 **LIVRES**
-
- 20 **NOUVELLES DE L'INSTITUT**
-

LA PLUPART DES CANADIENS estiment que les politiques et l'appareil militaire des deux superpuissances – les États-Unis autant que l'URSS – constituent le problème déterminant dans les relations Est-Ouest. L'actuel stock nucléaire détenu par les deux grands passe pour accroître les risques d'une guerre au lieu de les réduire. Voilà quelques-unes des principales constatations qui ressortent d'un sondage d'opinion publique effectué en 1987 pour le compte de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales.

L'enquête, conduite avant la divulgation en décembre d'un traité américano-soviétique sur les armes

nucléaires à portée intermédiaire, souligne une nette tendance générale à réprover les politiques, nucléaires ou autres, des deux superpuissances. Et même si les Canadiens auront éventuellement nuancé certaines de leurs perceptions négatives par suite de l'accord signé au sommet de Washington, il est peu probable que cet événement marquant puisse changer grand-chose à l'équilibre apparent de ces opinions, ni à la tendance à confondre les politiques soviétiques et américaines.

Les répondants se sont vu demander quel facteur fait peser la plus grande menace sur la paix mondiale. Très peu d'entre eux ont mis en cause l'URSS. Seul un répondant sur vingt (5 p. 100) a jugé que le comportement soviétique sur la scène internationale représente le principal danger. À peu de chose près, le même nombre d'enquêtés (8 p. 100) a blâmé les États-Unis. En revanche, non moins du quart ont pointé du doigt la course aux armements entre les superpuissances. Enfin, deux tranches plus ou moins de même taille croyaient que la prolifération des armes nucléaires dans les petits pays et la situation au Moyen-Orient constituaient la plus lourde menace (29 p. 100 et 27 p. 100 respectivement).

On notera au passage que ces constatations vont à l'encontre de l'hypothèse sous-tendant le Livre blanc du gouvernement canadien sur la défense, à savoir que «la principale menace directe qui continue de planer sur le Canada est celle d'une

attaque nucléaire soviétique contre l'Amérique du Nord». Les Canadiens, semble-t-il, ne sont pas de cet avis. Peu d'entre eux croient à l'éventualité d'une attaque nucléaire soviétique. Aux yeux de la majorité, le principal danger résiderait dans l'instabilité des rapports entre les superpuissances et dans les risques d'escalade d'un conflit régional.

Les résultats du sondage ICPSI se trouvent corroborés par une autre enquête effectuée durant la même période pour le compte du ministère des Affaires extérieures. Invités à choisir, parmi une liste de facteurs possibles, celui suscitant les plus grandes tensions entre l'Est et l'Ouest, près de la moitié des répondants à ce sondage ont cerné «le manque de confiance» entre les deux blocs. Une fois de plus, les politiques soviétiques n'ont été mises en cause que par une faible minorité.

À l'heure actuelle, les Canadiens sont aussi nombreux à imputer les récentes tensions Est-Ouest aux États-Unis qu'à l'URSS et à juger certaines politiques américaines sous un jour aussi défavorable que les politiques soviétiques. Dans le sondage des Affaires extérieures, si un répondant sur sept ou huit (13 p. 100) expliquait les tensions Est-Ouest par la volonté de l'URSS d'accroître sa puissance et son influence, une tranche analogue (13 p. 100) jugeait que les tensions étaient dues aux efforts déployés en ce sens par les Américains.

LES RÉSULTATS DU SONDAJE ICPSI sont moins symétriquement répartis sur la question de savoir qui est responsable de l'état actuel des relations Est-Ouest. Parmi les répondants selon qui ces rapports s'étaient améliorés au cours des dernières années, un bien plus grand nombre (40 p. 100) en attribuaient le mérite à l'URSS qu'aux États-Unis (10 p. 100 des enquêtés seulement). Et parmi ceux qui croyaient à une dégradation de ces rapports, du moins jusqu'à l'été de 1987, la majorité s'en prenaient aux États-Unis.

Pour beaucoup de Canadiens, l'aptitude des États-Unis et de l'URSS à composer avec les problèmes actuels du monde est sujette à caution. Le scepticisme domine une fois de plus, ce dont témoigne le parallélisme très évident des réponses. Moins de quatre Canadiens sur dix (38 p. 100) accordent une confiance

très grande ou considérable aux États-Unis à cet égard. Plus de six répondants sur dix ont exprimé un degré de confiance faible, très faible ou nul (62 p. 100). Par contre, on peut s'en étonner davantage encore, la démarche soviétique face aux problèmes du monde inspire une confiance très grande ou considérable chez près de trois Canadiens sur dix (28 p. 100); sept répondants sur dix ont indiqué un degré de confiance faible, très faible ou nul (73 p. 100).

Bref, la politique américaine suscite un degré de confiance à peine plus élevé que la politique soviétique. (Voir le diagramme.) Les données de sondage permettant de retracer le cheminement de l'opinion publique sont rares, mais il semble qu'après 40 ans de paix empreinte de méfiance, y compris une décennie de détente et quelques années de diplomatie à la Mikhaïl Gorbatchev, les Canadiens soient persuadés que la manière soviétique d'aborder les problèmes mondiaux n'est pas entièrement mauvaise. Dans le même ordre d'idées, le cumul des problèmes auxquels la politique étrangère américaine s'est heurtée, dont les écueils vietnamien et nicaraguayen, et le discours simpliste et parfois belliqueux de Ronald Reagan ont convaincu les Canadiens que la démarche des États-Unis relativement aux problèmes mondiaux n'est pas entièrement bonne.

LE SONDAJE ICPSI POSAIT ÉGALEMENT la question de savoir dans quelle mesure Reagan et Gorbatchev étaient dignes de confiance sur les questions du nucléaire et de la limitation des armements. Peu de répondants ont trouvé l'un ou l'autre dirigeant très digne de confiance. La moitié des enquêtés a jugé les deux chefs «quelque peu» dignes de confiance, et le reste a estimé qu'ils n'étaient pas très dignes de confiance, ou pas du tout. Les répondants ont été plus nombreux à croire que les dirigeants Soviétiques s'intéressent réellement au désarmement, en comparaison de leurs homologues américains (46 p. 100 contre 37 p. 100).

Durant la guerre froide, la plupart des Canadiens avaient des perceptions essentiellement positives au sujet des États-Unis et essentiellement négatives au sujet de l'URSS. Tel n'est plus le cas. La tendance marquée chez de nombreux Canadiens à se montrer défavorables aux politiques des deux superpuissances constitue sans doute la révélation la plus frappante qui se dégage du sondage de 1987.

LES SUPERPUISSANCES ET LA SÉCURITÉ NATIONALE

Un récent sondage commandé par l'ICPSI révèle que pour la plupart des Canadiens, ce sont les politiques et les dispositifs militaires des deux superpuissances, et non de l'URSS seule, qui mettent en péril la sécurité nationale.

PAR DON MUNTON

Pour non moins d'un répondant sur trois, ni l'un ni l'autre des dirigeants n'est digne de confiance en ce qui concerne la limitation des armements. En revanche, 11 p. 100 des répondants ont jugé que Ronald Reagan est digne de confiance et que M. Gorbatchev ne l'est pas; autrement dit, seulement un Canadien sur dix semble avoir conservé l'optique traditionnelle de la guerre froide. Plus de répondants ont exprimé l'avis contraire: pour 17 p. 100 d'entre eux, M. Reagan n'est pas digne de confiance alors que M. Gorbatchev l'est. Le reste, soit 40 p. 100 environ, ont estimé que les deux hommes sont quelque peu dignes de confiance pour ce qui est de la limitation des armements. (Voir le diagramme.)

Ce désenchantement à l'égard des deux camps ressort encore plus nettement des réponses aux autres questions parallèles. Près de la majorité des enquêtés (46 p. 100) était d'avis que ni l'un ni l'autre dirigeant ne s'intéresse véritablement au désarmement. Près de six répondants sur dix (57 p. 100) se sont dits peu confiants ou pas du tout quant à la capacité des Américains et des Soviétiques de régler les problèmes du monde. Enfin, près de sept répondants sur dix (68 p. 100) croient que les États-Unis et l'URSS cherchent tous deux à accroître leurs zones d'influence respectives.

QUEL EST DONC LE MEILLEUR MOYEN de sauvegarder la paix? Invités à se prononcer sur les meilleures mesures à prendre en ce sens, les Canadiens ont rejeté tout accroissement des arsenaux et recommandé de réduire le nombre d'armes nucléaires. Le sondage ICPSI proposait les deux énoncés suivants: «Certaines personnes pensent que la meilleure façon d'empêcher la guerre est que l'Ouest accroisse sa force militaire de sorte qu'il soit plus puissant que les Soviétiques. D'autres personnes pensent que ceci accélérerait la course aux armements et pourrait aboutir à la guerre.» Ensuite la question: «Qu'en pensez-vous? Est-ce que l'Ouest devrait essayer d'accroître sa force militaire, ou non?» Dans une proportion de plus de trois contre un (71 p. 100 contre 29 p. 100), les Canadiens ont répondu que l'Ouest ne devrait pas augmenter sa puissance militaire.

Cette assertion représente une inflexion sensible des attitudes comparativement au début des années 1960. Car la même question avait été posée dans un sondage national

effectué en 1962 par l'Institut canadien de recherche sur la paix. À l'époque, près de six Canadiens sur dix (58 p. 100) étaient convaincus que la meilleure façon de prévenir la guerre était d'accroître la puissance militaire du camp occidental et de viser à la supériorité. Seulement un répondant sur trois (32 p. 100) pensait que l'Occident ne devait pas renforcer ses capacités militaires. Vingt-cinq ans plus tard, les proportions sont inversées.

Les répondants du sondage ICPSI se sont vu demander s'ils étaient d'accord ou non avec l'énoncé suivant: «La sécurité des pays de l'Ouest serait accrue de façon optimale par des réductions substantielles des arsenaux nucléaires Américains et Soviétiques.» Plus de 80 p. 100 des répondants se sont dits d'accord ou tout à fait d'accord.

IL EST IMPORTANT DE PRÉCISER quelles sont les conclusions à ne pas tirer des résultats de ce sondage sur l'attitude des Canadiens. Ces résultats ne suggèrent pas un anti-américanisme généralisé. Ce n'est pas aux États-Unis que les Canadiens s'en prennent, pas plus qu'aux Américains. Ils dénoncent plutôt certaines politiques américaines. Ces constatations ne donnent pas non plus à penser que les Canadiens acceptent au pair les valeurs du système socio-politique soviétique. Par contre, tout semble indiquer l'apparition d'une tendance nouvelle à se montrer méfiant et critique à l'endroit des deux superpuissances.

D'aucuns seraient également tentés de croire, à tort, que la mauvaise opinion des Canadiens sur les politiques américaines a été entièrement façonnée par l'ère reaganienne.

L'intensification de l'effort militaire des États-Unis durant les années 1980 et les durs propos tenus par divers porte-parole américains ont certes influé sur l'attitude du public au Canada et dans d'autres pays alliés. Mais les racines du mécontentement sont plus profondes.

Le nouveau pessimisme semble être le contre-coup des espoirs trompés qu'avait fait naître la période de détente et, surtout, du fait qu'on reconnaît maintenant partout le caractère illusoire de l'optimisme engendré dans les années 1970 par les accords américano-soviétiques sur la limitation des armements. On semble avoir compris que les deux premiers traités sur les armes stratégiques (SALT I et II) n'ont fait que ralentir le rythme de croissance des arsenaux nucléaires. Au Canada comme dans d'autres pays occidentaux, le public déplore les conséquences de cette réalité, à savoir l'existence d'énormes stocks d'engins nucléaires (que le sommet du mois dernier n'aura pas encore permis de réduire) et la course technologique qui se poursuit sans relâche. Et l'argument voulant que les armes détenues par notre camp sont essentielles au maintien de notre sécurité n'est tout simplement plus recevable.

LE FAIT QU'ON AIT COMMENCÉ À réduire ces arsenaux pourrait bien modifier certaines perceptions. Toutefois, il serait inconsidéré de s'attendre à un changement radical de l'actuelle tendance à percevoir les politiques des deux superpuissances sous le même jour. Plutôt, le sommet de décembre à Washington mènera probablement les Canadiens à considérer de manière plus favorable les orientations des deux superpuissances en matière de politique étrangère et de limitation des armements.

Il est peu probable que le gros du public dans les pays occidentaux voient dans l'accord sur les FNI une réalisation américaine. Par voie de conséquence, l'accord ne permettra sans doute pas à Washington de marquer des points dans l'esprit du public. Il y a peu de chances aussi pour que les Canadiens et d'autres jugent l'accord suffisant pour atténuer les problèmes qui les préoccupent – une pléthore d'arsenaux militaires et l'absence de compromis politiques.

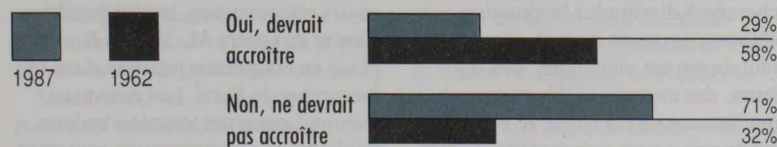
Ces attitudes, caractéristiques de l'après-guerre froide et de l'après-détente, semblent destinées à jouer en permanence un rôle clé dans le débat politique au Canada et au sein de l'Alliance occidentale. □

Résultats du sondage

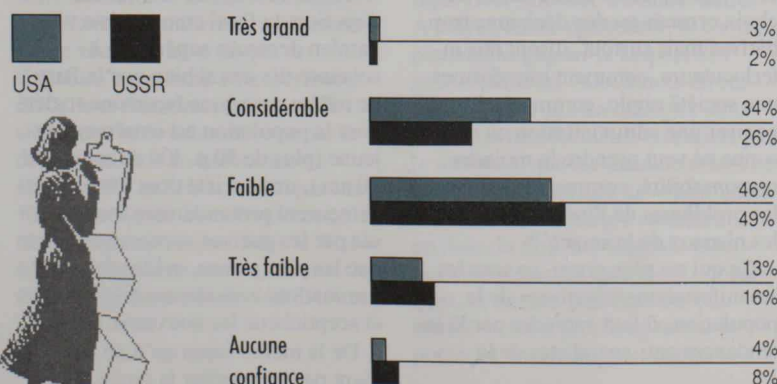
Le sondage, qui constitue l'examen le plus approfondi de l'opinion publique sur ces sujets jamais effectué au Canada, a été conçu par l'auteur et financé par l'ICPSI. Il a été conduit de juin à septembre 1987 par le *Longwoods Research Group* auprès d'un échantillon national sélectionné au hasard de manière à donner des résultats représentatifs et choisi parmi une liste de 30 000 foyers détenue par la *Market Facts Ltd.* Les questionnaires ont été distribués par la poste à 1 015 répondants en tout. Le taux de réponses a été de 48 p. 100. La marge d'erreur pour un échantillon de cette taille est d'environ ± 4 p. 100, 95 fois sur 100.

Le lecteur trouvera les données du sondage et une analyse plus détaillée fondée sur l'ensemble de ce dernier dans un Document de travail distribué par l'Institut et rédigé par M. Don Munton. Les données citées dans le présent article, tout comme le Document de travail, appartiennent à l'ICPSI; les opinions et interprétations sont cependant celles du professeur Munton.

Certaines personnes pensent que la meilleure façon d'empêcher la guerre est que l'Ouest accroisse sa force militaire de sorte qu'il soit plus puissant que les Soviétiques. D'autres personnes pensent que ceci accélérerait la course aux armements et pourrait aboutir à la guerre. Qu'en pensez-vous? Est-ce que l'Ouest devrait essayer d'accroître sa force militaire, ou non?



Comment qualifieriez-vous le niveau de confiance que vous avez en l'aptitude – des États-Unis/de l'Union soviétique – à s'occuper sagement des problèmes mondiaux actuels?



LE VIETNAM À L'HEURE DES DÉCISIONS

L'économie vietnamienne est en chute libre; le Canada pourrait contribuer à la réinsertion graduelle du Vietnam dans le système international.

PAR GÉRARD HERVOUET

À LA QUESTION : « QUELLE EST selon vous la plus grave menace à laquelle doit faire face le Vietnam? », le colonel du *Quan Doi Nhan Dan* (journal de l'armée) n'hésite pas et répond : « Le sous-développement! ».

Dans la capitale Hanoï, accablée par la touffeur du mois de juillet 1987, la priorité est en effet à l'économie. La plus grande bataille se situe désormais sur le front intérieur. Les menaces aux frontières demeurent, mais l'on cherche à banaliser le conflit au Kampuchéa tout en minimisant les combats sporadiques qui perdurent à la frontière chinoise.

L'extrême sous-développement du Vietnam est affligeant; la misère est d'autant plus vive qu'elle est contenue et digne. La fierté vietnamienne inhibe les plaintes et les visiteurs occidentaux sont souvent perturbés en croisant les regards de détresse ou de mépris. Le Vietnam figure parmi les vingt pays les plus démunis dans le monde. Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé en 1985 que le revenu annuel *per capita* était d'environ 160 \$ US. L'agriculture parvient à peine à couvrir les besoins alimentaires en riz et cela encore parce qu'il y eut une bonne récolte en 1986. Les statistiques sont toutefois relatives car l'auto-suffisance actuelle est, dit-on calculée selon des niveaux de consommation nettement inférieurs aux besoins, niveaux imposés par le rationnement et la faiblesse du pouvoir d'achat. Comme l'a souligné récemment le président de la Commission de planification, M. Vo Van Kiet, la production de riz stagne à 18 millions de tonnes depuis trois ans alors que la population augmente de plus d'un million par an. Dans ces conditions, il n'est pas difficile de croire les rapports selon lesquels on meurt parfois de faim au Vietnam.

Au mois de décembre 1986, le sixième Congrès du Parti commu-

niste vietnamien n'a pas hésité à révéler l'échec des politiques mises en place depuis 1975. Le constat est accablant :

« L'incapacité de remplir un nombre d'objectifs majeurs du dernier plan quinquennal a affecté tous les aspects de l'activité économique... En règle générale, la capacité des entreprises n'a été utilisée qu'à moitié. Les ressources naturelles de notre pays ont été gaspillées... L'environnement est en voie de destruction. »

Les rapports du sixième Congrès notent par ailleurs que des millions de travailleurs sont sans emploi ou sous-employés et qu'il « existe en milieu rural (plus de 80 p. 100 de la population) une grande pénurie de biens de première nécessité et de médicaments ». Les conditions d'hygiène et de santé sont par ailleurs très dures; on rapporte ainsi qu'à Hô Chi Minh-Ville (autrefois Saigon) 195 000 maisons n'ont pas d'eau, 120 000 disposent d'aucune installation sanitaire et plus de 100 000 n'ont pas d'électricité.

Aucun officiel vietnamien ne cherche à dissimuler la situation : « Nous manquons de tout, il nous faut du papier, des livres, des tracteurs, des engrais... Nous savons que notre pays est riche, le potentiel est énorme mais comment s'attaquer à tous les problèmes à la fois? ».

L'HEURE EST À L'AUTO-CRITIQUE À Hanoï, le Parti est reconnu responsable des objectifs mal définis, des choix erronés ou des décisions trop hâtives mais surtout, disent nos interlocuteurs, comment transformer une société civile, comment réorganiser une administration où personne ne veut prendre la moindre responsabilité, comment résoudre les problèmes de l'indiscipline à tous les niveaux de la société?

Ce qui est plus grave, ce sont les « manifestations négatives » de la population, il faut entendre par là les tendances anti-socialistes de la

population et la crise de confiance à l'endroit des dirigeants. Au-delà des apparences et malgré le contrôle très stricte de la population, le gouvernement ferme les yeux sur bon nombre de pratiques douteuses, corruption, marché noir, ou encore rétention de produits médicaux, puisqu'elles permettent en fin de compte à la population de tolérer des conditions de vie particulièrement difficiles.

POURQUOI EN EST-ON ARRIVÉ À cette situation? Le discours officiel n'est pas indulgent envers le Parti. M. Truong Chinh, leader historique et secrétaire général déclarait sans ambiguïté lors du sixième Congrès que l'échec des réformes économiques était attribuable « par dessus tout au comité central, au bureau politique et au gouvernement ».

Contrairement aux autres pays du camp socialiste, le Parti communiste vietnamien n'a jamais été véritablement secoué par des purges sanglantes ou marqué par des antagonismes ouverts entre factions rivales. Les appareils du Parti et de l'État ont toutefois introduit depuis un an plusieurs réformateurs, le plus notable d'entre eux étant M. Vo Van Kiet placé en cinquième position dans la hiérarchie du Parti. Les nouveaux technocrates n'ont toutefois qu'une faible marge de manoeuvre puisque les professions de foi pour le maintien de la construction du socialisme tempèrent la possibilité de changements plus fondamentaux. En outre, la moyenne d'âge de la nouvelle direction du Parti communiste vietnamien demeure supérieure à soixante-dix ans si bien que le Parti ne reflète en aucune façon une société dont la population est extrêmement jeune (plus de 50 p. 100 de moins de 20 ans), une société dont les adultes demeurent profondément traumatisés par les guerres successives alors que les plus jeunes, avides de consommation, considèrent avec craintes et scepticisme les nouveaux conflits.

De la même façon qu'il ne parvient pas à contrôler la croissance

démographique d'une population qui a doublé de 1955 à 1980, le Vietnam a mal absorbé la conquête du Sud. Les écarts de développement entre le Nord et le Sud étaient trop importants pour être comblés par une simple volonté politique. Épurée, rééduquée, rectifiée, la population du Sud continue malgré tout à faire preuve de plus de dynamisme que celle du Nord. L'intégration du Sud n'a en aucune façon fait disparaître d'anciennes rivalités ou encore les cicatrices d'une guerre civile plus récente. Les spartiates du Nord n'oublient pas facilement avoir tout enduré pour « libérer » leurs frères du Sud dont les privations n'étaient que bien légères en comparaison des conditions de vie du Nord Vietnam.

ENFIN ET CERTAINEMENT, UNE DES raisons les plus fondamentales de la dégradation de l'économie vietnamienne demeure le conflit au Kampuchéa aggravé du différend avec la Chine. Depuis 1979, l'intransigeance vietnamienne, dans son refus d'accepter la moindre concession pour un règlement de la situation au Kampuchéa, lui coûte très cher. La coalition anti-vietnamienne qui réunit bien d'étranges partenaires comme la Chine, l'Association des États de l'Asie du Sud-Est, le gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique (GCKD), de nombreux pays d'Europe occidentale, les États-Unis et le Canada s'emploient à faire monter les enchères. L'enjeu pour le Vietnam est devenu trop élevé pour qu'il soit maintenant en mesure de reculer. En fait, le Vietnam a déjà enregistré ses pertes les plus lourdes et le prix de l'occupation au Cambodge peut se ventiler de la façon suivante : suspension de l'aide chinoise, refus de l'aide et embargo commercial de la part des États-Unis, suspension ou diminution de l'aide des autres pays occidentaux, suspension des prêts des organismes internationaux, pertes

substantielles d'investissements et d'échanges commerciaux avec de nombreux pays et enfin utilisation à des fins militaires de l'aide soviétique.

Depuis que la Chine a mis fin à son aide au mois de mai 1978, le Vietnam n'a cessé d'être happé par l'économie soviétique. En juin de la même année, le gouvernement d'Hanoï se joignait au Conseil Économique d'Assistance mutuelle puis, au mois de novembre, il signait le traité d'amitié et de coopération liant pour vingt-cinq ans l'avenir du Vietnam à celui de l'URSS. Désormais la présence soviétique se fait sentir dans toutes les sphères de la société vietnamienne et l'imbrication des deux économies est trop étroite pour que l'on puisse spéculer ou tabler sur d'éventuelles contradictions entre les deux pays. Certes, le Vietnam coûte cher aux Soviétiques mais il est fondamental sur le plan géopolitique et non négligeable sur le plan économique comme fournisseur de denrées tropicales que l'URSS n'a pas à payer en devises fortes.

Dans l'analyse des rapports entre le Vietnam et l'URSS deux positions nous paraissent erronées; la première est de croire que la reprise de rapports normaux entre le Vietnam et les pays occidentaux, le Japon et les membres de l'ASEAN pourrait distendre les liens étroits établis avec l'Union soviétique; la seconde est de penser que le gouvernement d'Hanoï se satisfait aisément des rapports de plus en plus dépendants qu'il entretient avec Moscou et le camp socialiste. La première attitude minimise la fraternité socialiste entre les deux pays et sous-estime l'attachement indéfectible des dirigeants actuels à la pensée d'Hô Chi Minh qui continue à guider, dans une orthodoxie sans faille, les destinées du Vietnam. La seconde attitude omet l'extraordinaire attachement du Vietnam à son indépendance et ne se situe pas dans la tradition plusieurs fois séculaire de la résistance vietnamienne, résistance qui a forgé un nationalisme farouche peu réceptif à tout empiètement.

Ainsi, malgré l'omniprésence des Soviétiques et la sincère gratitude des Vietnamiens à leur endroit, on peut constater au Vietnam une certaine réserve à l'endroit du modèle soviétique. Paradoxe peut-être mais pas vraiment si l'on se place dans la perspective du pragmatisme vietnamien qui, ces dernières années, malgré les rapports antagonistes existants semble être assez fasciné par la modernisation chinoise. Malgré les contradictions de l'histoire, le modèle pertinent est bien en effet celui de la Chine; l'attachement

aux valeurs communes du confucianisme, l'appartenance à un système spatio-culturel identique et une expérience révolutionnaire un peu semblable sont autant d'éléments qui expliquent que les Vietnamiens comprennent bien mieux les Chinois que les Soviétiques.

Bien entendu, les contextes sont différents, d'une part l'hypothèque du Kampuchéa paralyse toute ouverture véritable sur l'économie internationale, d'autre part, c'est encore dans l'atmosphère un peu troublante du mausolée d'Hô Chi Minh que les dirigeants vietnamiens



Wojtek Gorczyński

puisent leur inspiration alors qu'en Chine celui de Mao Zedong est maintenant très souvent fermé.

FACE À LA SITUATION ACTUELLE, LES observateurs sont partagés. Faut-il maintenir à l'endroit du Vietnam une politique de fermeté afin de l'amener à transiger sur la question essentielle, c'est-à-dire le retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchéa, ou convient-il de mettre fin à cette quarantaine pour l'amener à normaliser graduellement ses relations et le placer sur la voie de la modernisation?

Le dilemme ne se pose pas vraiment au Canada qui a choisi depuis 1979 d'appuyer inconditionnellement la coalition anti-vietnamienne, a mis fin à son aide en février de la même année et a reconnu en 1982 le GCKD. Cette position est peut-être logique, voire souhaitable à la lumière des expériences canadiennes au Vietnam. On se souvient en effet que le Canada a contribué à l'expérience difficile et frustrante des commissions internationales de contrôle et de surveillance en Indochine de 1954 à 1973, qu'il a accueilli plus de 100 000 réfugiés indochinois et qu'il n'est pas prêt à risquer pour le Vietnam de contrarier son voisin américain, ses partenaires de l'ASEAN et

surtout la Chine avec laquelle se développent des rapports nombreux et rentables.

Ce que l'on doit cependant déplorer, c'est de constater comme l'indique très bien Kim Nossal : «... que le Canada a choisi d'être guidé dans sa politique à l'égard du Vietnam par les préférences d'autres pays plus directement impliqués». Le gouvernement canadien se satisfait ainsi d'un rôle de soutien passif en s'abritant derrière le respect des règles d'une coalition dont les intérêts anti-vietnamiens de chacune des parties sont fort différents

et surtout, dans la plupart des cas, bien éloignés des intérêts du Canada. En d'autres termes, la politique canadienne pêche par excès de zèle; elle renoue avec une attitude d'intransigeance que l'on avait observé à l'endroit de la Chine dans les années 50 et 60 et déroge à une tradition canadienne favorisant la négociation, la médiation et le maintien d'un dialogue entre les partis antagonistes dans un conflit. Certes, le Canada n'est qu'un acteur bien marginal dans les conflits d'Indochine alors qu'aurait-on à gagner à modifier la politique actuelle?

À court terme, rien de tangible très certainement, à moyen terme cependant, la reconnaissance par tous les acteurs asiatiques que le Canada a bien une politique spécifique dans la région et que cette politique n'est inféodée à aucune autre. À moyen terme également, le Canada pourrait se gagner le respect des gouvernements indochinois en établissant avec eux un dialogue dans lequel les interlocuteurs n'auraient pas le sentiment que les Canadiens ne sont que les porte-paroles de Washington.

Même si la stratégie canadienne en Asie du Sud-Est s'appuie essentiellement sur des intérêts économiques, là encore il ne faudrait pas sous-estimer à plus long terme le potentiel de développement de la

péninsule indochinoise. Alors pourquoi se comporter d'une façon plus radicale que certains des pays asiatiques les plus anti-communistes? Le Japon est devenu, par exemple, le premier partenaire commercial non communiste du Vietnam et il est suivi par Singapour, un des États les plus virulents au sein de la coalition contre le Vietnam. On peut également noter les Coréens du Sud mais aussi les Thailandais qui, malgré les affrontements avec les troupes vietnamiennes sur la frontière du Cambodge commercent indirectement avec Hanoï. Ainsi, sans cautionner en aucune façon la politique vietnamienne au Kampuchéa, il serait toutefois possible pour le Canada d'encourager la multiplication des contacts privés et de substituer aux positions d'exclusion actuelles des mesures de réinsertion graduelle du Vietnam dans le système international.

IL NOUS SEMBLE EN EFFET QUE LE Canada n'a pas à être absent du Vietnam comme le sont les États-Unis. En s'assurant d'une plus grande visibilité au Vietnam, les Canadiens pourraient, malgré les craintes que cette politique peut inspirer à Ottawa, donner plus de crédibilité à leurs intérêts en Asie orientale. Sans cautionner la présence militaire vietnamienne au Kampuchéa et au Laos, le gouvernement canadien pourrait également, comme plusieurs pays européens, encourager des échanges commerciaux et culturels et faire en sorte que certains gouvernements provinciaux jugent à propos d'établir des rapports à travers lesquels il serait possible d'exercer une influence plus significative en multipliant surtout les possibilités d'interventions politiques véritables sur le gouvernement de Hanoï. Le Canada appartient à la francophonie et le Vietnam a inventé l'expression désormais admise : «des pays qui ont en commun l'usage de la langue française». Il est regrettable que l'on n'ait pas jusqu'à maintenant cherché à dialoguer en français avec les Vietnamiens. □

Pour en savoir plus

Nayan CHANDA, *Brother Enemy, The War after the War, A History of Indo-China Since the Fall of Saigon*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1986.

Kim NOSSAL, «Les sanctions économiques et les petits États : Le cas de la «punition» du Vietnam par le Canada», *Études internationales*, volume XVIII, no 3, septembre 1987, pp. 523-544.

Douglas PIKE, *Vietnam and the Soviet Union, Anatomy of an Alliance*, Westview Press, Boulder and London, 1987.

L'EUPHORIE DU SOMMET DURERA-T-ELLE?

Le gouvernement Reagan est désormais en position de faire adopter un accord sans précédent sur la réduction des armes nucléaires stratégiques.

PAR JANE BOULDEN

AU MILIEU DE L'ALLÉGRESSE générale provoquée par la signature au mois de décembre à Washington du Traité sur les FNI, c'est bien sûr la perspective d'un prochain démantèlement des euro-missiles et de leur destruction qui a principalement retenu l'attention. Autre élément significatif, le traité a été négocié par M. Reagan lui-même, celui qu'on surnomme «le Chevalier de la guerre froide.» Mais le Sommet a surtout laissé entrevoir la possibilité extrêmement séduisante d'une entente qui aboutirait à des réductions importantes du nombre d'armes stratégiques offensives. Or, les progrès dans ce domaine butent sur un obstacle de taille, à savoir les désaccords au sujet du Traité ABM.

L'Union soviétique et les États-Unis ont encore des opinions très différentes quant à la signification réelle de ce traité. À Washington, les deux chefs de gouvernement ont préféré passer outre à ces divergences et laisser ainsi le soin à leurs délégués de se consacrer à d'autres aspects de la négociation d'un accord sur les armes stratégiques. Le communiqué final du Sommet recommandait aux négociateurs des deux camps :

... d'élaborer un accord qui obligerait les parties à respecter le Traité ABM tel que signé en 1972, tout en leur permettant de procéder aux recherches, mises au point et essais nécessaires, dans les limites permises par le Traité ABM. Il conviendrait également d'exiger des parties qu'elles renoncent à se retirer du Traité ABM pour une période de temps donnée.

Dans le communiqué final du Sommet, on a très habilement évité de donner raison à l'une ou l'autre partie. Il est probable par conséquent que les négociations soviéto-américaines en matière de limitation des armements vont tourner, au cours des mois à venir, autour de la question complexe et litigieuse de la signification exacte à donner aux termes du Traité.

Le Traité ABM interdit aux deux parties contractantes de construire sur leur territoire des systèmes de défense contre les missiles balistiques, et il précise quel type de défenses limitées est autorisé. Le texte prévoit également la tenue de conférences d'examen tous les cinq ans; il y en a déjà eu deux, l'une en 1977 et l'autre en 1982. On devrait donc en avoir une autre à la fin de l'année prochaine, soit avant octobre 1988. Comment expliquer que ce traité soit devenu aujourd'hui l'élément clé des réductions que les deux superpuissances pourraient faire à l'avenir dans leurs arsenaux nucléaires stratégiques? Quel pourrait être à cet égard le rôle de la conférence d'examen?

EN 1977, LORS DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE d'examen, l'Union soviétique et les États-Unis étaient occupés à négocier le Traité SALT II. Compte tenu des circonstances, les deux parties ne pouvaient guère faire autrement que de réaffirmer leur intention de respecter les termes du Traité; ainsi, dans leur déclaration commune à la fin de la conférence, elles ont catégoriquement réitéré leur adhésion aux clauses du texte. Mais en 1982, au moment de la deuxième conférence d'examen, l'atmosphère avait quelque peu changé. Le nouveau gouvernement Reagan, récemment arrivé au pouvoir, était extrêmement hostile à l'Union soviétique et à la limitation des armements, et il émettait des doutes quant à la probité des Soviétiques. Même si elles étaient moins enthousiastes en 1982 qu'en 1977, les deux parties se sont tout de même dites dans leur déclaration «... déterminées à atteindre les buts et objectifs du Traité...».

En octobre 1985, le gouvernement Reagan a entrepris d'effectuer unilatéralement sa propre révision des dispositions du Traité et ce, deux ans plus tôt que prévu par le calendrier.

Les États-Unis ont prétendu que, contrairement à ce que l'on croyait généralement, le Traité ABM autorisait la mise au point et l'expérimentation des technologies de défense contre les missiles balistiques, dans la mesure où elles faisaient intervenir de nouveaux principes physiques (c'est-à-dire celles qui allaient servir à l'édification du bouclier de l'IDS). Seul le déploiement en tant que tel des systèmes était interdit.

En vertu de la Constitution des États-Unis, tout traité international doit être ratifié par une majorité des deux tiers du Sénat américain. Mais au moment où les sénateurs ont ratifié le Traité en 1972, il était bien entendu, d'après les renseignements communiqués par les porte-parole du gouvernement, que l'on se conformerait à l'interprétation dite «traditionnelle» ou «rigoureuse», pour ce qui concernait les restrictions imposées par le Traité. Par conséquent, en déclarant aux Américains que les États-Unis étaient tout à fait en droit de suivre leur propre interprétation «élargie», le gouvernement Reagan a en fait foulé aux pieds le rôle constitutionnel du Sénat.

La polémique interne qui s'est alors engagée entre le Congrès et l'administration américaine a donné lieu à la publication de deux importants rapports. Pour prouver le bien-fondé juridique de la position adoptée par le gouvernement américain, le juge Abraham Sofaer, conseiller juridique au Département d'État, a rendu publiques certaines pièces du dossier de la négociation. La contre-attaque a été menée par le sénateur Sam Nunn qui a, lui aussi, eu accès à ce dossier. En réponse au rapport du juge Sofaer, le sénateur a déclaré : «... le gouvernement Reagan commet une grossière erreur en adoptant cette position... En effet, il a tort sur plusieurs points, qu'il s'agisse de son analyse du débat mené au Sénat sur la ratification, de son analyse des événements survenus par la suite

... ou encore, de son analyse du dossier de la négociation lui-même.»

Le Comité des relations extérieures du Sénat américain a décidé de pousser l'affaire plus loin. Dans un rapport publié en septembre 1987, il a répété que la «ré-interprétation» équivalait en fait à une contestation du rôle constitutionnel du Sénat. Le Comité a averti M. Reagan que s'il s'obstinait à vouloir appliquer cette interprétation «élargie», la ratification du traité sur les FNI risquait d'en être retardée. Et en novembre 1987, après que le Congrès eût essayé de faire prévaloir son interprétation «rigoureuse» du Traité, l'Administration et le Congrès sont parvenus à un compromis sur les essais futurs des technologies de la Guerre des étoiles, compromis en vertu duquel il a été décidé de n'autoriser, à court terme (soit pour l'année financière se terminant en octobre 1988), que les essais admis dans le cadre de l'interprétation «traditionnelle», «rigoureuse».

Après avoir annoncé leur intention de «ré-interpréter» le Traité, les États-Unis se sont empressés d'apaiser les inquiétudes de leurs alliés. Le gouvernement a promis que le développement de l'IDS se ferait conformément à l'interprétation «traditionnelle» du Traité. Les changements éventuels n'entreraient en vigueur qu'après consultation avec les alliés. Le Canada et les pays alliés d'Europe occidentale ont en effet toujours clairement indiqué leur volonté de s'en tenir à l'interprétation «rigoureuse».

Dans la déclaration qu'il a faite après s'être réuni avec Paul Nitze, conseiller américain en matière de limitation des armements en visite au Canada, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a fait savoir qu'Ottawa favorisait davantage l'interprétation «traditionnelle» ou «rigoureuse» : «... le Canada serait extrêmement inquiet

L'EAU, SOURCE DE CONFLITS

Reconnaître que l'eau risque de causer des guerres entre les nations ne tient pas du simple alarmisme. Le Canada devrait soutenir davantage les efforts que le Programme des Nations-Unies pour l'environnement déploie pour régler les différends à cet égard.

PAR BOYCE RICHARDSON

D'ORDINAIRE, LE PROGRAMME des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) n'est pas considéré comme un organisme de maintien de la paix. Pourtant, discrètement, le PNUE travaille à créer des institutions dont le but est d'empêcher les nations de se quereller au sujet d'un patrimoine environnemental commun. Et si les résultats, il faut l'avouer, sont encore bien minces, c'est surtout parce que les moyens dont le Programme dispose sont par trop limités.

Pour intervenir sur le terrain, le PNUE ne peut compter que sur un budget effectif d'à peine 30 millions de dollars US, provenant de contributions volontaires consenties par les pays membres. Avec cette seule bagatelle, l'organisme doit collecter l'information, suivre l'évolution de l'environnement partout dans le monde, promouvoir l'importance de l'environnement et, à tout le moins, inciter d'autres intervenants à prendre des mesures un tant soit peu efficaces. Avec des ressources plus considérables, le PNUE pourrait donner plus d'ampleur à ses activités et, subsidiairement, favoriser la paix et la sécurité internationales.

Prenons à titre d'exemple un programme du PNUE, baptisé EMINWA, qui vise à une saine gestion environnementale des eaux intérieures, c'est-à-dire des cours d'eau, des lacs et des nappes aquifères. Ce programme, qui n'est pas beaucoup plus qu'un acronyme à l'heure actuelle, est destiné à rapprocher les nations partageant des bassins fluviaux internationaux. C'est là un programme important, car reconnaître que l'eau est une cause potentielle de guerre entre les pays ne tient pas simplement de l'alarmisme ni de la fantaisie.

Une carte publiée en 1980 dans la Stratégie mondiale de la conservation (élaborée par le PNUE et l'Union internationale pour la conservation de la nature) montre que parmi tous les États du globe, exception faite

des pays insulaires, cinq ou six seulement ne sont pas touchés par un bassin fluvial international. (Le Canada en a neuf.) En tout, on compte au-delà de 200 grands bassins internationaux; plus du tiers ne sont pas visés par un accord international, et moins de trente font l'objet d'arrangements coopératifs institutionnels. Pour de nombreux pays, cette réalité est de taille : le territoire national de près d'un pays sur quatre fait intégralement partie d'un bassin fluvial international. Par conséquent, du moins en théorie, des pays tout entiers risquent de souffrir d'actes accomplis hors de leurs frontières.

L'AN DERNIER, LA COMMISSION Brundtland a recommandé que la collectivité internationale retienne comme priorité l'élaboration de mesures pour la protection et l'exploitation rationnelle des systèmes écologiques transfrontaliers. Dans la Stratégie mondiale de la conservation (SMC), on tenait un raisonnement analogue sept ans auparavant :

«La demande en eau ne cesse de croître alors même que l'on constate un déclin marqué de la qualité de l'eau dans la plupart des bassins internationaux... Le déboisement, la construction d'installations hydroélectriques, l'aménagement de réseaux d'irrigation et d'approvisionnement en eau et la pollution dans un pays peuvent, dans un autre, réduire les réserves d'eau et rendre plus coûteuse la transformation de l'eau en vue de différentes utilisations ainsi que détruire, dégrader ou appauvrir les écosystèmes et le capital biologique.»

La SMC a précisé en outre que de graves frictions politiques ont déjà fait leur apparition dans de nombreuses régions du globe parce qu'on n'a pas réussi à harmoniser les modes d'utilisation des fleuves et des rivières dans leurs cours supérieur et inférieur.

À certains endroits, des commissions internationales chargées de bassins fluviaux existent depuis déjà longtemps (citons notamment celles qui s'occupent du Rhin, du Danube et des Grands Lacs), mais le récent et tragique déversement de poisons dans le Rhin est venu confirmer l'avertissement donné dans la SMC : la structure de ces organismes est mal adaptée aux réalités propres à l'exploitation de l'eau dans le monde moderne.

Les premiers traités conclus sur l'exploitation des cours d'eau internationaux se sont avérés insuffisants. Citons, par exemple, le cas du fleuve Colorado, dont plusieurs États américains prélèvent une importante quantité d'eau pour répondre aux besoins des villes de Denver, de Los Angeles et de San Diego, ainsi qu'aux impératifs de l'irrigation. Or, avant de se jeter dans le golfe de Californie, ce fleuve parcourt environ cent cinquante kilomètres en territoire mexicain. Un traité conclu en 1944 entre les États-Unis et le Mexique prévoyait qu'au moins 12 p. 100 de l'eau fluviale devait être de qualité utilisable au passage de la frontière. Dans les faits, l'exploitation du Colorado est si intense que l'eau accuse déjà une salinité appréciable quand elle franchit cette limite. La morale de l'histoire semble être que le pays en amont tient le haut du pavé. Le traité de 1944, quel qu'en fût l'objet, n'avait rien à voir avec la qualité écologique du bassin fluvial.

Des disputes au sujet d'eaux fluviales ont déjà éclaté entre des pays qu'arrosent les fleuves Rio de la Plata et Parana en Amérique latine, entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Gange, et entre les pays de la péninsule indochinoise, au sujet du Mékong. Épisodiquement surgissent aussi des différends entre l'Égypte et le Soudan au sujet du Nil, et au Moyen-Orient au sujet du Jourdain, qui sépare la Jordanie et Israël.

Les risques de conflits internationaux à propos de l'eau ont incité les auteurs du rapport *Global 2000*,

publié sous le président Carter en 1980, à recommander que les États-Unis prennent l'initiative d'établir des «mécanismes de règlement des conflits» qui permettraient de résoudre les différends dans l'avenir. Le gouvernement Reagan a relégué le rapport aux oubliettes, mais le problème demeure.

Après avoir construit de nombreux dispositifs de régularisation des eaux dans le monde, nous avons appris, même si la leçon a été dure, que pour mieux gérer les ressources hydrauliques, il ne suffit pas de faire des prélèvements dans les cours d'eau, de détourner ces derniers vers des canaux, ou de dresser des barrages. C'est plutôt une entreprise très complexe faisant intervenir de nombreuses disciplines scientifiques.

Nombre de grands projets hydrauliques réalisés au cours des dernières années apporte la preuve, hélas trop convaincante, que les ouvrages conçus à la hâte, sans considération des écosystèmes du bassin touché, peuvent avoir des effets aussi terribles qu'imprévus. L'exemple du Nil est le plus fréquemment cité : même si l'Égypte et le Soudan en sont venus à collaborer afin que chacun puisse bénéficier au maximum du débit annuel relativement faible du fleuve, l'Égypte a payé très chèrement l'énergie hydroélectrique et la protection contre les crues saisonnières que le barrage lui a procurées. Fertilisation réduite des sols en aval à cause des dépôts de limon, destruction des pêcheries de sardines au large des côtes, salinité accrue du delta, dont les terres sont par ailleurs de plus en plus détrempées, explosion de bilharziose (maladie parasitaire débilitante charriée par l'eau) à proximité des lacs et des canaux d'irrigation, voilà autant de répercussions que nul n'avait prévues.

C'EST POUR S'ATTAQUER À CE GENRE de problème que le PNUE a élaboré un ensemble de principes auxquels les États devraient adhérer pour con-

server et exploiter les ressources naturelles partagées. Ces principes, présentés à l'ONU sous forme de recommandations, exhortent les pays à faire ce qui suit :

- collaborer en vue d'empêcher, de réduire ou d'éliminer les conséquences néfastes pour l'environnement pouvant résulter de l'exploitation de ressources communes;
- éviter les dégâts environnementaux susceptibles d'influer sur l'exploitation d'une ressource par un autre État;
- évaluer les incidences possibles avant de prendre des mesures pouvant toucher une ressource partagée ou l'environnement d'un autre État;
- communiquer à l'avance aux États concernés le plan détaillé des mesures envisagées et consulter ces États;
- indemniser les autres États de tout dommage causé, et consentir aux ressortissants touchés des autres pays le même traitement administratif et juridique qu'à leurs propres citoyens.

entier ont participé au cours des quinze dernières années en vue d'améliorer les milieux côtiers et marins. Ces programmes ont amené à faire oeuvre commune des pays qui sont tout sauf amis, tels que ceux du golfe Persique.

Un spécialiste koweïtien de l'environnement, avec qui je me suis entretenu dernièrement à Nairobi lors d'un passage au siège social du PNUE, m'a même raconté que les pays participants du Golfe ont mis des années pour s'entendre sur le titre du plan. C'est ainsi qu'en parcourant la liste des programmes des mers régionales, parmi des noms géographiques bien connus comme «mer des Caraïbes» ou «Méditerranée», on tombe sur «Plan d'action du Koweït», titre plutôt insolite qui présente l'avantage d'être dénué de sous-entendu politique. Les réunions sur la question ésotérique de la pollution des eaux du Golfe regroupent ainsi des participants qui, à l'extérieur de cette enceinte, ne se parlent pas.

de se jeter dans la mer de Chine méridionale, à 4 000 km de sa source.

Étant donné que cet immense bassin fluvial reçoit le gros de son apport pluvial en l'espace de cinq mois seulement, il s'y produit des inondations et des périodes de sécheresse, même dans une année normale. Les habitants du bassin, généralement des agriculteurs, sont parmi les plus démunis du globe. Les terres agricoles sont bonnes, et le soleil est abondant, le principal problème étant l'approvisionnement toujours aléatoire en eau.

Le projet du Mékong porte sur l'irrigation, l'électricité, la lutte contre les inondations et la gestion des lignes de partage des eaux entre autres; il prévoit la construction éventuelle de treize barrages de régularisation. Le coût estimatif en 1970 se chiffrait à douze milliards de dollars US. Quinze ans plus tard, 4 p. 100 seulement de cette somme ont été engagés, du fait surtout que l'Indochine a été le théâtre de bouleversements politiques violents qui ont rendu impossible toute activité sur le cours principal du fleuve.

Bien entendu, ce n'est pas parce que les pays se concertent au sujet de ressources transfrontalières qu'ils

constaté lors de ma visite à Nairobi en juin qu'aucun des directeurs du Programme ne s'attend à une plus grande générosité de la part des gouvernements. J'ai demandé à M. William Mansfield, directeur exécutif adjoint, combien d'argent il faudrait au PNUE si les gouvernements donnaient suite à la recommandation de la Commission Brundtland. Il a dit qu'eu égard aux programmes actuels, une augmentation de 50 p. 100 ne serait pas de trop (c'est là une somme plutôt négligeable dans un monde où la course aux armements engloutit en vingt minutes ce que le PNUE dépense en un an).

L'AN DERNIER, LA CONTRIBUTION totale du Canada au PNUE s'élevait à 818 148 \$ US, soit un peu plus d'un million de dollars canadiens, somme dérisoire lorsqu'on pense aux belles paroles que notre pays ne manque jamais de prononcer en faveur de l'environnement dans le cadre des réunions internationales.

Le PNUE recueille également des fonds assez importants par l'entremise de son bureau d'échange, grâce auquel les pays qui ont besoin d'argent pour des projets particuliers sont mis en rapport direct avec les États donateurs. Certains pays con-

Dans la SMC, on avait recommandé qu'un organisme international se voit confier le soin d'analyser les impératifs et les problèmes en matière de conservation dans les bassins fluviaux internationaux, en accordant la priorité à ceux qui devaient subir des réaménagements d'envergure ou qui étaient soumis à une forte érosion. Le PNUE a relevé le défi cinq ans plus tard avec la mise sur pied d'EMINWA. Mais il est ironique et guère surprenant – de constater que le PNUE n'a pu commencer par les bassins où les besoins étaient les plus pressants.

Le PNUE a plutôt choisi le fleuve Zambezi, qui n'a suscité jusqu'à présent aucun problème digne de mention. Et les États touchés (les pays partageant une frontière avec l'Afrique du Sud), loin d'être à coueteaux tirés, travaillent déjà ensemble. Sur les sept pays en cause, six ont sanctionné un plan d'action.

L'EMINWA reprend une formule que le PNUE avait établie avec un programme couronné de succès (le Programme des mers régionales) auquel 120 gouvernements du monde

TOUS LES CONTINENTS POSSÈDENT des fleuves internationaux, dont une douzaine comptent parmi les cours d'eau transportant la plus forte charge sédimentaire (c'est-à-dire que les terres arrosées par ces fleuves subissent la pire érosion du globe) et dont la plupart, de surcroît, supportent des millions et des millions d'êtres humains.

Parfois, les plans internationaux visant à modifier et à régulariser l'exploitation d'un bassin fluvial peuvent échouer sur l'écueil des remous politiques. Par exemple, il existe depuis trente ans un organisme connu sous le nom de Comité intérimaire de la coordination des études portant sur le bassin inférieur du Mékong (un autre titre vague à souhait), dont le but est de régulariser le Mékong. Ce fleuve prend naissance à 5 000 mètres d'altitude sur le plateau tibétain, traverse la Chine, suit ou franchit les frontières de la Birmanie, du Laos, de la Thaïlande, du Kampuchéa et du Vietnam, avant

agissent nécessairement de façon judicieuse. Dès qu'il est question de la mise en valeur d'un fleuve, un mystérieux et funeste gigantisme s'empare de l'esprit des politiciens (au Canada comme ailleurs). Lorsque l'on consacre des milliards de dollars à un projet, l'accent est aussitôt mis sur la rentabilité de l'investissement, autrement dit, sur les bénéfices.

Puisque la pression s'exerce sur les bassins fluviaux internationaux augmente au même rythme que la dégradation de leurs eaux, on serait fondé à conclure qu'il faudrait de toute urgence fournir au PNUE les ressources dont il a besoin pour favoriser la création de nouvelles institutions coopératives sur le modèle du Programme des mers régionales et d'EMINWA. La Commission Brundtland a recommandé que le PNUE soit renforcé et qu'on lui donne plus d'argent, mais j'ai

servent un fonds de fiducie permanent au bureau d'échange, fonds auquel ils peuvent toujours recourir en cas de besoin. Les plus généreux donateurs dans ce contexte sont les pays scandinaves, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Communauté économique européenne (CEE).

Si le gouvernement se rendait compte que le travail du PNUE favorise beaucoup la paix et la sécurité internationales, la contribution financière du Canada serait peut-être à la mesure de ses paroles. □

Pour en savoir plus

Arthur H. Westing (sous la dir. de), *Global Resources and International Conflict*, Oxford: Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 1986.



L'IRAN DE KHOMEINY

La politique régionale iranienne de Khomeiny est-elle bien différente de celle qui existait sous le régime du Shah ?

PAR FRANCINE LECOURS

AVEC LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE de 1979, l'ayatollah Khomeiny succède à Mohammad-Reza Shah Pahlavi à la tête de l'Iran, pays qui compte environ 85 p. 100 de musulmans chiites (sur un total de 45 millions d'habitants). Malgré la transformation de l'État séculier moderniste du Shah en un État fondamentaliste musulman, un élément de continuité demeure : l'ambitieux dessein politique des deux hommes en matière de politique régionale. Cela dit, le projet de Khomeiny diffère à plusieurs égards de celui de son prédécesseur.

À partir du début des années soixante, la politique moyen-orientale du Shah d'Iran traduit sa perception des besoins du pays en matière de sécurité. Cette politique est dictée par des considérations stratégiques et elle vise à favoriser la stabilité régionale, surtout dans la zone du golfe Persique. Cette stratégie et des objectifs d'expansion territoriale confèrent à l'Iran un rôle de gendarme dans la région du Golfe, surtout après le départ de l'Angleterre. Outre qu'il occupe trois îles stratégiques du golfe Persique, l'Iran, qui à cette époque aspire au statut de puissance régionale, intervient fréquemment dans les affaires intérieures des pays de la région, particulièrement lorsque des gouvernements centraux sont menacés par des groupes rebelles. Cela se fait au moyen d'une aide économique et technique, ou encore par des interventions militaires. L'envoi de troupes iraniennes dans le Dhofar pour aider le Sultan d'Oman dans sa lutte contre les guérilleros du Front populaire en est un exemple. Cette politique s'appuie sur un arsenal militaire sophistiqué qui fait de l'armée du Shah une des plus puissantes au monde. La politique de sécurité de Téhéran repose aussi sur le jeu diplomatique. Des alliances politiques ou militaires donnent lieu à des rapprochements avec Ankara, Islamabad, Riyad et le Caire (à partir du milieu des années

soixante-dix). Par ailleurs, même si l'Iran établit des rapports constructifs avec la plupart des pays arabes, il entretient des relations étroites avec Israël dans les domaines économique et militaire.

En menant à la création d'un gouvernement islamique chiite, la crise de 1979 a imposé de nouvelles règles du jeu au Moyen-Orient. Par sa référence à des motivations idéologiques, la nouvelle politique extérieure iranienne prend un aspect original. Formellement, le leitmotiv de cette politique s'avère l'Islam et sa restauration comme fondement de la légitimité politique en constitue le but. Le préambule de la Constitution de la jeune république préconise l'instauration d'un ordre mondial islamique. La réunification de la *oumma*, communauté des croyants, est devenue une priorité.

Aux dires des fondamentalistes, cela devrait s'accompagner de la libération des pays islamiques gouvernés par des gouvernements impies (entendre gouvernés par des séculiers). Il faudrait aussi que les sociétés musulmanes puissent réconcilier leurs différences ethniques, régionales et autres.

À DÉFAUT DE POUVOIR RÉALISER CET ambitieux dessein dans un avenir rapproché, le régime khomeiniste fonde davantage ses espoirs sur la création d'un ordre islamique régional, plus ou moins orchestré par Téhéran, où l'Islam déterminerait la nature des régimes politiques et la politique étrangère des États.

Les moyens dont dispose Téhéran pour réaliser cette politique inspirée de la réunification du monde musulman sont multiples. Téhéran a le plus souvent recours à des procédés indirects tels la diffusion d'une propagande «révolutionnaire» dans plusieurs pays du Moyen-Orient (surtout en Irak et au Liban), le prosélytisme visant à rallier des chefs religieux musulmans étrangers,

l'activisme des partisans de Khomeiny pendant le pèlerinage annuel à la Mecque en Arabie Saoudite, et l'assistance financière et logistique accordée à des organisations islamiques étrangères (notamment en ce qui concerne l'entraînement de militants dans des camps iraniens). Parmi ces organisations, celle des *hezbollahs*, chiites libanais pro-iraniens, semble être la mieux structurée.

Les entreprises iraniennes ne se limitent pas aux activités énumérées ci-dessus. Elles ont souvent un caractère plus belliqueux. La tentative de renversement du gouvernement de Bahrein en 1981 et l'attentat contre l'ambassade américaine au Koweït en 1983, tous deux attribués à des éléments pro-iraniens, en font foi. De plus, depuis l'occupation du Liban par les troupes israéliennes en 1982, Téhéran maintient dans ce pays un contingent de Gardiens de la révolution. Aujourd'hui, le gouvernement libanais évalue à quelques milliers le nombre de ces *Pasdarans* postés en Syrie, plusieurs d'entre eux faisant périodiquement des incursions dans la vallée de la Bekaa (peuplée surtout de musulmans chiites) pour y déverser leur propagande et fournir un entraînement militaire aux activistes.

La guerre opposant l'Iran à l'Irak depuis sept ans ne découle qu'indirectement de cette politique islamique «révolutionnaire», si l'on considère que c'est l'Irak qui a déclenché les hostilités. De plus, le refus iranien d'accepter un règlement négocié du conflit s'explique par les tensions séculaires existant entre les deux capitales, auxquelles s'ajoutent l'animosité déclarée entre la président de l'Irak, Saddam Hussein, et Khomeiny, de même que la volonté iranienne de maintenir la cohésion sociale par le ralliement de la population face à un ennemi commun.

L'expansionnisme idéologique que les dirigeants iraniens cherchent à réaliser depuis 1979, est donc un élément très important de l'activisme

régional iranien. L'avènement d'un régime fondamentaliste musulman en Iran continue à avoir des répercussions importantes dans le monde arabe et islamique. Dans les années qui ont suivi la révolution, des émeutes ont éclaté dans plusieurs pays musulmans, du Bangladesh au Maroc. On y retrouvait immanquablement des portraits de Khomeiny et des slogans inspirés de sa pensée. L'exemple iranien semble avoir influé sur les communautés chiites de pays tels que le Pakistan et l'Arabie Saoudite dans leurs demandes pour des droits accrus. De plus, les nombreux chiites du Liban et de l'Irak ne sont pas insensibles aux idées khomeinistes. En fait, depuis la deuxième moitié des années soixante-dix, les événements iraniens constituent la plus importante manifestation de la résurgence d'un courant fondamentaliste islamique à l'échelle du Moyen-Orient.

Les gouvernements de la région ont adopté des stratégies diverses pour se prémunir contre la vague fondamentaliste qui les menace tant de l'intérieur que de l'extérieur. En 1981, les monarchies conservatrices des pays du golfe Persique ont formé le Conseil de la coopération du Golfe (CCG), afin de renforcer leur sécurité collective contre la menace d'extension du conflit irano-irakien (au moment où Bagdad commençait à perdre certains avantages stratégiques au profit de l'Iran), mais aussi par crainte de l'émergence de groupes fondamentalistes au sein de leur population. Dans les années qui ont suivi la révolution iranienne, certains pays comme l'Égypte et le Pakistan ont mis davantage l'accent sur l'importance des valeurs islamiques, ce qui a eu des effets sur l'élaboration de certaines politiques gouvernementales. D'autres, par contre, comme la Tunisie, ont déclaré une guerre ouverte aux fondamentalistes islamiques.

LA DIPLOMATIE IRANIENNE DANS LA région allié à la ferveur révolutionnaire une attitude pragmatique rendue nécessaire d'abord par les difficultés économiques que connaît le pays. Les coûts de la guerre ainsi que la baisse de la production locale et du prix du pétrole ont beaucoup appauvri les coffres de l'État. En plus des difficultés suscitées par une structure économique édiflée essentiellement en fonction de la production pétrolière du pays, une myriade de problèmes économiques ont surgi. L'industrie fonctionne bien en dessous de sa capacité et le taux de chômage atteint près de 25 p. 100 dans les villes peuplées. Les revenus pétroliers servent pour une large part à financer la guerre, à pallier aux destructions qu'elle entraîne et à supporter les dépenses quotidiennes d'une économie peu efficace. Les investissements dans les infrastructures et les projets de développement à long terme préalablement prévus ont été remis à plus tard tout comme le financement des services sociaux et de l'agriculture.

Comme l'Iran a restreint ses relations économiques avec les États-Unis et craint de se retrouver à la remorque de l'Union soviétique, on comprend facilement qu'il veuille établir des liens économiques avec ses voisins. Dans la région, la Turquie et le Pakistan, tous deux pro-occidentaux, sont ses principaux partenaires commerciaux. Les trois pays ont formé en 1985 l'Organisation de la coopération économique afin d'encourager le commerce et les transferts de technologie. En 1987, la signature d'un accord entre Téhéran et Ankara prévoyait notamment un volume d'échanges commerciaux de l'ordre de 2 milliards de dollars pour l'année. Il faut ajouter qu'une large part des exportations iraniennes transite par les territoires turc et pakistanais.

Malgré l'animosité du régime iranien à l'endroit des monarchies arabes du Golfe, engendrée par leur gouvernement «anti-islamique» et leur appui financier et matériel à l'Irak en temps de guerre, l'Iran semble chercher à établir depuis quelques années une coopération économique avec ces pays. Au nombre des réalisations importantes dans ce domaine citons les liens commerciaux existant avec les Émirats Arabes Unis et l'entente conjointe avec l'Arabie Saoudite conclue à la réunion de l'OPEP l'année dernière, au sujet d'une nouvelle stratégie sur les prix et les quotas. Cependant, il ne s'agit encore que de démarches



Normand Cossette

préliminaires, car même si Téhéran maintient des relations diplomatiques avec ces pays, il semble peu probable à court terme que ceux-ci comptent parmi ses partenaires économiques privilégiés. Il demeure que l'attitude iranienne vis-à-vis les monarchies arabes du Golfe est souvent ambiguë et n'est pas étrangère à la lutte de pouvoir qui a cours à Téhéran entre radicaux et modérés. Les émeutes de l'été 1987 pendant le pèlerinage annuel à la Mecque qui ont fait quelques centaines de victimes, surtout des iraniens, n'ont pas amélioré la situation. Ces affrontements sanglants ont rappelé que l'Iran et l'Arabie saoudite, respectivement capitales du chiisme et du sunnisme, se disputent la direction du monde islamique.

L'Iran n'a pas totalement renoncé à ce qu'il est convenu d'appeler ses intérêts nationaux. Le nationalisme iranien, central dans la politique du Shah, ne semble pas avoir complètement disparu bien qu'il soit formellement incompatible avec l'idéologie khomeiniste. La presse fait souvent état de l'importance qu'il a, encore aujourd'hui, dans la société iranienne. Sans aller jusqu'à prétendre qu'il assure le maintien du régime, on peut dire que les dirigeants se réfèrent au nationalisme pour justifier aux yeux de la population certains aspects de la politique extérieure du pays.

Par delà toute autre considération, il faut comprendre que la politique régionale de l'Iran répond aussi à des impératifs géo-politiques. Le pays a tout intérêt à sortir de l'isolement diplomatique auquel il se trouve réduit depuis la chute du Shah. Qu'il ait ou non l'intention de peser sur l'évolution politique du Moyen-Orient, l'Iran ne peut continuer à faire cavalier seul même en tenant compte de ses liens avec la Syrie et la Libye. Téhéran est particulièrement opposé à la présence des États-Unis et de l'Union soviétique dans le golfe Persique et ce depuis long-

temps. Cette idée est omniprésente chez les dirigeants iraniens au point de suggérer que bien des scénarios seraient préférables à l'éventualité d'une présence persistante de l'un ou l'autre dans le Golfe. Dans un tel contexte, l'Iran pourrait sûrement tirer profit du jeu des alliances, même avec l'Arabie Saoudite. De plus, la menace que représentent pour Téhéran la proximité du territoire soviétique et l'invasion de l'Afghanistan rejoint les craintes de ses deux voisins, le Pakistan et la Turquie, face à Moscou. Bref, que ce soit dans le but de s'opposer à «l'impérialisme» occidental ou soviétique, ou de poursuivre des velléités hégémoniques, l'Iran ne pourrait que bénéficier de la présence d'appuis solides dans la région.

SI L'ON PREND EN COMPTE LES bouleversements qui ont suivi l'avènement du régime Khomeiny, l'éventualité d'une exportation de la révolution iranienne ne peut être exclue. On peut imaginer qu'en cas de victoire iranienne, la vague intégri-chiite se répandrait dans les États du Golfe, en Jordanie et au Liban, et même en Syrie et en Égypte.

Cependant, le projet d'expansionnisme idéologique poursuivi par le régime de Khomeiny n'est pas nécessairement voué au succès, loin de là. La recherche de partenaires économiques et la nécessité d'avoir recours à des alliances risquent de tempérer les ardeurs révolutionnaires de Téhéran. De plus, on voit mal comment l'Iran pourrait poursuivre son effort de guerre indéfiniment alors que son économie est défaillante et que ses moyens militaires demeurent précaires.

À ces facteurs de base s'ajoutent d'autres données importantes. Les conditions qui ont favorisé le déclenchement de la révolution iranienne risquent peu de se retrouver dans les autres pays de la région. La moderni-

sation économique entreprise par le Shah encourageait l'émergence d'un modèle sociétal copié sur l'Occident, modèle qui s'est avéré incompatible avec la structure traditionnelle de la société iranienne.

L'Islam chiite de Khomeiny diffère nettement de l'Islam sunnite, prédominant dans la région. Un des principaux points de désaccord entre les deux confessions musulmanes porte sur le type de gouvernement habilité à régir la société civile. On imagine aisément la résistance qu'opposeraient les communautés sunnites aux directives des chefs religieux de Téhéran. Même les chiites de la région, qui en Irak n'ont pas répondu aux appels de Khomeiny, ne seraient pas nécessairement gagnés à la cause puisque des facteurs ethniques et culturels pourraient s'avérer plus importants que ceux relevant strictement de l'appartenance religieuse.

Enfin, le leadership de Khomeiny ne durera pas éternellement. Des dissensions apparaissent déjà entre différentes factions du régime. La lutte pour la succession est commencée depuis un certain temps. Radicaux et modérés s'opposent sur l'interprétation de l'Islam, le modèle de développement économique à adopter, et les possibilités de rapprochement avec Washington ou Moscou. Avec la mort de Khomeiny, la cohésion du régime politique pourrait donc être sérieusement compromise. L'ayatollah Montazeri, successeur désigné de l'Imam et principal promoteur de l'exportation de la révolution, a plusieurs adversaires. Un affaiblissement du gouvernement lié à des problèmes internes minerait l'ambitieux dessein de création d'un ordre islamique régional.

Nous devons reconnaître que les régimes du Shah et de l'ayatollah Khomeiny auront profondément marqué la politique de la région. Le passage d'un État séculier à un État fondamentaliste musulman n'a pas altéré les prétentions de Téhéran vis-à-vis ses voisins même avec les différences idéologiques et pragmatiques apportées par la révolution qui a secoué le pays et la guerre contre l'Irak. □

Pour en savoir plus

Mohammed E. Ahrari, «Iran and the Superpowers in the Gulf», *SAIS Review*, hiver - printemps 1987.

Ralph King, «The Iran-Iraq War: The Political Implications», *Adelphi Papers* 219, IISS, printemps 1987.

Bassina Kodmani, (sous la dir. de) *Quelle sécurité pour le Golfe?*, Paris, Institut français des relations internationales, 1984.

LETTRE DE MANAGUA PAR DAVID GOLLOB



Les contras ont attaqué Abisinia, petit village dans le nord du Nicaragua. Dans une humble cabane, une femme et ses cinq enfants pleurent sur le corps de *Papito*, «petit papa».

Il est étendu dans un cercueil, et son visage est visible au travers d'un hublot de verre. Des larmes et des traces de doigt marquent le verre. Dans les tropiques, la décomposition est rapide, et la puanteur de la mort, suffocante. Une pluie tropicale torrentielle martèle sans arrêt le toit de la cabane. C'est la fin de l'après-midi, la hutte est sombre éclairée seulement par quelques chandelles.

Dans les ruines du centre médical communautaire, une femme est en train d'accoucher. Son mari a été tué, sa maison brûlée. Le travail a commencé prématurément à cause du traumatisme, précise l'infirmière. Cette femme n'a que dix-huit ans, et son enfant est tout ce qui lui reste au monde.

Au cours d'une émission diffusée depuis le Honduras par une station radiophonique clandestine, les contras déclarent que l'attaque d'Abisinia a été couronnée de succès, car ils ont réussi à détruire une caserne et un poste de commandement situés aux abords du village. C'est vrai. Cependant, les contras n'expliquent pas pourquoi les morts et les blessés sont pour la plupart des civils, pourquoi une vingtaine de maisons ont été rasées, ni pourquoi plusieurs paysans, dont deux femmes, ont été kidnappés.

Je me suis servi de la bande sonore et visuelle recueillie auprès de la famille en deuil et de la jeune accouchée pour illustrer mon reportage sur cette attaque. Celui-ci était destiné à la radio anglaise de la CBC et aussi à un réseau américain de radio communautaire. À ma grande surprise, j'ai appris que le réseau américain n'avait pas diffusé mon reportage parce que, m'a-t-on dit, la bande sonore était trop chargée d'émotions. «Nous avons pour politique», a précisé plus tard un réalisateur, «d'éviter de dramatiser cet aspect de la guerre et de refuser d'exploiter le sensationnel.»

Je ne vois pas ce qu'il y avait de sensationnel à utiliser la bande

sonore de mon reportage qui illustre simplement une vérité fondamentale au sujet de la guerre : la guerre est souffrance, douleur et mort, la guerre c'est laid, intolérable. Pourtant, cette guerre traduit la politique des États-Unis. Le lourd climat idéologique que le gouvernement Reagan a créé pour justifier ses politiques et amener les membres peu enthousiastes du Congrès à les appuyer rend extrêmement difficile le travail des reporters au Nicaragua. Au moins trois journalistes Américains ont été renvoyés ou forcés de démissionner à cause de leurs reportages sur le Nicaragua.

Les États-Unis ne font pas que financer cette guerre, ils la dirigent; ils vont jusqu'à trier eux-mêmes sur le volet les chefs de la contra.

Le président Reagan déclare au monde entier que les Sandinistes ont souvent manqué à leurs promesses. Peu de journalistes osent contester cette déclaration, car s'ils le font, leur intervention sera interprétée comme un plaidoyer en faveur des Sandinistes. Une telle déclaration demeure donc incontestée.

Le gouvernement nicaraguayen est une dictature totalitaire de gauche, selon M. Reagan. La plupart des journalistes qui travaillent au Nicaragua vous diront qu'ils n'en croient rien. Il est certain que cette société applique certains mécanismes de répression. Des cadres intermédiaires de l'opposition ont été jetés en prison sous des chefs d'accusation peu solides ou inventés de toutes pièces. La censure a eu cours pendant près de cinq ans. Les médias de l'opposition ont dû fermer leurs portes, et ainsi de suite. Il demeure que cette forme de répression est inoffensive, comparativement à la terreur et à l'intimidation régnant au Salvador qui reçoit chaque jour des États-Unis une aide de deux millions de dollars. Au Nicaragua, la pire

chose qui soit jamais arrivée à un activiste défendant les droits de la personne a été un emprisonnement de quinze jours pour avoir participé à une manifestation anti-gouvernementale. Au Salvador, les activistes sont kidnappés ou abattus dans la rue sous les yeux de leurs enfants.

Les journalistes affectés au Nicaragua doivent faire des reportages sur les violations des droits de la personne observées au Nicaragua. Il ne leur appartient pas de dénoncer toute l'hypocrisie d'une guerre menée dans le seul but de renverser le gouvernement nicaraguayen, quand les États-Unis soutiennent des gouvernements coupables de crimes beaucoup plus graves.

L'expression «aide aux contras» illustre bien comment nous sommes pris au piège des idées véhiculées par les mots. Toutes les fois que

nous l'utilisons, nous acceptons sans le savoir l'une des thèses fondamentales du gouvernement Reagan : la guerre au Nicaragua se fait entre Nicaraguayens, les États-Unis ne faisant que «soutenir» une insurrection anti-totalitaire parfaitement légitime. Quand on sait tout ce qui s'est passé depuis le début de ce conflit, cette belle notion vole en éclats. Les États-Unis ne font pas que financer cette guerre, ils la dirigent; ils vont jusqu'à trier eux-mêmes sur le volet les chefs de la contra. Il ne s'agit pas «d'aide», mais d'autre chose. Comme ce mot est gravé dans la pierre, en contester l'emploi et le sens aujourd'hui serait chercher la bagarre non seulement avec le Département d'État des États-Unis, non seulement avec nos réalisateurs, mais aussi avec l'univers des opinions reçues.

Bien sûr, les déclarations du gouvernement sandiniste voulant que les contras soient des mercenaires au service du gouvernement américain sont tout aussi fausses. Le fantassin contra moyen ne se bat pas pour de l'argent. Les chefs des insurgés reconnaissent que, sans «l'aide» des Américains, leur révolte aurait

avorté il y a longtemps, ce qui ne fait pas d'eux des mercenaires pour autant. Mais là n'est pas la question : ils ne viendraient à l'idée d'aucun journaliste occidental d'employer le mot «mercenaires» pour désigner les contras, tandis que l'utilisation du mot «aide» est, elle, universelle et présente insidieusement une image déformée de la nature du conflit.

En novembre dernier, un journaliste américain avec qui je m'entretenais spéculait sur les réactions que pourraient avoir certains chefs contras si les Sandinistes offraient de tenir des pourparlers indirects sur l'établissement d'un cessez-le-feu. «Qui est-ce que ça dérange, ce que les contras pensent ?», lui ai-je demandé. «Ils feront sûrement ce que le Département d'État ou la CIA leur demanderont de faire.» Ce journaliste, qui compte des années d'expérience dans la région et connaît la situation beaucoup mieux que moi, est demeuré silencieux quelques instants, puis il a finalement déclaré : «Vous avez probablement raison.» Dans le reportage qu'il a présenté ce jour-là, il a quand même cité la position des chefs contras comme si ceux-ci étaient en pleine possession de leurs moyens et en mesure de prendre des décisions importantes sur le cours de la guerre.

Les auditeurs de la station de radio de la CBC ont écouté le reportage sur Abisinia, et le réseau américain a finalement changé d'avis et décidé de le diffuser lui aussi, ce qui est tout à son honneur. Malheureusement, ce réseau n'a qu'une faible côte d'écoute et, aux États-Unis, le débat sur la question du Nicaragua est dominé par les hypothèses incontestées du gouvernement Reagan, encadrées par une rhétorique vide typique de la guerre froide et ne tenant aucunement compte de la réalité : une femme et cinq enfants pleurant sur le corps de leur père, à la faible lueur d'une dernière chandelle, dans une cabane battue par la pluie. □

David Gollob vit à Managua au Nicaragua. Il est correspondant de la radio anglaise de la CBC en Amérique latine.

EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



Politique de défense

■ La politique du Parti néo-démocrate en matière de défense, révélée le 31 juillet, a fait l'objet de critiques provenant de sources inhabituelles au début de septembre. Pendant son séjour au Canada, le premier ministre français Jacques Chirac a qualifié d'utopique et d'irréaliste la proposition du NPD voulant que le Canada se retire de l'OTAN. Le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, lui a emboîté le pas en déclarant aux journalistes, à l'issue d'une réunion avec le ministre des Affaires extérieures Joe Clark le 8 septembre, que le retrait des troupes canadiennes d'Europe aurait pour effet d'affaiblir gravement l'Alliance.

En ce qui concerne le Livre blanc du gouvernement sur la défense, on s'attendait à ce que le Cabinet sanctionne un budget de défense plus détaillé en octobre. La décision a toutefois été retardée, ce qui a amené la presse à soupçonner de plus en plus l'existence de querelles intestines dans le Cabinet au sujet des priorités. Des bruits ont continué de courir sur l'opposition du gouvernement américain au plan d'achat de sous-marins, rumeur qu'a alimentée un article paru dans le *Globe and Mail* du 29 octobre sous la plume de Charles Bennett, représentant de la Floride au Congrès et président du *Seapower Subcommittee* du *House Armed Services Committee*. Un des deux types de sous-marins en lice est un modèle britannique visé par les restrictions américaines sur le transfert des technologies nucléaires. D'après M. Bennett, le Congrès pourrait éprouver un certain malaise au sujet d'un tel transfert, surtout si les sous-marins doivent servir à empêcher les navires américains de naviguer dans des eaux que Washington considère comme internationales. Cette thèse a été reprise par l'attaché naval des États-Unis à Ottawa dans un discours prononcé le 18 novembre devant les entrepre-

neurs du secteur de la défense; l'ambassade américaine a précisé que ces remarques exprimaient «une opinion personnelle». (Pour plus de détails sur cette question, voir la *Chronique de la Défense*).

Politique envers l'Afrique du Sud

■ Du 13 au 17 octobre s'est tenue à Vancouver la Conférence annuelle des chefs de gouvernement du Commonwealth. L'opposition du premier ministre britannique Thatcher à l'alourdissement des sanctions contre l'Afrique du Sud était bien connue. L'unanimité s'est faite sur l'accroissement de l'aide économique aux six États partageant une frontière avec ce pays. L'idée analogue de fournir une assistance militaire non offensive aux États limitrophes, idée qu'a divulguée en septembre le Haut Commissaire du Canada en Grande-Bretagne, M. Roy McMurtry, qui présidait alors un comité du Commonwealth concernant l'Afrique australe, n'a pas été favorablement accueillie. Les participants à la Conférence ont par ailleurs créé un comité de ministres des Affaires extérieures en le chargeant «d'orienter et de conseiller». La Grande-Bretagne n'est pas représentée à ce comité que dirige M. Joe Clark et qui doit se réunir en février à Lusaka (Zambie) pour étudier des moyens de s'assurer que les sanctions économiques déjà imposées sont bel et bien mises en oeuvre.

M. Clark avait déclaré en Chambre le 9 septembre que, si le gouvernement était prêt à envisager la rupture de ses relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique du Sud, un geste aussi draconien serait prématuré et enlèverait au Canada toute possibilité d'influer sur l'*apartheid*. Ce raisonnement a été implicitement rejeté par le chef libéral John Turner qui, le 10 septembre, a demandé que le Canada coupe toute relation avec l'Afrique du Sud avant le début de la nouvelle année, à moins de «progrès manifestes» vers l'abolition de l'*apartheid*.

Essai de missiles de croisière

■ Le 1^{er} octobre, le chef libéral John Turner a lancé un appel en faveur de la cessation des essais de missiles de croisière au Canada, question qui avait divisé son caucus en mars lorsque quatre députés libéraux avaient tourné casaque en votant pour une résolution du NPD deman-

dant que les essais prennent fin immédiatement. En Chambre, M. Turner a invoqué comme motif de son changement d'opinion les «résultats concrets des négociations entre les deux superpuissances» sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. M. Clark a répondu que le gouvernement ne pouvait accepter une «politique qui risque de briser l'unité de l'OTAN» et «de compromettre tout ce que nous avons réalisé jusqu'à présent pour réduire l'ampleur des arsenaux nucléaires».

Amérique centrale

■ Le rôle que pourrait jouer le Canada dans la conclusion éventuelle d'un accord de paix en Amérique centrale a suscité beaucoup d'intérêt dans les milieux politiques et chez les médias, après que cinq États américains eurent signé, le 7 août, un plan portant le nom du président costa-ricain Oscar Arias. Dans l'allocution qu'il a prononcée devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 22 septembre, M. Clark a déclaré que le problème fondamental en Amérique centrale était «la pauvreté plutôt que l'idéologie» et que s'imposait «une aide au développement, plutôt qu'une assistance militaire». Il a fait observer que «l'ingérence des puissances extérieures ne fera qu'aggraver les tensions». Pourtant, il n'a pas été jusqu'à exhorter directement les États-Unis à ne plus appuyer les rebelles *contras* luttant contre le régime sandiniste.

La visite de M. Clark en Amérique centrale du 21 au 29 novembre n'aura pas été sans susciter des controverses, notamment lorsqu'il a suggéré que le Canada serait peut-être disposé à accueillir des *contras* comme réfugiés si cela pouvait favoriser la conclusion d'un traité plus général de paix dans la région. Répondant à une question posée en Chambre par le député néo-démocrate Dan Heap sur cette possibilité, Mme Monique Landry, ministre des Relations extérieures, a garanti que, si le Canada décidait d'admettre ainsi des rebelles chez lui, la Chambre serait prévenue des mesures envisagées par le gouvernement pour barrer l'accès du pays aux criminels de guerre *contras*. M. Clark a également été pris à partie par des coopérants canadiens au Nicaragua au sujet de l'insuffisance de l'aide canadienne (40,9 millions de dollars

depuis 1982) et d'une déclaration antérieure annonçant une reprise de l'aide canadienne au Guatemala, suspendue en 1981 en raison de violations systématiques des droits de la personne.

Traité sur l'ozone

■ Le 16 septembre, à Montréal, les pays de la Communauté européenne et vingt-trois autres nations ont signé un accord global visant à lutter contre la pollution par les chlorofluorocarbones, ou CFC (produits chimiques utilisés dans la réfrigération, le nettoyage à sec, la production de mousse plastique et d'isolants pour bâtiments), qui effritent la couche d'ozone entourant la terre. Nombre de pays, dont le Canada, devront adopter des lois pour permettre la mise en vigueur des dispositions du Traité.

En bref de la Colline

■ À la mi-septembre, M. Bill Blaikie a été nommé critique du NPD aux Affaires extérieures en Chambre; il a remplacé Mme Pauline Jewett qui est passée aux Relations fédérales-provinciales et aux Affaires constitutionnelles. Mme Jewett continuera de s'occuper du désarmement et de la limitation des armements.

■ Le 3 novembre, pour des raisons de santé, le sénateur Paul Lafond a démissionné de son poste de président du Comité spécial du Sénat sur la défense nationale, qu'il occupait depuis la création du Comité en 1980. Un nouveau président devrait être nommé sous peu.

■ Le projet de loi C-77 sur les situations d'urgence a reçu seconde lecture le 18 novembre et a été renvoyé au Comité pour qu'il le raffine. Le document est destiné à remplacer la Loi de 1914 sur les mesures de guerre, qui confère au Cabinet fédéral des pouvoirs illimités pour suspendre les libertés civiles en période d'insurrection réelle ou appréhendée. En vertu de la nouvelle loi, le gouvernement pourrait réagir sélectivement à des situations d'urgence de quatre catégories différentes : crises intéressant le bien-être public et causées par des inondations ou d'autres désastres naturels; menaces pesant sur l'ordre public et provoquées par des actes terroristes; crises internationales confinant à la guerre; et enfin, la guerre même. □

- GREGORY WIRICK

CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Accord sur les FNI conclu au Sommet de Washington

■ Le 8 décembre, à l'occasion de leur réunion au sommet à Washington, le président Reagan et le premier secrétaire soviétique Gorbatchev ont signé un traité abolissant tous leurs missiles nucléaires de portée intermédiaire (FNI) basés au sol, c'est-à-dire ceux dont la portée est comprise entre 500 et 5 500 kilomètres. En vertu de l'accord, les missiles à plus courte portée, capables de frapper un objectif situé de 500 à 1 000 kilomètres de distance (les SS-23 et SS-12/22 du côté soviétique, les Pershing I du côté américain) seront éliminés dans les dix-huit mois qui suivront la ratification du traité.

Quant aux missiles à plus longue portée (SS-4 et SS-20 soviétiques, missiles de croisière lancés du sol et Pershing II dans le camp américain), ils seront détruits au cours d'une période de trois ans. Sur le total des missiles actuellement déployés en Europe et en Asie, l'URSS sera tenue de détruire 857 vecteurs transportant plus de 1 700 ogives, tandis que les États-Unis démantèleront 429 missiles à ogive simple. En outre, l'Allemagne de l'Ouest se débarrassera des soixante-douze missiles Pershing IA conçus pour recevoir des ogives américaines. Du fait que les missiles en stock soient également interdits, quelque 1 752 missiles soviétiques et 859 engins américains seront éliminés en tout.

Une «option zéro» concernant les missiles FNI à plus longue portée avait été formulée par le président Reagan en novembre 1981, mais l'URSS avait rejeté cette proposition, que la plupart des spécialistes de la limitation des armements jugeaient irréaliste parce que les Soviétiques disposaient déjà d'une force importante alors que les États-Unis n'avaient encore déployé aucun vecteur de cette catégorie. En juillet dernier, le premier secrétaire Gorbatchev a révélé que l'URSS accepterait l'élimination globale de tous les missiles FNI, tant à longue qu'à courte portée. Depuis lors, les

négociations ont essentiellement porté sur la vérification.

Les critères de vérification dont le secrétaire d'État Shultz et le ministre des Affaires étrangères Chevardnadze ont convenu à Genève le 24 novembre sont sans précédent. Toutes les installations ayant servi au stockage, à l'entretien et au déploiement des missiles FNI, ainsi qu'une usine de chaque camp où sont fabriqués des lanceurs terrestres de missiles de croisière, feront l'objet d'une inspection directe par l'autre camp moyennant un très court préavis. Sont visées, entre autres, les bases américaines en Europe et les bases soviétiques pour missiles de longue portée SS-25, lesquelles sont également utilisées pour la mise en batterie des SS-20. L'un et l'autre camp sera limité à vingt inspections de ce genre par année pendant les trois premières années, à quinze par année pendant les cinq années suivantes, puis à dix par année pour cinq autres années. D'autres inspections sont prévues, pour vérifier les données fournies par chaque camp sur la taille actuelle de ses forces, et pour assister à la fermeture définitive des bases après l'élimination des missiles. Enfin, pendant treize ans, chaque camp postera des inspecteurs à l'extérieur d'une installation de production de missiles sur le territoire de l'autre, soit, dans le cas des États-Unis, une usine soviétique à Votkinsk servant à l'assemblage des SS-20 et des SS-25 et, dans le cas de l'URSS, une ancienne usine de fabrication du Pershing II dans l'Utah.

L'accord est déjà en butte aux attaques de la droite et de la gauche. Les critiques de la gauche font observer qu'il s'applique uniquement à une toute petite fraction du total des ogives nucléaires détenues par les deux superpuissances (de trois à cinq pour cent selon diverses estimations), que les objectifs assignés aux missiles à détruire peuvent être frappés par les missiles stratégiques à longue portée, dont le nombre n'est plus plafonné par les accords SALT, et que l'OTAN parle déjà de «compenser» les réductions FNI en déployant de nouveaux systèmes nucléaires en Europe. Les détracteurs de droite, au nombre desquels figurent la plupart des candidats républicains aux présidentielles de 1988, soutiennent que les clauses de vérification sont encore insuffisantes, étant donné le penchant qu'ils pré-

tent aux Soviétiques pour la duperie, et que le retrait des missiles américains affaiblira la sécurité de l'Europe occidentale, vu la supériorité présumée de l'URSS au chapitre des forces classiques.

Pour les partisans du Traité, celui-ci pose un jalon historique du fait qu'il prévoit, pour la première fois, l'élimination d'une catégorie entière d'armes nucléaires et qu'il édicte les mesures de vérification les plus exhaustives jamais négociées par les deux camps. Ils espèrent que ces mesures serviront de modèles dans les autres rondes de négociations sur la limitation des armements.

Visite à Krasnoyarsk

■ Les 5 et 6 septembre, un groupe de huit Américains constitué de trois membres de la Chambre des représentants, de quatre experts électroniciens militaires et d'un journaliste s'est vu autoriser à visiter l'emplacement d'un radar soviétique controversé en voie de construction près de Krasnoyarsk, en Sibérie centrale. Le gouvernement Reagan prétend que le radar est conçu pour diriger la lutte anti-missiles balistiques (ABM) et qu'il viole donc le Traité ABM de 1972. L'URSS maintient qu'il doit servir à suivre des objets dans l'espace (ce qui n'est pas interdit par le Traité). La plupart des experts indépendants sont d'avis que le radar est destiné à donner l'alerte en cas d'attaque par missiles balistiques. Si la dernière hypothèse est exacte, le radar devrait, aux termes du Traité, être situé à la périphérie du territoire national et être orienté vers l'extérieur des frontières. Pourtant, le site de Krasnoyarsk se trouve à plus de 600 kilomètres de la frontière la plus proche et fait face au nord-est, couvrant ainsi le territoire soviétique sur une distance de 5 000 kilomètres.

Pendant la visite, les membres du groupe ont pu filmer les lieux sur bande vidéo et prendre plus de 1 000 photographies. Dans un compte rendu présenté par la suite au Congrès, ils ont déclaré que l'absence de protection contre le souffle nucléaire et de groupe électrogène autonome rendait «très improbable» la thèse que le radar puisse servir à diriger les combats, d'autant plus que la fréquence d'exploitation était impropre à cette tâche. Ils ne sont pas arrivés à

décider si le radar était destiné à la préalerte ou à la surveillance dans l'espace (Anthony Battista, ancien ingénieur en armements, jugeait que le radar était «mal adapté» à l'une ou l'autre fonction). Toutefois, ils estimaient que la construction de l'installation ne serait pas achevée avant deux ans au moins et, par voie de conséquence, qu'elle ne constituait pas une violation du Traité ABM pour le moment. D'autres spécialistes en la matière affirment que, s'il s'agit bel et bien d'un radar de préalerte, son emplacement et son orientation violent les dispositions du Traité avant même la mise en service.

Les autorités soviétiques ont offert de mettre le radar «en veilleuse» si les États-Unis en faisaient de même avec deux installations analogues au Groënland et en Grande-Bretagne, que Moscou, cautionné en cela par certains spécialistes occidentaux, juge contraires aux dispositions du Traité. Dans une lettre adressée à la mi-septembre au président Reagan, le premier secrétaire Gorbatchev a vainement demandé au dirigeant américain d'autoriser une inspection soviétique du radar au Groënland (l'installation est opérationnelle depuis juin). Pendant le séjour à Moscou du secrétaire d'État Shultz à la fin octobre, M. Gorbatchev a annoncé un moratoire d'un an sur les travaux de construction à Krasnoyarsk, mais il a toutefois fait observer qu'il escomptait un geste réciproque des États-Unis au sujet de leur radar construit en Grande-Bretagne. Mais M. Shultz a rejeté l'idée.

Nouveaux pourparlers sur les essais nucléaires

■ Le 17 septembre à Washington, MM. Shultz et Chevardnadze ont révéilé la tenue de nouveaux pourparlers sur les limites applicables aux essais nucléaires. Aux termes d'une déclaration conjointe, les deux camps commenceront par négocier des mesures de vérification supplémentaires pour permettre la ratification du Traité de 1974 sur la limitation des essais nucléaires et du Traité de 1976 sur les explosions nucléaires à buts pacifiques, en vertu desquels la puissance explosive des engins

nucléaires mis à l'essai sous terre ne doit pas dépasser 150 kilotonnes. Ils chercheront ensuite à fixer des seuils intermédiaires pour limiter les essais nucléaires, de façon à parvenir peu à peu à la cessation complète de ces derniers dans le cadre d'un processus efficace de désarmement.

La première ronde des nouveaux pourparlers s'est amorcée le 9 novembre, pour prendre fin deux semaines plus tard. Les négociateurs se seraient entendus pour qu'on effectue un ou deux essais nucléaires conjoints de part et d'autre dans le courant de 1988 afin de comparer les méthodes de surveillance.

Le Canada à l'Assemblée générale de l'ONU

■ Pendant l'automne 1987, le Canada a participé avec sa vigueur coutumière aux délibérations de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur les questions de désarmement. La Commission a adopté soixante-trois résolutions en tout, dont vingt-cinq par consensus. On a également fixé le calendrier et l'ordre du jour de la troisième Session extraordinaire sur le désarmement (UNSSOD III), qui aura lieu du 31 mai au 25 juin 1988. Sur trente-huit résolutions mises aux voix, le Canada en a appuyé dix-sept, a voté contre neuf autres et s'est abstenu douze fois. Par ailleurs, le Canada a présenté trois résolutions de son propre cru, sur les armes chimiques et bactériologiques (avec la Pologne), sur tous les aspects de la vérification, et sur la production de matières fissiles à des fins militaires. Les deux premières ont été adoptées par consensus, et la dernière par 125 voix contre une avec six abstentions. Le Canada a aussi co-parrainé onze autres résolutions, portant sur des sujets aussi divers qu'une interdiction totale des essais nucléaires et le rapport existant entre le désarmement et le développement.

Conclusions de la Conférence sur le désarmement et le développement

■ Après un débat de trois semaines, la Conférence internationale sur les rapports existant entre le désarmement et le développement a adopté par consensus un document final le 11 septembre à New York. Le document constitue une grande réalisation aux yeux de nombreux délégués, car la collectivité internationale a réussi pour la première fois à définir une position commune sur la question. Le Canada s'est réjoui de ce que le document ait sanctionné la définition élargie du concept de

«sécurité», en prenant en compte ses aspects politiques, économiques, sociaux, humanitaires et écologiques et ceux concernant les droits de la personne. Certains délégués n'ont pas aimé le fait qu'une proposition,

même d'admettre qu'elles possédaient des armes chimiques.

Autre première : l'URSS a accepté des invitations de longue date à visiter les installations occidentales d'armes chimiques. À la fin novem-

accorder les mêmes droits d'inspection lors de manoeuvres mixtes est-allemandes et soviétiques qui se sont déroulées en RDA du 10 au 12 septembre; par ailleurs, des officiers soviétiques ont assisté à une série de manoeuvres américaines en Allemagne de l'Ouest à la fin octobre.

M. Gorbatchev propose de créer une zone de paix dans l'Arctique

■ Dans un discours prononcé le 1^{er} octobre à Mourmansk, le premier secrétaire Gorbatchev a proposé que l'Arctique soit déclaré «zone de paix». Il s'est de nouveau dit d'accord pour faire de l'Europe septentrionale une zone dénucléarisée, et il a offert encore une fois de retirer de la Baltique plusieurs sous-marins diesel démodés porteurs d'engins balistiques. Tout en prônant des consultations entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie sur la réduction des forces en présence et sur les mesures propres à accroître la confiance dans la Baltique et dans les mers du Nord, de Norvège et du Groënland, il a exhorté tous les pays concernés à engager des pourparlers sur la limitation et la réduction de l'activité militaire dans le Nord, dans les hémisphères Est et Ouest.

Le ministre norvégien de la Défense, M. Johan Holst, cité par l'*Associated Press* le 2 octobre, aurait dit que les propositions constituent «un grand pas en avant». Sans afficher le même enthousiasme, les autorités canadiennes ont adopté une attitude caractérisée par la prudence. Selon une dépêche de la *Canadian Press* du 3 octobre, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, aurait qualifié les propositions d'intéressantes; il a déclaré que le Canada se tenait prêt à discuter avec les Soviétiques au sujet d'éventuelles mesures de limitation des armements dans l'Arctique.

Centres pour la réduction du risque nucléaire

■ Le 15 septembre, les États-Unis et l'URSS ont conclu un accord prévoyant la création de «centres pour la réduction du risque nucléaire» dans leurs capitales respectives. Les deux pays assureront l'exploitation de leur propre centre, dont la principale fonction sera d'annoncer d'avance les lancements de missiles balistiques conformément aux accords de 1971 (Mesures à prendre en cas d'accident) et de 1972 (Accidents survenant en mer). □

Calendrier

Du 19 au 29 janvier	Séance de la Conférence du désarmement sur les armes chimiques.
Début mars	Le Sénat américain est censé décider s'il ratifiera le Traité sur les armes FNI.
Du 7 au 18 mars	Un groupe de sismologues se réunit pour discuter des moyens de vérifier l'observance d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.
Printemps	Séance du Groupe de planification nucléaire de l'OTAN.

appuyée par l'URSS et des pays du tiers-monde et visant à créer un fonds ou mécanisme spécial qui servirait à rassembler les économies réalisées grâce au désarmement afin de les consacrer au développement, ait été rejetée. Les délégués occidentaux ont soutenu que leurs pays respectifs fournissent plus d'aide que le bloc soviétique et qu'il faudrait attendre un relâchement de la tension internationale, perspective encore lointaine, avant d'assister à une réduction sensible des budgets militaires.

Les armes chimiques

■ Les 3 et 4 octobre, plus de 100 spécialistes (dont trois Canadiens) représentant quarante-cinq pays ont participé aux négociations sur les armes chimiques et ont visité le centre soviétique d'armes chimiques à Shikhany, présumément la plus importante installation du genre au monde. On leur a montré un échantillonnage qui, aux dires des autorités soviétiques, représentait l'éventail complet des armes chimiques détenues par Moscou. Ils ont été autorisés à interroger les travailleurs de Shikhany et à prendre des photographies, et ils ont assisté à une démonstration du processus de destruction d'agents entrant dans la fabrication d'armes chimiques. Toutefois, les Soviétiques ont refusé de divulguer la taille de leurs stocks d'armes chimiques (que les spécialistes occidentaux estiment très largement supérieurs à ceux de l'OTAN); certains visiteurs étaient convaincus qu'on leur avait caché certains types d'armes, dont de nouveaux agents chimiques. Jusqu'en avril dernier, les autorités soviétiques refusaient

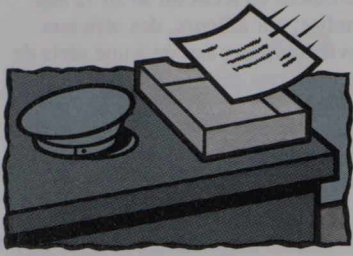
des spécialistes militaires soviétiques se sont rendus au principal centre américain d'armes chimiques à Tooele (Utah) et à une installation de destruction d'armes chimiques à Muenster, en Allemagne de l'Ouest.

Adhésion au Traité de Stockholm

■ Les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS se sont prévalus pour la première fois d'une clause de l'Accord de Stockholm conclu l'année dernière sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité en Europe; la clause autorise, après un court préavis, l'inspection sur demande des manoeuvres militaires d'un pays par des observateurs étrangers. Aux termes de l'Accord de Stockholm, les signataires sont tenus d'inviter des observateurs étrangers à toute manoeuvre faisant intervenir 17 000 fantassins ou plus. La première inspection «sur demande», effectuée par les États-Unis à la fin août, avait pour but de confirmer que le déroulement d'un exercice soviétique près de Minsk, dont l'ampleur annoncée (16 000 fantassins) n'exigeait pas la présence d'observateurs étrangers, serait bel et bien conforme à la limite des 17 000 hommes. Les Soviétiques ont accédé à la demande américaine en l'espace de vingt et une heures, et quatre inspecteurs de l'Armée des États-Unis avaient débarqué à Minsk dans les trente-six heures, conformément aux stipulations de l'Accord. En fin de compte, les observateurs ont déclaré que l'exercice était d'envergure encore plus faible que prévu. La Grande-Bretagne s'est vue

- RON PURVER

CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



La mise en oeuvre du Livre blanc

■ L'un des principaux points énoncés dans le Livre blanc est passé largement inaperçu dans le débat sur les sous-marins nucléaires; il concerne le réexamen annuel de la politique de défense. Dans les faits, le gouvernement a établi un budget quinquennal «perpétuel» pour la défense («perpétuel», parce que chaque réexamen annuel actualise le plan de défense et le projette sur les cinq années suivantes). Il reste à établir dans quelle mesure l'évaluation annuelle et le plan quinquennal correspondront aux propositions articulées dans le Livre blanc.

M. Perrin Beatty a précisé dans le courant de l'été que le premier réexamen, prévu pour la rentrée mais de toute évidence retardé par les discussions qui se poursuivent au Cabinet sur les incidences budgétaires, comporterait notamment une demande d'autorisation en vue de l'achat d'un second lot de frégates. Selon le Ministre, la somme demandée serait en sus du seuil de croissance réelle de 2 p. 100 promis dans le Livre blanc. Le second lot de six frégates et les nouveaux hélicoptères (qui constituent un volet essentiel du programme des frégates) pourraient coûter dans les dix milliards de dollars. Mais lorsqu'il étudiera la demande, le Cabinet devra aussi approuver un plan de dépenses quinquennal pour la défense, dans lequel l'achat de sous-marins nucléaires figure au premier plan. Durant l'été, le Ministre a déclaré que le choix d'un modèle de sous-marin serait arrêté au début de 1988, date qu'on a depuis reportée au printemps. Quant à la phase de définition du projet, qui aboutira à la sélection du principal entrepreneur canadien, elle commencera environ un an plus tard.

Combien la réalisation du plan de défense coûtera-t-elle? Tout semble indiquer que la mise en oeuvre des propositions formulées dans le Livre blanc exigerait une croissance réelle de 5 p. 100 pendant quinze ans. Or, le Livre blanc donnait à entendre que la nouvelle politique supposerait une croissance réelle de 2 p. 100 seulement, avec quelques à-coups pour les programmes spéciaux. Le Cabinet se trouve donc aux prises avec une question fondamentale dont la portée va au-delà d'une simple décision concernant le second lot de frégates. Dès lors se pose la question suivante: le réexamen annuel doit-il modifier les dispositions du Livre blanc à la lumière des réalités financières, ou ne fait-il que définir le cadre quinquennal dans lequel sont mises en oeuvre les propositions énoncées dans le Livre blanc?

Les sous-marins nucléaires

■ L'avenir du programme d'acquisition de sous-marins nucléaires s'annonce houleux. Outre que les deux partis d'opposition ont menacé de l'abolir advenant leur victoire aux prochaines élections, les coups de semonce tirés par M. Charles Bennett, membre du Congrès américain, dont on sait qu'il est très lié avec la *US Navy*, portent à croire que le Congrès réclamera peut-être un examen du transfert de technologie dont le Canada pourrait bénéficier (le sous-marin britannique de la classe *Trafalgar* utilise une unité de propulsion nucléaire dérivée de technologies américaines datant des années 1950). Que le gouvernement Reagan approuve ou non le marché, de dire M. Bennett, le Congrès pourrait invoquer son droit d'approuver le transfert. Bien que la Maison-Blanche affiche une neutralité étudiée face à la question, des observateurs avisés affirment que la Marine américaine désapprouve plutôt le projet, préférant de loin que le Canada appuie les efforts alliés tendant à garantir la supériorité navale dans l'Atlantique-Nord, où la principale lacune des forces américaines est au chapitre des frégates et des destroyers.

Le coût des sous-marins demeure un point contentieux. Il semblerait que le MDN estime maintenant à

huit milliards de dollars le coût total, chiffre qui pourrait se révéler nettement inférieur au coût final si le gouvernement s'en tient à son projet initial d'acheter dix à douze sous-marins.

En revanche, le Canada n'est pas le seul pays à ressentir le besoin de se doter de sous-marins nucléaires. Le Brésil vient de reconnaître qu'il est près, grâce à son programme de recherches navales, de posséder la technologie nécessaire à la réalisation d'un système de propulsion nucléaire pour sous-marins. La marine brésilienne prévoit construire son premier sous-marin dès le milieu des années 1990, période qui coïnciderait avec l'entrée en service des sous-marins canadiens. Mais à la différence du programme nucléaire civil brésilien, conduit en collaboration avec l'Allemagne de l'Ouest, le programme naval de sous-marins

nucléaires n'est pas assujéti aux exigences relatives aux garanties, de sorte que le Brésil ne permettra pas aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique d'en surveiller le déroulement.

Le CF-18

■ Les «tribulations» du CF-18 ont mis en évidence, une fois de plus, la prodigieuse complexité et le coût exorbitant des systèmes d'armes modernes. Mis à part les écrasements récents, l'appareil est en proie à de nombreuses difficultés techniques: citons notamment la fatigue accélérée à hauteur des cloisons, les inquiétudes que suscite le moteur, et le manque de fiabilité persistant du système de navigation par inertie. L'attrition du CF-18 n'était pourtant pas inattendue, malgré les accidents, et le contrat initial passé avec la

NOUVELLES DE L'OTAN

Coopération franco-allemande

■ Dans le cadre de l'exercice «Cheeky Sparrow», qui s'est déroulé à la mi-septembre, 20 000 soldats français de la Force de réaction rapide (FAR) ont fait mouvement pour renforcer le IIe Corps d'armée allemand avant d'être relayés par le IIe Corps français, basé en permanence dans le sud de l'Allemagne. L'exercice a été très utile sur le plan pratique, car il est toujours difficile de faire manoeuvrer ensemble deux armées employant des équipements, des procédures et des modalités d'entretien différents; il avait par ailleurs une dimension politique. En effet, les Forces françaises relevaient du IIe Corps allemand, tandis qu'aux échelons inférieurs, des unités de l'un et l'autre pays ont été combinées et placées sous les ordres de commandants français et allemands. «Cheeky Sparrow» est venu renforcer le principe politique déclaré que «les deux pays constituent une zone de sécurité commune».

À l'issue des manoeuvres, les deux gouvernements ont annoncé la création d'un Conseil de défense bilatéral en insistant sur la compatibilité de ce genre d'organes avec la structure multilatérale de l'OTAN. D'autres pays européens n'en étaient pas si sûrs: invitée à participer, l'Italie a répondu qu'elle préférerait agir à l'intérieur de la structure multilatérale et promouvoir la coopération américano-européenne plutôt que des arrangements intra-européens.

Au lendemain de la conclusion de l'Accord sur les FNI

■ Alors même que les deux grands progressaient péniblement vers un accord sur les FNI, le Conseil de l'OTAN s'est réuni en Californie pour étudier les incidences militaires du retrait des Pershing II et des missiles de croisière à charge nucléaire. Pour compenser le retrait des missiles de l'Alliance, d'aucuns ont proposé de recourir davantage aux missiles de croisière nucléaires portés par navires ou sous-marins, engins qui ne sont pas visés par l'Accord, et d'utiliser des missiles de croisière air-sol véhiculés par des avions qui, basés en Europe, ne sont donc pas assujétis aux dispositions des accords SALT.

McDonnell Douglas de Saint-Louis prévoyait une option d'achat sur un second lot d'appareils au prix d'origine, mais les Forces canadiennes ont dû y renoncer voici plusieurs années, faute des crédits budgétaires voulus. Les projets d'acquisition actuels représentent une grosse dépense; comme le prix unitaire atteint désormais quarante millions de dollars, l'achat de quinze CF-18 gonflera d'environ 600 millions de dollars la note de défense.

La défense aérienne à basse altitude

■ Lorsque le ministère de la Défense nationale a décidé d'acheter le système de défense aérienne anti-chars (ADATS) Oerlikon pour équiper les Forces canadiennes en Europe, les autorités du Ministère misaient sur l'acquisition de ce système par les États-Unis. La suite des événements a justifié leur confiance, puisque les États-Unis ont opté pour le système Oerlikon. Les entreprises canadiennes participant au programme Oerlikon, dont *Litton* et *Spar Aerospace*, se partageront des

contrats d'une valeur de 950 millions de dollars.

Les lasers soviétiques

■ Au cours d'une entrevue télévisée en direct avant le Sommet de Washington, M. Gorbatchev a déclaré que l'Union soviétique poursuivait son propre programme de défense stratégique. Cette révélation publique inhabituelle n'a surpris en rien les spécialistes occidentaux qui, depuis plusieurs années déjà, suivent le programme de très près. Le bruit a couru l'année dernière que les Soviétiques ont mis au point une très importante installation laser à Dushambe, dans le Kazakhstan. De récentes photographies prises par satellite semblent confirmer l'existence d'une installation militaire sur un sommet montagneux de cette région éloignée, mais on ne peut pour l'instant que conjecturer sur son potentiel militaire. Le Pentagone n'a émis aucun commentaire officiel sur le complexe de Dushambe, mais le lendemain de la parution des photographies dans la presse améri-

caine, le général Pietrowski, commandant en chef du *US Space Command*, s'est dit publiquement inquiet au sujet des capacités d'une autre installation laser soviétique connue, érigée à Sary Shagan, en Asie centrale soviétique.

Le général Pietrowski a déclaré que les lasers soviétiques seraient capables de détruire des satellites américains sur orbite basse et d'endommager les satellites de renseignement et de communications, même s'ils étaient placés sur orbite haute. Il a réclamé la reprise et l'accélération du programme américain d'armes anti-satellites, qui prévoit l'utilisation d'un véhicule miniature autoguidé pour heurter les satellites soviétiques sur orbite basse à des vitesses frisant les 58 000 kilomètres à l'heure. L'installation de Dushambe, si elle s'avère dotée d'une capacité anti-missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), contreviendrait aux dispositions du Traité ABM, n'étant pas implantée dans un polygone d'essais désigné (Sary Shagan). Les armes anti-satellites pouvant attaquer les satellites lents mais non les ICBM ne constitueraient pas une violation, mais c'est là, on le reconnaît depuis longtemps, une lacune du Traité ABM.

Évolution des armes nucléaires américaines

■ Les États-Unis procèdent aussi à la mise au point d'armes exotiques, principalement mais non exclusivement à la faveur du programme de l'IDS. Le récent débat sur la nécessité de poursuivre les essais d'armes nucléaires a révélé d'importants indices sur la nature des armes en voie d'élaboration. Les armes nucléaires de «troisième génération» se rangent dans deux catégories. À la première appartiennent les armes qui seront mariées aux nouveaux vecteurs entrant actuellement en service : le *Trident D-5*, le *Midgetman*, les nouveaux missiles d'attaque à faible portée et, éventuellement, le missile de croisière perfectionné. On ne s'en étonnera guère, un long travail de mise au point s'impose afin que la puissance explosive d'armes comme les ogives pénétrantes ne soit pas amoindrie par les contraintes agissant sur l'engin.

Sont également en voie d'élaboration des ogives à effets spéciaux; citons, par exemple, le laser à

rayons-X et les dispositifs conçus pour maximiser les émissions de micro-ondes en vue d'altérer les composantes électroniques des missiles et des systèmes de communications ennemis. Il semble que la concrétisation de ces projets exigera de longs programmes de mise au point qui supposeront des centaines d'essais.

Évolution des recherches dans le cadre de l'IDS

■ Le gros des travaux de recherche dans le cadre de l'IDS semble maintenant porter sur l'interception à mi-parcours. Du fait que la poursuite des ogives nucléaires est la plus problématique pendant cette phase précise de la trajectoire des missiles balistiques, l'interception à mi-parcours constitue depuis longtemps l'un des problèmes les plus difficiles relativement à la mise en place de défenses ABM. Au début de l'automne, M. Caspar Weinberger a donné son aval à l'élaboration accélérée de six projets concernant l'interception dans la phase balistique; mentionnons ici un capteur éjecté basé au sol pour la poursuite des ICBM à mi-parcours, et un missile d'interception qui détruit sa cible en la heurtant à grande vitesse. On prévoit que la démonstration et la validation des recherches dureront plusieurs années, ce qui retardera vraisemblablement jusqu'au milieu des années 1990 toute décision sur un éventuel déploiement complet. Entretemps, le coût estimatif d'un système de défense ABM de première génération a presque doublé au cours des six derniers mois : au printemps, le général Abrahamson a informé le Congrès qu'un tel système, reposant essentiellement sur des technologies connues, coûterait de quarante à soixante milliards de dollars américains, mais d'après ses dernières déclarations, le prix se situerait plutôt entre 70 et 100 milliards. □

- D A V I D C O X

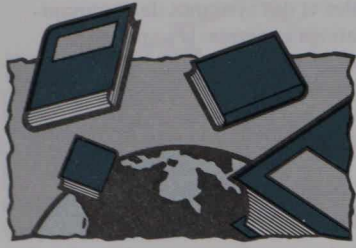
D'un point de vue plus général, l'Accord sur les FNI a précisé le débat au sujet des capacités défensives de l'OTAN et focalisé de nouveau l'attention sur la question controversée de l'équilibre des forces classiques. M. Les Aspin, président influent du *House Armed Services Committee*, a déclaré que les dix divisions supplémentaires dont l'OTAN aurait besoin pour égaler le Pacte de Varsovie supposeraient une dépense initiale de soixante-dix milliards de dollars américains et une dépense annuelle de vingt milliards par la suite. Bref, les armes nucléaires sont meilleur marché.

Pour d'autres observateurs, le déséquilibre des forces n'a rien de critique. Ils ont soutenu devant le Congrès que les planificateurs militaires devraient plutôt se soucier de réaffecter les ressources afin de grossir les stocks d'armes anti-blindés, de dresser des obstacles défensifs contre les chars et d'améliorer les dispositifs de ravitaillement et de renforcement. Ces arguments ont reçu un appui inattendu, celui des *US Joint Chiefs of Staff* qui viennent de terminer une analyse sur l'équilibre des forces en Europe pour conclure, semble-t-il avec la caution de M. Caspar Weinberger (Secrétaire démissionnaire à la Défense), que l'OTAN dispose de forces suffisantes pour dissuader l'URSS d'attaquer l'Europe de l'Ouest.

Nomination à l'OTAN

■ M. Kaare Willoch, ancien premier ministre de la Norvège, a cessé de prétendre au poste de Secrétaire général de l'OTAN, laissant ainsi la voie libre à M. Manfred Wörner, d'Allemagne de l'Ouest. Au lendemain de l'Accord sur les FNI, la nomination de M. Wörner est considérée comme une garantie pour la République fédérale d'Allemagne, dont le point de vue sera fortement représenté dans les conseils de l'OTAN.

LIVRES



Penser l'Europe

Edgar Morin

Gallimard, Paris, 1987.
222 pages, 24,95 \$

■ On ne trouvera pas dans l'ouvrage d'Edgar Morin une analyse des problèmes de l'unité européenne ni d'ailleurs de recettes sur les politiques à suivre pour l'atteindre. Edgar Morin se situe à un autre niveau : celui de l'idéologie. De ce point de vue, l'ouvrage se présente comme un témoignage et non comme un programme.

Il faut inscrire ce livre au tableau de chasse des intellectuels français en mal de causes nouvelles. Le propos n'est pas illégitime, bien au contraire, mais il laissera insatisfaits tous ceux qui, déjà acquis au principe de l'incontournable nécessité d'une Europe politique, cherchent les voies de sa réalisation concrète. Même si cet ouvrage n'ajoute vraiment rien de neuf à la réflexion sur l'avenir de l'Europe – Raymond Aron, dans *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, avait dit l'essentiel bien avant les désillusions de la gauche française – il doit être considéré comme une contribution intéressante, non pas tant par son contenu que par la démarche de son auteur, à l'europanisme, qui cherche, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale à donner un support moral au dépassement des nationalismes européens traditionnels : c'est-à-dire l'idée d'Europe.

Dans les premières pages, l'auteur nous décrit son cheminement idéologique. Avouant qu'il fut d'abord «anti-européen» et communiste après la défaite du fascisme, Edgar Morin nous révèle ses attaches à la culture allemande, ses illusions sur le stalinisme, sa découverte des cultures non-européennes, la formation de ce

qu'il appelle sa «conscience planétaire», puis, avec la crise de Cuba, lorsqu'il séjournait aux États-Unis, «sa nostalgie du pays», sa «forte poussée patriotique», qui s'élargira en un sentiment «matriotique» pour la Méditerranée, pour enfin aboutir à «un lent et inconscient éveil à l'Europe» dans les années 1970, notamment avec le choc pétrolier de 1973, qui créera chez lui un véritable «sursaut européen».

L'auteur se pose ensuite un problème d'identité. Celle-ci est culturelle et européenne. Il dira : «Je peux puiser, dans la culture singulière, étonnante et folle, du petit continent, à la source des aspirations universelles que je n'ai pas abandonnées. J'y reviens parce que le plus précieux de cette culture est désormais le plus vulnérable, je vérifie, une fois de plus, que le meilleur est toujours fragile.» Belle phrase, en effet, qui pourrait inspirer l'humanisme québécois !

L'auteur justifie le propos de son livre. Comment, en effet, réconcilier l'universalisme et l'europanisme, ce dernier et les diversités européennes elles-mêmes ? Il importe donc d'abord de «penser l'Europe» et «de considérer une communauté de destin avant d'envisager une communauté de dessein.» C'est la question que l'Allemagne et l'Italie se sont posée au XIXe siècle, que de nombreux États issus de la décolonisation se sont aussi posée à notre époque, et qu'en langage moins littéraire on peut décrire comme le processus du *nation-building*.

La suite de l'ouvrage n'apprendra que très peu à quiconque s'est intéressé à l'Europe et à l'évolution des idées, notamment en France. L'auteur ne prétend pas faire oeuvre d'historien. Il écrit un essai. Celui-ci gravite autour de deux concepts : le principe de dialogue et le principe de récursion, l'un et l'autre devant permettre de réconcilier les différences européennes dans le temps et l'espace. Mais s'il s'agit là d'une méthode intéressante pour lire l'histoire, elle apparaît bien peu convaincante pour définir la spécificité européenne. C'est d'ailleurs l'une des faiblesses de l'ouvrage : Edgar Morin n'arrive pas à démontrer que son analyse ne pourrait pas être appliquée avec autant de pertinence à

l'ensemble de l'Occident. Car si l'Europe n'a ni unité historique, ni unité géographique, comme il l'affirme, comment peut-elle se démarquer du reste de la civilisation occidentale dont elle n'est plus désormais qu'une composante ?

Ce qui revient à renverser les termes de la démarche d'Edgar Morin. La personnalité européenne n'existe pas. Elle se créera d'abord par une «communauté de dessein» parce que la conjoncture l'y force. L'évolution des négociations sur le désarmement le montre bien. Après, les Européens pourront toujours s'interroger sur leur spécificité.

Ouvrage peu convaincant, faible au niveau conceptuel, – on aurait souhaité plus de rigueur de la part du sociologue qu'est Edgar Morin – *Penser l'Europe* est cependant à verser au dossier de l'histoire des idées. Le grand défi de la pensée politique à notre époque est de savoir comment dépasser l'État-Nation sans créer de ruptures culturelles. Cet État-Nation, justement, que l'Europe a créé. En ce sens, l'ouvrage de Morin est utile. – Paul Painchaud
Paul Painchaud est professeur de science politique à l'Université Laval.

Géostratégie du Pacifique

Hervé Coutau-Bégarie

Economica, Paris, 1987.
374 pages, 48,50 \$

■ Le troisième ouvrage d'Hervé Coutau-Bégarie consacré à la géostratégie maritime est sans contredit son plus achevé. Et pour cause : ce livre découle d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Bordeaux devant un jury d'experts et d'universitaires réputés. Divisé en huit chapitres, *Géostratégie du Pacifique* nous plonge dans un monde aux rivalités régionales multiples où l'auteur nous présente l'entière dimension militaire, sans toutefois tomber (et c'est là un véritable tour de force) dans le schéma traditionnel d'analyse stratégique que constitue le triangle Chine-États-Unis-Union soviétique.

Si les chapitres traitant de l'évolution de la stratégie américaine dans le Pacifique et du renforcement mili-

taire soviétique en Extrême-Orient apportent peu d'éléments nouveaux, les chapitres subséquents par contre s'avèrent captivants, particulièrement ceux qui traitent du retour de la puissance maritime nippone et de la nouvelle stratégie maritime chinoise. L'auteur entre ici dans le détail des déploiements et des politiques militaires, nous livrant de ce fait des données et des propos inédits.

Le bouleversement de l'équilibre régional en Asie du Sud-Est suite aux agissements vietnamiens en Indochine et ses répercussions sur la stratégie maritime dans la «Méditerranée orientale» font aussi l'objet d'une analyse fort instructive, tandis que les visées hégémoniques de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dans le Pacifique Sud sont clairement expliquées. Par contre, le chapitre d'à peine une dizaine de pages consacré aux ambitions du Chili, de la Bolivie et du Pérou dans le Pacifique du Sud-Est laisse le lecteur sur sa faim, comme le fait aussi la conclusion que l'auteur expédie un peu trop rapidement et où la redite est un tantinet agaçante.

Dans l'ensemble, Hervé Coutau-Bégarie nous offre, en bon maître de conférence, un ouvrage rédigé dans un style simple et clair. Fidèle à ses habitudes, il étaye toujours ses propos de solides références bibliographiques que relèvent les contributions les plus récentes sur le sujet. À souligner également la trentaine de cartes dessinées par Christophe Granier, toutes plus intéressantes les unes que les autres, qui font de l'ouvrage un véritable atlas stratégique.

Bref, il s'agit d'un livre bien écrit, dense en information, et qui mérite d'être salué comme une contribution majeure de langue française aux travaux existants sur ce sujet.

– Michel Frédérick

Michel Frédérick est étudiant au doctorat en science politique à l'Université Laval.

Géopolitique contemporaine

Charles Zorgbibe

PUF, Que sais-je ? N° 693, Paris, 1986.
128 pages, 5,90 \$

■ Charles Zorgbibe est un grand juriste français, recteur et ancien doyen de faculté, qui jouit d'une grande notoriété dans le domaine de

la géopolitique contemporaine. Si l'ouvrage de M. Zorgbibe se veut une introduction à la géopolitique, il offre plutôt une recension des diverses zones de tension sur la scène internationale.

Après un bref chapitre d'introduction sur la définition de la géopolitique, l'auteur divise son étude en deux parties. La première est consacrée à la «périphérie proche», s'étendant géographiquement de la Méditerranée au golfe Persique. Elle retrace essentiellement le rôle des superpuissances dans cette partie du monde. Zorgbibe passe en revue la région méditerranéenne, le conflit israélo-arabe, la «guerre civile» au Liban, l'affaire de Chypre et la région du golfe Persique avec une attention particulière pour la question de l'Afghanistan et celle du conflit Iran-Irak.

La seconde partie traite de ce que l'auteur appelle la «périphérie éloignée», rassemblant sous cette dénomination trois continents : l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Toutefois, le champ assez étendu de son étude ne lui permet de traiter que de façon succincte certaines zones de tension au sein de ces trois entités géographiques. Après une brève analyse des régions sensibles de l'Afrique, l'auteur attire l'attention du lecteur sur le continent asiatique avec le problème de la Corée et de Taiwan, sur les Caraïbes avec le conflit de la Grenade et sur l'Amérique du sud avec la guerre des Malouines. L'auteur introduit enfin la notion d'«extrême périphérie» pour traiter plus spécifiquement de l'océan Indien.

On aurait aimé que Zorgbibe fasse une plus grande place aux problèmes du tiers monde et qu'il n'analyse pas tous les différents internationaux dans le cadre des relations Est-Ouest. Il perçoit la scène internationale comme un échiquier où Soviétiques et Américains avancent leurs pions et où il n'y a de place que pour un gagnant. Il faut aussi reconnaître que le livre souffre des limites d'un *Que sais-je?*. Une étude aussi brève et concise risque toujours de tomber dans une simplification des problèmes, obligeant le lecteur soit à connaître a priori les dimensions du problème, soit à recourir à d'autres sources d'informations afin de garder une vision objective.

— William L. George

Les grandes puissances au lendemain de Reykjavik

Centre québécois de relations internationales, Université Laval, 1987, 172 pages, 10,00 \$

■ Le livre du Centre québécois de relations internationales fait partie de la collection *Études stratégiques et militaires du CQRI*, et il rassemble les interventions d'une douzaine de conférenciers invités en mars dernier, à Québec, pour commenter les résultats du deuxième sommet Reagan-Gorbatchev dans la capitale islandaise en octobre 1986. La plupart des spécialistes réunis émettent un jugement favorable sur la politique étrangère soviétique. Jack Mendelsohn, de l'*Arms Control Association*, va jusqu'à dire «que le leadership soviétique était devenu plus sophistiqué et reconnaissait même la valeur des comportements non-provocants dans ses relations avec un adversaire incompétent (États-Unis)».

Bruce George, membre travailliste du Parlement britannique, expose la thèse des divers partis socialistes européens sur une nouvelle politique de défense pour les États du Vieux continent alors que Paul Marantz, de l'Université de Colombie-Britannique, rappelle que les problèmes intérieurs soviétiques sont plus importants pour Gorbatchev que les succès de politique internationale. Une analyse que devrait en faire méditer plus d'un!

Une contribution intéressante est celle de Klaus Pringsheim, de l'Université McMaster d'Hamilton, qui nous donne une vision singulière de l'Asie face au dialogue des grandes puissances. Il se penche particulièrement sur la Chine et le Japon et analyse l'environnement stratégique de ces deux grandes puissances qui ont de nombreuses revendications face à l'Union soviétique. Si elles ne sont pas satisfaites, écrit-il, «Pékin et Tokyo vont laisser les États-Unis poursuivre la vieille politique de confrontation» dans cette région du monde sans espoir de réduire les tensions et surtout la militarisation du Pacifique Nord qui se poursuit allègrement.

L'URSS en transparence

Les Temps Modernes, numéros 492-93-94 (juillet-août-sept. 1987) 495 pages.

■ Depuis que Mikhaïl Gorbatchev a accédé au pouvoir, voilà maintenant trois ans, et que son vocabulaire réformiste est bien à la mode en Occident, pas une seule revue populaire ou publication spécialisée n'a

raté l'occasion de publier un article, une entrevue ou un dossier spécial sur les conséquences de la *glasnost* et de la *perestroïka*. Le résultat n'est pas toujours à la hauteur mais il a comme mérite de montrer qu'il se passe quelque chose en Union soviétique.

C'est là l'objectif de la prestigieuse revue française *Les Temps Modernes*, fondé par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, et elle réussit avec succès. On veut «donner à voir certains aspects de la société soviétique et davantage encore les mouvements internes qui l'ont toujours travaillé souterrainement mais qui, maintenant viennent au jour». Bref, la «révolution» lancée par Gorbatchev a des racines bien profondes et n'est pas la conséquence de l'initiative d'un seul homme. Ira-t-elle jusqu'au bout ou risque-t-elle d'échouer comme ce fut le cas avec l'ère Khrouchtchev? On en donne pas de réponse mais on suggère simplement «que le fait que les choses bougent est en soit positif» et «qu'une réglementation n'en effacerait pas les effets et encore moins le souvenir».

Parmi les contributions les plus remarquables, il faut souligner l'excellente présentation de K.S. Karol, qui, après plusieurs voyages en URSS, son pays d'origine, lui ont permis de mesurer l'ampleur des changements sur une période de vingt-cinq ans. Il conclut, prudemment, que si «les surprises de ces deux années de pouvoir de Gorbatchev, si elles ne garantissent pas encore l'avenir et s'il ne faut pas se faire trop d'illusions, semblent cependant prouver qu'une dynamique de changement, pour reprendre l'expression d'Adrei Sakharov, est à l'oeuvre et ne restera sans doute pas sans suites». Suivent, des textes d'écrivains, de poètes, d'ingénieurs, de physiciens et d'économistes, dont le principal conseiller du numéro soviétique, Abel Agabegian.

Alertes en Méditerranée

Hérodote, 2^e trimestre 1987, numéro 45, 175 pages.

■ Berceau de civilisations millénaires, centre du monde pendant des siècles, la Méditerranée n'a pour les médias et de nombreux observateurs de la scène internationale, plus le même attrait qu'auparavant. Le pouvoir s'est déplacé à l'Ouest, de l'autre côté de l'Atlantique, et bientôt,

disent certains utopistes, il s'exercera dans la région du Pacifique. Et pourtant, la Méditerranée devrait être le point de mire car ce qui s'y passe en ce moment déterminera notre futur.

Yves Lacoste, qui dirige cette revue de géographie et de géopolitique, donne un aperçu en introduction des différents problèmes, conflits, et conflagrations à venir dans cette région. Ils risquent à tout moment, à cause de leurs liens inextricables, de faire exploser le monde : guerres israélo-arabe et irano-irakienne; conflits au Liban, au Tchad, au Sahara espagnol et à Chypre; rébellions de minorités en Yougoslavie, en Turquie, en Irak et en Bulgarie; résurgence du fondamentalisme islamiste qui menace la plupart des pays arabes; explosion démographique au Maghreb; xénophobie dans certains pays européens; présence des flottes américaine et soviétique, etc. Une poudrière quoi!

Avec une telle litanie de maux, Lacoste constate que «parmi les grandes zones de tension que l'on peut recenser à la surface du globe, celle de la Méditerranée qui se prolonge vers le Moyen-Orient apparaît aujourd'hui comme la plus dangereuse, non seulement pour les populations directement concernées, mais aussi au plan mondial. Des tensions anciennes s'accroissent de nouveau : de nouvelles se développent; elles se propagent, s'enchevêtrent et s'enveniment de façon telle que les deux superpuissances pourraient se trouver entraînées dans une épreuve de force, bien que l'Union soviétique et les États-Unis, avec la politique nouvelle de Mikhaïl Gorbatchev, paraissent s'engager dans une période de détente en Europe».

De nombreux articles de la revue sont consacrés à la situation politique et sociale dans les pays du Maghreb qui pose une menace directe au continent européen et principalement à la France. Hervé Coutau-Bégarie trace l'esquisse d'une géostratégie de la Méditerranée alors que Dominique Vidal-Sepiha signe deux textes sur les relations soviéto-israéliennes et le conflit au Liban. — Jocelyn Coulon □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique *Reviews de Peace&Security*.

NOUVELLES DE L'INSTITUT



■ Le mandat de quatre membres du Conseil d'administration a pris fin en 1987. En effet, MM. **Norman Alcock**, **William Barton** et **George Bell** et Mme **Harriet Critchley** ont quitté le Conseil en août. Le ministre des Affaires extérieures, M. **Joe Clark**, a annoncé la nomination des nouveaux membres qui siègeront au Conseil pendant trois ans. Ce sont Mme **Gisèle Côté-Harper**, de Québec, professeur de droit à l'Université Laval; M. **John Halstead**, d'Ottawa, ancien ambassadeur du Canada auprès de la République fédérale d'Allemagne et de l'OTAN et actuellement chercheur à la *School of Foreign Service*, à l'Université Georgetown de Washington (D.C.); et M. **Jacques Levesque**, professeur de sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal. Le mandat de M. **William Barton**, président du Conseil, a été reconduit pour deux ans.

■ Mme **Beth Richards** a quitté l'Institut en décembre et elle travaille maintenant à Toronto. Mme **Margaret Bourgeault** qui était auparavant coordonnatrice de la *Commonwealth Conference for Young Leaders* la remplacera dans la direction des Programmes publics. M. **William George** a décidé de poursuivre ses études à la *London School of Economics*. Mme **Katherine Laundy** a été nommée directrice des Services d'information en octobre. Elle travaillait auparavant à la Bibliothèque nationale, où elle était bibliothécaire principale au service des ouvrages de référence. M. **Michel Proulx**, qui étudiait à l'Université d'Ottawa jusqu'à récemment, s'est joint au personnel de soutien administratif de l'Institut.

■ M. **Geoffrey Pearson** a assisté à la Seizième Conférence de Williamsburg, à Kota Kinabalu, en Malaisie, en novembre. La Conférence était organisée par l'*Asia Society of New York* et elle a principalement porté sur la coopération politique, militaire et économique dans le Pacifique. Quarante-six délégués venus des deux côtés du Pacifique y ont participé.

En général, les participants se sont dits optimistes au sujet de la sécurité dans la région, mais pessimistes quant aux perspectives économiques mondiales. Certaines mises en garde bien précises ont été formulées, notamment au sujet des affrontements d'ordre ethnique et religieux en Malaisie, aux Philippines et dans le Pacifique-Sud. La présence de bases américaines et d'armes nucléaires dans le Pacifique risque, d'après certains, de provoquer des crises, étant donné la montée du nationalisme parmi les nouvelles élites. Les participants ont par ailleurs débattu l'utilité de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), en tant qu'organisme censé promouvoir l'unité politique et économique, mais ils ne sont parvenus à aucun consensus.

Représentaient également le Canada M. **Robert Blair**, de la société Nova, et M. **Melville Couvelier**, ministre des Finances de la Colombie-Britannique.

■ Une conférence organisée par l'Institut en octobre a porté sur le «commerce des armes». Dans la réponse qu'il a donnée au Rapport du Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada (rapport Simard-Hockin, 1986), le gouvernement Mulroney a insisté sur la nécessité d'examiner diverses idées, y compris celles concernant la création d'un registre international des exportations et des importations d'armes. L'Institut a organisé la conférence sur le commerce des armes classiques pour donner aux parlementaires, à des hauts fonctionnaires de l'État et à des représentants des organismes non gouvernementaux l'occasion d'entendre des experts et d'échanger des idées sur la question.

M. **Michael Klare**, du *Hampshire College* (Amherst, États-Unis), a parlé des tendances qui se manifestent dans le monde relativement au commerce des armes. Quant à lui, M. **Chris Smith**, de l'Université du Sussex (Royaume-Uni), s'est demandé pourquoi les fournisseurs d'armes font ce qu'ils font; de son côté, M. **Gehad Auda**, du Centre des études politiques et stratégiques au Caire, a cherché à savoir pourquoi les pays achètent des armes. M. **John Treddenick**, du *Royal Military College* de Kingston, a examiné les conséquences économiques du commerce des armes. M. **James Taylor**, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, s'est efforcé de situer en contexte la question du commerce des armes à l'échelle mondiale. M. **Joe Husbands**, de la *National Academy of Sciences* à Washington (États-Unis), et M. **Sergei Karagomov**, de l'Institut des affaires canado-américaines de Moscou (URSS), se sont penchés sur les problèmes que présente la limitation du commerce des armes, sur les perspectives d'une telle entreprise et sur les idées existant à cet égard. M. **John Lamb**, du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement à Ottawa, a traité du vécu canadien relativement au commerce des armes et il s'est demandé comment cela influait sur la limitation des armements. Au déjeuner de clôture, M. **Ernie Regehr**, de *Projet Ploughshares*, a résumé les délibérations de la Conférence et les conclusions qui s'en étaient dégagées. L'Institut publiera un rapport sur cette conférence en 1988.

■ «Repenser le gouvernement international», tel est le thème d'un projet parrainé par le *Hubert H. Humphrey Institute of Public Affairs* (Université du Minnesota) et dirigé par M. **Harlan Cleveland**. MM. **Geoffrey Pearson** et **Peter Gizewski** ont présenté un exposé lors d'une réunion sur le projet

s'étant tenue en novembre, à Long Lake (Minnesota). Les participants s'interrogent sur les conséquences de quatre «révolutions» (biotechnologie, informatisation, évolution de l'environnement à l'échelle mondiale, puissance explosive) pour les institutions. Dans leur document, MM. **Pearson** et **Gizewski** ont fait porter leur analyse sur les armes nucléaires et la sécurité.

■ «Paix, sécurité alimentaire et développement», tel a été le titre d'une conférence qu'ont parrainée conjointement l'ICPSI, le Conseil canadien pour la coopération internationale, le Programme d'information sur le développement international (Université Carleton) et l'Association canadienne pour la Journée mondiale de l'alimentation. La Conférence s'est tenue à Ottawa en décembre et elle a réuni des représentants d'organismes s'intéressant à ces questions et des spécialistes du domaine. Au nombre des participants figuraient des députés, des journalistes, des diplomates, des universitaires et des fonctionnaires fédéraux. Les orateurs et conférenciers invités étaient Mme **Micheline Beaudry**, de l'Université de Moncton, M. **David Hopper**, de la Banque mondiale, M. **Augustin Mahiga**, du Haut Commissariat de Tanzanie, M. **Ali Mazrui** (Université de Michigan et Université de Jos, au Nigéria), et Mme **Ruth Engo**, de l'ONU. M. **Bruce Steele**, animateur de l'émission *The Food Show* diffusée sur les ondes du réseau anglais de Radio-Canada, a présidé une réunion-débat. Des extraits de la conférence ont été enregistrés et seront intégrés à l'émission de M. **Steele**.

■ En novembre, la direction des Services d'information de l'Institut a organisé et parrainé une conférence à Ottawa à l'intention de bibliothécaires et d'administrateurs de centres de documentation venus d'un peu partout au Canada. La conférence, qui s'intitulait «Paix et sécurité : moyens d'information au Canada», visait à réunir des bibliothécaires et

des administrateurs de centres de documentation à qui il incombe d'obtenir, de diffuser et d'extraire de l'information sur les questions concernant la paix et la sécurité internationales. Les participants ont cherché à définir les moyens de coopérer et de partager les connaissances et la documentation de façon à élargir et à améliorer les services. Par ailleurs, divers intervenants ont parlé des nouveaux travaux qui portent sur les répertoires, les bases de données, la technologie et les mécanismes permettant de partager des données et des documents en direct et autrement.

Parmi les orateurs, citons M. **Norman Alcock**, ancien président du Comité des services d'information au Conseil d'administration de l'ICPSI, M. **Gunnel von Döbeln** (SIPRI), M. **William Kincade** (ACCESS, service d'information sur la sécurité basé à Washington, aux États-Unis), Mme **Carol Davies-Nador**, administratrice d'une base de données à la bibliothèque Dag Hammarskjöld, à l'ONU. M. **Robert Penner** (Alliance canadienne pour la paix), Mme **Christine Peringer** (*Peace Research Institute* de Dundas), M. **Ken Epps** (Projet Ploughshares) et Mme **Susan Connell** (ICPSI) ont parlé des ressources accessibles en direct au Canada. Mme **Jane Beaumont** a traité de l'élaboration des bases de données, tandis que M. **Paul Bennett**, du ministère des Affaires extérieures, et M. **David Code**, du ministère de la Défense nationale, ont fait des exposés sur les services d'information offerts par le gouvernement du Canada dans ce domaine; Mme **Hélène Galarneau**, du Centre québécois de relations internationales, Mme **Gretchen Cheung**, du Collège militaire royal de Saint-Jean, et Mme **Cathy Murphy**, du Collège des Forces canadiennes à Toronto, ont parlé des moyens d'information existant dans leur domaine.

■ Au début de novembre, M. **Raymond Garthoff** a parlé de l'avenir du Traité sur les missiles

Publications nouvelles de l'Institut

RAPPORT DE CONFÉRENCE

5. **Vers l'instauration de la paix en Amérique centrale**, 8 et 9 mai 1987, par Liisa North, décembre 1987.

CAHIER DE L'INSTITUT

3. **La limitation des armements dans l'Arctique : contraintes et perspectives** par Ronald G. Purver, janvier 1988.

OPINIONS

5. **À quand la création d'une Organisation mondiale de**

l'espace? par Elisabeth Mann Borgese, novembre 1987.

DOCUMENT DE TRAVAIL

6. **«The Conventional Force Balance in Europe: Understanding the Numbers»**, par Jim Moore, janvier 1988.

EXPOSÉ

16. **Limiter les risques d'une guerre nucléaire accidentelle**, par Dianne DeMille, janvier 1988.

anti-missiles balistiques, dans le cadre du premier colloque d'une série co-parrainée par le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement et par l'ICPSI. M. Garthoff, qui travaille maintenant au *Brookings Institution*, a fait partie de l'équipe américaine qui a négocié les traités SALT et ABM au début des années 1970.

■ «La sécurité canadienne menacée», voilà le thème d'un projet mené conjointement par la direction de la Recherche et la direction des Programmes publics de l'Institut. Le projet se poursuivra au cours de l'hiver 1987 et du printemps 1988 et il comportera des colloques interdisciplinaires qui se solderont par la publication d'un ouvrage destiné à un auditoire non spécialisé. M. **Ian Burton**, professeur de géographie à l'Université de Toronto, a lancé la série en octobre en s'interrogeant sur les changements climatiques et environnementaux et sur leurs conséquences pour la sécurité canadienne. En novembre, M. **Robert Jenness**, du Conseil économique du Canada, s'est penché sur les défis que l'économie canadienne devra relever au cours des vingt prochaines années et il s'est demandé dans quelle mesure l'évolution de la conjoncture mondiale risquait de la toucher et quels redressements seront nécessaires par suite des changements démographiques qui se produiront au Canada. M. **Morris Miller**, économiste-conseil chez *M&M Associates* et

ancien économiste de la Banque mondiale, a dirigé un débat en décembre sur les tendances de l'économie mondiale; il a accordé beaucoup d'importance à la crise de l'endettement et aux effets qu'elle a sur l'économie canadienne.

■ L'ICPSI et la *Paterson School of International Affairs* de l'Université Carleton réalisent ensemble un projet intitulé «Managing Regional Conflict: Regimes and Third Party Mediators». Un colloque sur la question a eu lieu en novembre à Ottawa, sous la gouverne de MM. **Fen Hampson** (ICPSI), **Brian Tomlin** et **Brian Mandell** (tous deux de la *Paterson School*). Mme **Janice Stein** (Université de Toronto) a dirigé un colloque sur le Moyen-Orient; plus tard, en compagnie de M. **Richard Ned Lebow** (Cornell), elle a parlé de l'avenir de la dissuasion. Le lendemain, les exposés ont principalement concerné quatre régions: l'Afrique australe, le Vietnam et l'Asie du Sud-Est, l'Amérique centrale, l'Inde et le Pakistan. Des exposés ont été présentés par M. **Robert Matthews** (Toronto), M. **Dan O'Meara** (Montréal), M. **Christopher Brown** (Carleton), M. **Gérard Hervouet** (Laval), M. **Martin Rudner** (*Paterson School*), Mme **Liisa North** (York), M. **Tim Draimin** (*Jesuit Centre*), M. **David Haglund** (Queen's), et M. **Ashok Kapur** (Waterloo).

M. **Brad Feasey** et Mme **Dianne DeMille**, de la direction des Programmes publics de l'Institut, ont souvent pris la parole devant des enseignants et des étudiants au cours de l'automne. Ils ont ainsi participé à un atelier parrainé par le groupe *Educating for Peace*, à Ottawa; il s'agissait d'une séance d'une journée destinée aux élèves doués des écoles primaires de l'Ouest québécois; ils ont par ailleurs assisté à une réunion qui visait à discuter des moyens audio-visuels pouvant servir à l'éducation sur la paix et la sécurité, et que parrainaient l'Office national du film et les associations catholique et protestante des enseignants du Québec.

■ En octobre, à Corner Brook (Terre-Neuve), M. **Geoffrey Pearson** a pris la parole pendant une réunion organisée par Projet Ploughshares sur le thème «L'Institut et l'éducation sur la paix et la sécurité». Ont également prononcé des allocutions à cette occasion M. **Gwynne Dyer**, ancien membre du Conseil, et Mme **Lois Wilson**, qui y siège toujours. En novembre, M. Pearson a pris la parole à l'Université de Calgary et il a alors analysé les réactions de l'Occident aux propositions de M. Gorbatchev.

■ En octobre, M. **Harald von Riekhoff** a organisé et dirigé un atelier à l'Institut sur l'avenir du système de l'ONU. Au nombre des participants figuraient des personnes qui avaient une expérience pratique et théorique concernant l'ONU: MM. **John Holmes** et **King Gordon**, Mme **Margaret Doxey**, ainsi que MM. **John Trent**, **David Pollock**, **Robert Boardman**, **Andrew Cooper**, **Robert Cox**, **André Donneur**, **James Sewell**, **Frank Stone**, **Carl Pedersen** et **Geoffrey Pearson** ont alors échangé des points de vue sur les moyens pratiques qui permettraient d'accroître l'utilité de l'ONU et sur les mesures à prendre pour favoriser des recherches sur la question au Canada. □

SUBVENTIONS – DEUXIÈME TRIMESTRE

Attribution des subventions en 1988 – Modalités et dates limites

■ À partir de janvier 1988, l'Institut statuera sur les demandes de subventions deux fois par année, et non plus quatre, comme il l'a fait jusqu'ici. On est prié de noter les dates limites suivantes:

30 juin 1988	– décision prise en octobre 1988
31 décembre 1988	– décision prise en mars 1989

SUBVENTIONS À LA RECHERCHE – Deuxième trimestre 1987-88

Jean Pierre Derrienic , Université Laval, Québec Les sociétés occidentales face aux conflits périphériques	10 000 \$
Walter Dorn , Science for Peace, Toronto Canada and Space-Based International Verification and Monitoring	2 200
Pierre Fournier , Université du Québec à Montréal L'industrie militaire au Canada et au Québec	20 000
Dieter Heinrich , Toronto Nuclear Weapons Legal Action (Research Phase)	15 000
ISEES , Carleton University, Ottawa M.S. Gorbachev's Reforms: A Bibliography, Index and Annotation of His Speeches	1 000
James Keeley , University of Calgary Interstate Civilian Nuclear Co-operation Networks	5 000
Albert Legault , CQRI, Université Laval, Québec L'influence de la technologie sur la stratégie	35 000
Kevin McMahon , Niagara Falls The Inuit and the Military	5 000
Naval Officers Association of Canada (Ottawa) An Integrated Maritime Policy	28 000
Liisa North , CAPA, Jesuit Centre, Toronto The Canadian Policy Options for Peace and Security in Central America	82 000
Morris Saldov , Memorial University of Newfoundland, St. John's A Proposed Curriculum for Social Work Education on Peace and Disarmament	4 500
Shastri Indo-Canadian Institute India and Canada – Partners for the Future	20 000
Janice Stein, R.N. Lebow , University of Toronto Deterrence and Reassurance: Approaches to Conflict Resolution	8 000
Maurice Torrelli Institut du droit de la paix et du développement (France) Métastratégie	10 000
TOTAL	245 700 \$

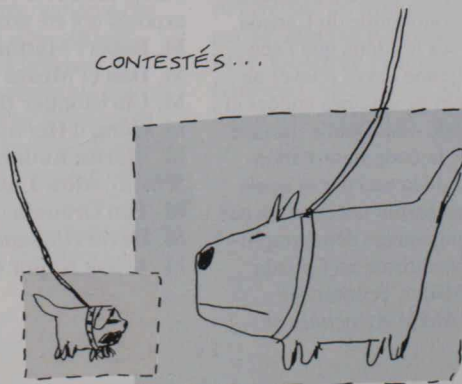
SUBVENTIONS AUX PROGRAMMES PUBLICS – Deuxième trimestre 1987-88

Les Ami-e-s de la Terre de Québec , Conférence « Paix et sécurité : vers le désarmement et le développement »	10 000 \$
Au Carrefour des cèdres , Montréal <i>Bulletin</i>	10 400
Canadian Centre for Arms Control and Disarmament , Ottawa <i>Arms Control Chronicle</i>	29 000
Canadian Forces Logistics Association , Ottawa Seminar « In Defence of Canada's Oceans »	4 000
Canadian Institute of International Affairs , National Office, Toronto Second Workshop « Promoting Compliance with Arms Control Treaties »	4 200
Canadian Peace Educators Network , Drayton Valley, Alberta <i>Peace Education News</i>	24 000
Centre d'Animation Saint-Pierre de Montréal, Inc. , Montréal Colloques « Paix et qualité de vie »	9 000
Club de relations internationales , Montréal Colloque « Les négociations Est-Ouest et l'Europe devant l'option zéro »	1 500
Centre d'entreprises de paix au Canada , Alexandria, Ontario Projet de paix et d'amitié, Canada-USSR, « Le train de la paix »	15 000
Development Education Centre Films , Toronto Film « The Journey »	6 000
Les Films du Crépuscule Inc. , Montréal Film « Le Voyage »	6 000
Forum on Nuclear Politics , Ottawa Debate « The Nuclear Submarine Aspect of the White Paper »	400
Groupe de recherche et de réflexion sur la paix et la sécurité , Montréal Séminaires et présentations de notes de recherches sur la paix et sécurité.	500
David Kattenburg , Hamilton The Peace and Conflict Radio Project	10 000
McGill University, Centre for Research of Air and Space Law , Montreal Symposium « Space Surveillance for Arms Control and Verification: Options »	4 000
The North American Model United Nations , Toronto Conférence « North American Model United Nations, 1988 »	7 000
Peacefund Canada , Ottawa Leaflet <i>Peacefund Canada</i>	5 000
Project Peacemakers , Winnipeg <i>Newsletter Peace Projections</i>	1 100
Quaker Peacemakers; Pacifiques Quakers , Ottawa A USSR – Canada Exchange	3 500
University of Calgary, Peace and Conflict Resolution Group , Calgary Film/lecture series « What about the Russians? »	2 400
University of Calgary Conférence « US – Canadian Foreign Policy and Defence Perspectives »	5 850
TOTAL	158 850 \$

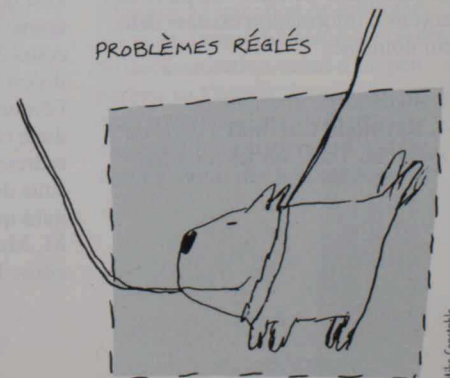
LES DROITS TERRITORIAUX...



CONTESTÉS...



PROBLÈMES RÉGLÉS



Mike Constable

PEACE & SECURITY

WHERE DOES CANADA'S SECURITY LIE?

An extensive survey sponsored by CIIPS looks at how Canadians view peace, security and the superpowers.

By Don Munton



Gérard Hervouet
Vietnam faces a grim future outside the community of nations.

Jane Boulden
After the INF Treaty in December attention now shifts to strategic arms reductions and the future of Star Wars.

Boyce Richardson
Nations are ready to fight over water. Can the UN Environment Programme help resolve disputes?

Francine Lecours
Iran's revolutionary government has inherited the Shah's vision of Iran as regional superpower.

Also in this issue:

Institute Publications 1987-88

OCCASIONAL PAPERS

2. **Trends in Continental Defence: A Canadian Perspective**, by David Cox, December 1986, 50 pages.
3. **Arctic Arms Control: Constraints and Opportunities**, by Ronald G. Purver, January 1988.

ANNUAL REVIEW

A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1986-87, 270 pages.

BACKGROUND PAPERS

9. **A Second Look at No First Use**, by Fen Osler Hampson, November 1986.
10. **The Debate About Peace Education**, by Elizabeth Richards, December 1986.
11. **Nuclear Disarmament: The Gorbachev Initiative**, by John R. Walker, January 1987.
12. **Who's Ahead: Examining the Nuclear Balance**, by Jane Boulden, March 1987.
13. **Review of the Geneva Negotiations on Strategic Arms Reductions**, by David Cox, June 1987.
14. **The Stockholm Agreement: An Exercise in Confidence Building**, by C.A. Namiesniowski, August 1987.
15. **Peacekeeping and the Management of International Conflict**, by Henry Wiseman, September 1987.
16. **Accidental Nuclear War: Reducing the Risks**, by Dianne DeMille, January 1988.

POINTS OF VIEW

2. **Nuclear Weapons and the Averting of War**, by Robert Malcolmson, October 1986.
3. **Canadian Press Coverage of Arms Control and Disarmament Issues**, by John R. Walker, March 1987.
4. **Maintaining Peace With Freedom: Nuclear Deterrence and Arms Control**, by Lorne Green, March 1987.
5. **Towards a World Space Organization**, by Elisabeth Mann Borgese, November 1987.

CONFERENCE REPORTS

4. **Peace, Development and Security in the Caribbean: Perspectives to the Year 2000**, Proceedings of a Conference, Kingston, Jamaica, 22-25 March 1987, by Lloyd Searwar.
5. **Measures for Peace in Central America**, 8-9 May 1987, by Liisa North, December 1987.

NOTE FROM THE EDITOR

■ With this issue's cover story by **Don Munton**, CIIPS releases results of a public opinion survey of Canadian attitudes and opinions on a wide variety of peace and security issues. Unlike omnibus public opinion surveys that ask a few questions on everything from Party loyalty to preference in laundry detergent, the CIIPS poll deals solely with Canadians' concerns about international peace and security.

Munton's article concentrates on one element of the survey – Canadian views on the policies and behaviour of the superpowers. A piece of the poll not mentioned in the article attracted this writer's attention. The survey probes the extent to which Canadians see increased military power by the Western nations as adding to their security or to the chance for peace. Most believe that it does not. However, when asked specifically about the size of the Canadian military effort, more than six out of ten said it should be "larger."

This seems at first glance a flat contradiction. How can people hold these two ideas in their heads at the same time? One can only speculate on how each individual

rationalizes the apparent contradiction; here are a few guesses:

Military power is intimately connected to national pride; could the Canada-US free trade deal, impending for many months, cause people to compensate for what they perceive as a 'loss' of national esteem by bolstering it in another area? Canadians want Canada to be taken seriously on the world stage, if it is seen that we are 'not pulling our weight,' is that a reason to increase the size of our forces? Canadians have a benign self-image; unlike the great powers we have never threatened anyone. Is it therefore alright for Canada to increase its forces while it is not alright for other nations?

None of these conjectures may be correct; nevertheless, the attitudes revealed in the survey are another reminder of how military power and citizens' feelings about their own and their country's security, are bound up in the history and politics of a people.

In the other articles for this issue, **Gérard Hervouet** of Université Laval reports on the grim situation he found during a recent visit to Vietnam; **Jane Boulden**, author of CIIPS Background Paper *Who's Ahead: Examining The*

Nuclear Balance, looks at prospects for more progress on arms reductions in light of the superpower dispute over the real meaning of the Anti-ballistic Missile Treaty; **Boyce Richardson**, Ottawa freelance writer and filmmaker, points to the United Nations Environment Programme as a potentially useful mechanism for settling international disputes over water resources; and **Francine Lecours**, CIIPS research assistant, shows how the desire of Iran to influence the politics of the entire Middle East transcends the differences between the Shah's regime and Khomeini's revolutionary government.

Peace&Security has a new Editorial Board. The chairman is **Nancy Gordon**, CIIPS Director of Public Programmes. New to the Board are: **Roger Hill**, CIIPS Director of Research; **Hilary Mackenzie**, member of the Ottawa bureau of *Maclean's Magazine*; and **Madeleine Poulin**, journalist and co-host of Radio-Canada's *Le Point*. **David Cox**, formerly of the Institute, remains a member of Editorial Board.

Michael Bryans

CANADIAN INSTITUTE
FOR INTERNATIONAL
PEACE AND SECURITY

307 Gilmour Street
Ottawa, Ontario K2P 0P7
(613) 990-1593

Executive Director:

Geoffrey Pearson

Board of Directors:

William Barton, *Chairman*
Christoph Bertram
Lise Bissonnette
David Braide
Gisèle Côté-Harper
Ann Gertler
John Halstead
Kal Holsti
Jacques Levesque
Richard Mercier
Geoffrey Pearson
John Sigler
Brian Urquhart
Jean-Guy Vaillancourt
Paul Warnke
Lois Wilson

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus. The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors were appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

PEACE&SECURITY

Editorial Board:

Nancy Gordon, *Chairman*
David Cox
Roger Hill
Hilary Mackenzie
Madeleine Poulin

Editor:

Michael Bryans

Associate Editor:

Hélène Samson

French Review Page Editor:

Jocelyn Coulon

Design and Production:

Thé Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Translation:

(except where otherwise indicated)
Denis Bastien,
Sogestran Inc.

Second Class Mail
Registration Pending.
Postage paid in Ottawa.

ISSN 0831-1846

Peace&Security is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome.

Text material from this quarterly may be reproduced, although we ask that the Institute be cited as the source. Illustrations, cartoons, graphics and other accompanying artwork are copyright and may not be reproduced without written consent of the Institute and the artist.

CONTENTS

Min. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

JAN 28 1988

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

-
- 2 **SUPERPOWERS AND NATIONAL SECURITY** BY DON MUNTON
Canadians don't think much of either superpower's policies.
-
- 4 **VIETNAM AT THE CROSSROADS** BY GÉRARD HERVOUET
Vietnam faces a grim future outside the community of nations.
-
- 6 **THE END OF ARMS CONTROL BASHING?** BY JANE BOULDEN
Real progress in reducing nuclear stockpiles is tied to the ABM Treaty.
-
- 8 **FIGHTING OVER WATER** BY BOYCE RICHARDSON
The UN Environment Programme lacks resources to head-off international water disputes.
-
- 10 **KHOMEINI'S IRAN** BY FRANCINE LECOURS
Khomeini has inherited the Shah's vision of Iran as local superpower.
-
- 12 **LETTER FROM MANAGUA** BY DAVID GOLLOB
'Balanced' reporting from a place like Nicaragua often means taking sides.
-

■ **Don Munton** is Professor of Political Science at the University of British Columbia; **Gérard Hervouet** is Professor of Political Science at Université Laval. Mr. Hervouet was in Hanoi in the summer of 1987 at the invitation of Vietnam's Institute for International Relations; **Jane Boulden** was a research assistant at CIIPS and is currently a graduate student in political studies at Queen's University; **Boyce Richardson** is a filmmaker and writer based in Ottawa; **Francine Lecours** is a research assistant at the Institute; and **David Gollob** is CBC Radio News Latin American correspondent.

-
- 13 **REPORT FROM THE HILL**
-
- 14 **ARMS CONTROL DIGEST**
-
- 16 **DEFENCE NOTES**
-
- 18 **REVIEWS**
-
- 20 **NEWS FROM THE INSTITUTE**
-

MOST CANADIANS NOW perceive the policies and weaponry of both superpowers, not just the USSR, as the major problem in East-West relations. The present nuclear stockpiles of both superpowers are regarded as increasing the likelihood of war rather than decreasing it. These are among the major findings of a 1987 public opinion poll sponsored by the Canadian Institute for International Peace and Security.

The survey, carried out prior to December's Soviet-American treaty on intermediate-range nuclear weapons, shows a striking tendency overall to evaluate negatively the

seem, disagree. Few apparently regard a Soviet nuclear attack as likely. The greatest threat, most seem to be saying, lies in an unstable relationship between the superpowers and in the possible escalation of a regional conflict.

THE CIIPS SURVEY RESULTS ARE borne out by another survey done at about the same time for the Department of External Affairs. Asked which of a list of possible causes was most responsible for tensions between East and West, a near majority of the External Affairs survey respondents chose "a lack of trust" between East and West. Once again, only a small minority pointed to Soviet policies.

Canadians currently are as likely to blame the US as the USSR for recent tensions and to view certain American policies as negatively as Soviet policies. In the External Affairs survey, while about one in every seven or eight (13%) indicated East-West tensions had arisen from Soviet attempts to increase their power and influence, a similar proportion (13%) thought tensions were caused by American attempts to increase their power and influence.

Respondents to the CIIPS survey were less even-handed in their evaluations of responsibility for the state of relations between East and West. Of those who saw an improvement in these relations in recent years, many more (40%) regarded the USSR as responsible for this improvement than thought the US responsible (10%). Of those who saw deterioration in relations, at least up to mid-1987, most blamed the United States.

Canadians seem to be rather wary, at best, of the basic thrust of both superpowers' policies. Eight out of ten (79%) believe the USSR is trying to increase its influence in the world today. But eight out of ten (81%) also believe the US is trying to increase its influence. Few, only 20%, believe either power is more or less content with its present influence.

Confidence in the ability of each superpower to deal wisely with present world problems is also low. Once again, Canadians' skepticism is clear and the same parallelism emerged almost as strongly. Less than four out of every ten Canadians

(38%) expressed very great or considerable confidence in the ability of the United States. Over six in ten expressed little, very little or no confidence (62%). On the other hand, and even more surprisingly, almost three in ten expressed very great or considerable confidence in the Soviet Union's ability to deal wisely with the world's problems while seven in ten expressed little, very little or no confidence (28% vs 73%).

In short, overall confidence in American policy was not much higher than that in Soviet policy. (See chart) Although historical public opinion data are thin it seems that forty years of cold peace with the USSR, including a decade of detente, as well as a few years of Mikhail Gorbachev's appealing diplomacy, have persuaded Canadians that Soviet handling of world problems is not all bad. Conversely, a few decades of US foreign policy problems, including Vietnam and Nicaragua, topped by a term or two of Ronald Reagan's simplistic and sometimes bellicose rhetoric, have persuaded Canadians that American handling of world problems is not all good.

Identical questions were also asked in the CIIPS survey regarding how trustworthy Reagan and Gorbachev were on nuclear and arms control issues. Few found either of them very trustworthy. About half perceived the two leaders "somewhat" trustworthy and half regarded them as not very or not at all trustworthy. Fewer of those questioned regarded the American leadership as genuinely interested in disarmament than regarded the Soviets as such (37% to 46%).

During the cold war period most Canadians had essentially positive perceptions about the US and essentially negative perceptions of the USSR. It is no longer so. Perhaps most striking of all in the 1987 survey is an evident tendency on the part of many individual Canadians to be negative about both superpowers' policies.

Fully one in three (32%) found neither leader trustworthy on arms control. In contrast, 11% regarded Ronald Reagan as trustworthy and

SUPERPOWERS AND NATIONAL SECURITY

A recent survey commissioned by CIIPS shows most Canadians perceive the policies of both superpowers, not just the Soviet Union, as the major threat to national security.

policies, nuclear and otherwise, of both superpowers. While some of these perceptions of Canadians may have already become more positive as a result of the Washington summit agreement, it is unlikely this dramatic event has much affected the apparent balance in these views or the tendency to perceive Soviet and American policies in a similar light.

Respondents to the survey were asked what posed the greatest threat to world peace. Very few pointed to the USSR. Only one in every twenty (5%) said Soviet actions on the international scene were the greatest threat. About the same number (8%) thought it to be American actions. On the other hand, fully one quarter believed the superpower arms race was the greatest threat. Finally, approximately equal groups thought that the spread of nuclear weapons to smaller countries and the Middle East situation were the greatest threats (29% and 27%, respectively).

These findings, it might be noted, contradict the assumption of the Canadian government's White Paper on Defence that "the principal direct threat to Canada continues to be a nuclear attack on North America by the Soviet Union." Canadians, it would

BY DON MUNTON

Gorbachev as not trustworthy; that is, only one in ten Canadians seem to have the traditional cold war set of perceptions. More, in fact, have the opposite view; 17% regarded Reagan as not trustworthy and Gorbachev as trustworthy. The rest, around 40%, found both at least somewhat trustworthy on arms control. (See chart)

THIS "PLAGUE ON BOTH YOUR policies" sentiment emerges even more prominently on the other parallel questions. Almost half of those surveyed (46%) believed neither superpower leadership was genuinely interested in disarmament. Nearly six in ten (57%) expressed little or no confidence in both the American and the Soviet ability to handle world problems. And almost seven in ten (68%) believed both the US and USSR are trying to increase their areas of influence.

How then to best preserve the peace? Asked about the measures that would best do so, Canadians rejected increased weaponry and supported reductions of nuclear weapons. The CIIPS survey posed the following alternative statements: "Some people think that the best way to prevent war is for the West to increase its military strength so as to be more powerful than the Soviets. Others think that this would speed up the arms race and may lead to war." They were then asked: "What do you think? Should the West try to increase its military strength or not?" By more than a three to one margin (71% to 29%) Canadians said the West should not increase its military strength.

This prescription represents a substantial shift in attitude from the early 1960s. Exactly the same question was asked in a 1962 national survey conducted by the Canadian Peace Research Institute. At that time, almost six out of ten Canadians (58%) believed the best way to prevent war would be for the West to increase its military strength and gain superiority. Only about one in three (32%) thought the West should not increase its military capability. This pattern, twenty-five years later, is now reversed.

The CIIPS respondents were also asked in the mid-1987 survey whether they agreed or disagreed with the statement that "the security of Western countries could best be increased by substantial reductions in both American and Soviet nuclear weapons." Over 80% agreed or strongly agreed.

The spring 1987 External Affairs survey posed two related questions – whether the "existence" of nuclear weapons and whether current nuclear practices and developments make war less likely or more likely. A clear majority said both make war more likely (54% and 59%, respectively). Distinct minorities thought these factors made war less likely (33% and 28%, respectively). (The pattern of responses to the second of these questions, that concerning nuclear

"practices and developments," would likely be different following December's missile agreement.)

IT IS IMPORTANT TO BE CLEAR WHAT these findings about Canadian attitudes do not show. They do not suggest a rampant anti-Americanism. It is not America Canadians are negative about, nor Americans. It is certain American policies. Nor do these findings provide evidence of some sort of "moral equivalence" thinking. There is no equivalence of Soviet and American social or political systems implied here. There is strong evidence, however, of a new tendency to distrust and be critical of both superpowers – of a new 'anti-superpowerism.'

It would also be tempting but wrong to cast Canadians' negative images of American policies as

entirely a product of the Reagan era. The American defence build-up of the 1980s and the tough talk of various US spokesmen have undoubtedly had some impact on Canadian and other allied publics' views. But the sources of discontent are also deeper.

The new mood would seem to arise from the high hopes, but ultimate failure, of the detente period, and especially from the promise, but now widely recognized illusion, of US-USSR arms control in the 1970s. The first two strategic weapons agreements (SALT I and II), most people appear to understand, controlled only the rate of growth of superpower nuclear weapons. The consequences of this fact, the enormous arsenals which are yet to be reduced even after December's summit, and the technological race which continues as yet unabated, are widely deplored by the public in Canada as in other Western countries. And the argument that the weapons are, on our side, necessary for maintaining our security, is simply no longer accepted.

That a start has been made to reducing these arsenals may well cause a shift in some perceptions. No radical alteration should be expected in the present tendency to perceive the two superpowers' policies in a more equivalent light. Rather, the December summit in Washington will probably result in a more positive view of both Soviet and American arms control and foreign policies alike.

The intermediate-range missile agreement, however welcome, is unlikely to be seen by most Western publics as an American accomplishment. It is therefore unlikely to be of relative advantage to Washington in influencing Western publics. Nor is the agreement likely to be seen as sufficient by itself to solve the security problem central to Canadians and others today – an overabundance of military weaponry and decided lack of political accommodation.

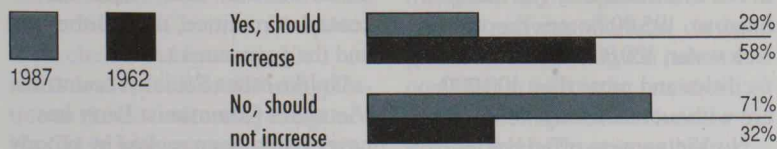
These attitudes, distinctly post-cold war and post-detente in nature, seem destined to play a continuing and key role in future policy debates within Canada and the Western alliance. □

Survey Results

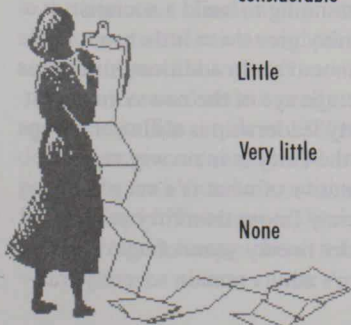
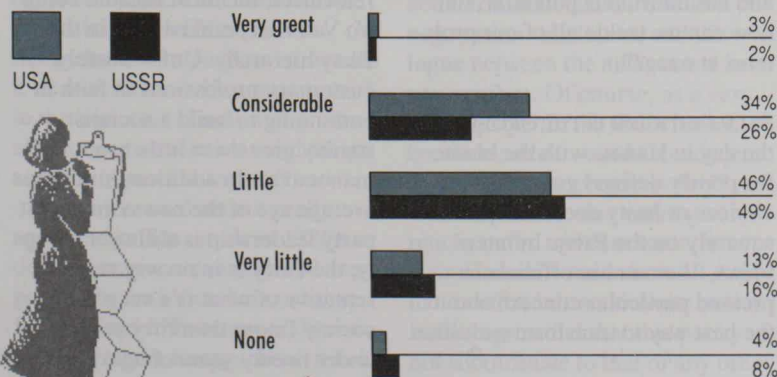
The survey, the most extensive examination of these topics ever in Canada, was designed by the author and funded by CIIPS. It was conducted in June through September, 1987 by the Longwoods Research Group with a national sample selected randomly to be representative of Canadian households and chosen from a panel of 30,000 households maintained by Market Facts Ltd. The survey was conducted by mail and comprised a total of 1015 respondents. The response rate to the survey was 48%. The margin of error with a sample of this size is approximately $\pm 4\%$, 95 times out of 100.

Survey data and more detailed analysis based on the whole survey are available from the Institute in a Working Paper also written by Don Munton. The survey data used in this article, as well as in the Working Paper belong to CIIPS; the opinions and interpretations are those of Professor Munton.

Some people think that the best way to prevent war is for the West to increase its military strength so as to be more powerful than the Soviets. Others think that this would speed up the arms race and may lead to war. What do you think? Should the West try to increase its military strength or not?



How much confidence do you have in the ability of the – United States/Soviet Union – to deal wisely with present world problems?



VIETNAM AT THE CROSSROADS

The bottom has dropped out of the Vietnamese economy; Canada could help Vietnam end its isolation and re-enter the world political and economic system.

BY GÉRARD HERVOUET

WHEN ASKED, "WHAT, IN your opinion, is the most serious threat now facing Vietnam?", a colonel with the army newspaper *Quan Doi Nhan Dan* was quick to answer, "Under-development!" In the capital, Hanoi, sweltering under the oppressive July heat of this past summer, the economy is clearly the top concern. The fiercest battle of all is being waged on the domestic front. The external threats have not disappeared, but there is now an effort by the government to reduce the emphasis on both the war in Kampuchea and the recurrent skirmishes along the border with China.

Vietnam's extreme under-development is disturbing for the visitor, and the peoples' pride and dignity make their suffering all the more painful. That pride leads them to stifle complaints and visitors from the West are often troubled by looks of pain or contempt. Vietnam is one of the twenty poorest countries in the world. In 1985, the International Monetary Fund estimated annual per capita income at about US \$160. The agricultural sector can barely satisfy domestic demand for rice, and only does so because there was a good harvest in 1986. Between 1977 and 1980, 700,000 to 1 million metric tons of rice had to be imported each year. Even these figures are misleading because the current self-sufficiency in food production is apparently based on consumption levels dictated by rationing and very low purchasing power; they fall far short of real needs. As recently pointed out by Vo Van Kiet, Chairman of the Planning Commission, rice production has stagnated for the last

three years while the population has grown by more than a million each year.

In December 1986, the Sixth Congress of the Communist Party of Vietnam openly admitted the failure of the policies introduced since 1975. Its findings are damning:

Failure to meet a number of major targets in the last five-year plan affected all sectors of the economy. . . Output generally amounted to only half of capacity. Our country's natural resources have been wasted . . . The environment is being destroyed.

The Sixth Congress report also observes that there are millions of unemployed or under-employed workers and says that "in rural areas (which have more than eighty percent of the population), there is a serious shortage of basic necessities and medications." Hygiene and health conditions are very poor; in Ho Chi Minh City (formerly Saigon), 195,000 homes reportedly lack water, 120,000 have no sanitary facilities and more than 100,000 are without electricity.

No Vietnamese official tries to hide the truth. One told us, "We are short of everything: we need paper, books, tractors, fertilizer . . . We know our country is rich, and has enormous potential, but how can we tackle all of our problems at once?"

SELF-CRITICISM IS THE ORDER OF the day in Hanoi, with the blame for poorly defined goals, bad choices or hasty decisions placed squarely on the Party. In interviews, Vietnamese officials expressed particular concern about the best way to transform a civilian

society, on how to reorganize an administration in which no one is willing to accept responsibility, and ways to deal with a lack of discipline throughout the society.

Even more worrying were the "negative demonstrations" by the people - in other words, the anti-socialist tendencies of the public and a crisis of confidence about the nation's leaders. Despite appearances and the strict control the government exercises over its people, the government turns a blind eye to corruption, black marketeering, and the hoarding of medical supplies; these at least make the harsh living conditions tolerable.

How have things come to such a pass? The official line is not kind to the Party. Truong Chinh, a prominent leader and past General Secretary, stated in no uncertain terms at the Sixth Congress that the failure of the economic reforms was due "above all to the central committee, the Politburo and the government."

Unlike other Socialist countries, Vietnam's Communist Party has never really been racked by bloody purges or marked by open strife between rival factions. In the past year, however, the Party and State apparatus has brought in several reformers, the most notable being Vo Van Kiet, ranked fifth in the Party hierarchy. Unfortunately, customary professions of faith in continuing to build a socialist society give them little room for manoeuvre. In addition, since the average age of the new communist party leadership is still over seventy, the Party is in no way representative of what is a very young society (more than fifty percent under twenty years of age). Vietnam's adults remain severely trau-

matized by successive wars, while the younger generation, eager for access to consumer goods, view the current conflicts with apprehension and skepticism.

Just as Vietnam has failed to curb population growth so it has failed to absorb the conquered South. The disparities in development between North and South are too large to eliminate through political will alone. Despite purges, re-education and political conversion, the population of the South continues to prove more dynamic than the North. Integration of the South has done nothing to end either traditional rivalries or the scars of the more recent civil war. The Spartan northerners cannot easily forget all they endured to "liberate" their brothers in the South, whose sufferings were of relatively little account compared to those of the North Vietnamese.

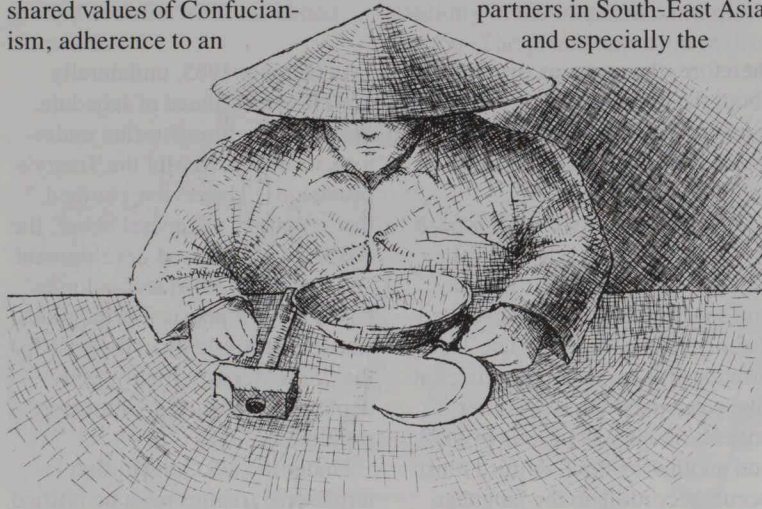
Finally, the war in Kampuchea, aggravated by conflict with China, remains one of the basic factors in the deterioration of Vietnam's economy. Since 1979, Vietnamese intransigence in refusing to make even the smallest concession in order to settle the situation in Kampuchea, has cost it dearly. The anti-Vietnam coalition, which includes such strange bedfellows as China, the Association of South-east Asian Nations (ASEAN), the rebel coalition of Democratic Kampuchea (CGDK), many Western European countries, the United States and Canada, has raised the anti even further. The stakes are now too high for Vietnam to back down. Vietnam has already suffered staggering losses, and the price of the Cambodian occupation can be measured in the following terms: the suspension of Chinese

aid, the American refusal to provide economic assistance, a US trade embargo, a halt or reduction in aid from other Western countries, the suspension of loans from international organizations, substantial losses of investment from and trade with many countries and finally, the diversion of Soviet aid to military use.

SINCE CHINA CUT OFF ITS AID IN May 1978, Soviet influence over the Vietnamese economy has grown steadily. In June of the same year, Hanoi joined the Economic Council for Mutual Assistance and in November signed a treaty of friendship and co-operation tying its future to the Soviet Union for the next twenty-five years. Since then, the Soviet presence has extended to all sectors of Vietnamese society and the two economies are now so integrated that it is difficult to foresee a serious rift arising between them. Of course, Vietnam is an expensive ally for the Soviets, but it occupies a key strategic position on the globe and offers some worthwhile economic advantages as a supplier of tropical commodities that do not require payment in hard currency.

There are two standard assumptions about Soviet-Vietnamese relations which closer study shows are false. The first is the belief that resumption of normal relations between Vietnam and the West, Japan and members of the Association of South East Asian Nations might loosen or even strain Vietnam's close relations with the USSR. The second is the assumption that Hanoi is content to become increasingly dependent on Moscow and the Socialist camp in general. The first position ignores the importance of "socialist brotherhood" between the two countries and under-estimates the current Vietnamese leaders' unwavering loyalty to the teachings of Ho Chi Minh which are still viewed as the one true beacon guiding Vietnam's future. The second overlooks Vietnam's extraordinary attachment to independence and its endurance over the centuries. These have combined to create a ferocious nationalist pride that is intolerant of outside interference.

Despite the overwhelming Soviet presence and Vietnam's sincere gratitude to the USSR, the Vietnamese have serious reservations about the Soviet model. This is not as paradoxical as it might seem if one considers the pragmatic Vietnamese attitude which, in recent years and despite current conflicts, reflects a fascination with China's drive for modernization. Despite the recent past, China is the relevant model for Vietnam. The shared values of Confucianism, adherence to an



Wojtek Gerczynski

identical cultural structure and somewhat similar revolutionary experiences all explain why the Vietnamese feel more affinity with the Chinese than with the Soviets.

Nevertheless, there are still some basic differences in the two countries' situations. On the one hand, the military adventure in Kampuchea prevents any genuine integration of Vietnam into the world economy. On the other, while Mao's tomb in China is now quite often closed and ignored, Vietnam's leaders still look for inspiration to the disconcerting image of Ho Chi Minh's mausoleum.

OPINION ON THE PRESENT SITUATION is divided. Should we continue to take a firm stance with Vietnam in order to exact concessions on the withdrawal of Vietnamese troops from Kampuchea, or would it be wiser to end the quarantine, in the hope that Hanoi will gradually normalize relations and adopt a policy of modernization?

The dilemma does not really apply to Canada, since in 1979 it decided to give unconditional support to the anti-Vietnam coalition. It cut off aid in February 1979 and recognized the Kampuchean rebel

coalition in 1982. This stance may be logical or even desirable in the light of Canada's past experience with Vietnam, as a participant in the trying and ultimately frustrating work of the International Control and Supervision Commissions in Indochina from 1954 to 1973. It is also worth noting that Canada has accepted more than 100,000 Indochinese refugees and that it is not prepared to risk offending its American neighbour, its trading partners in South-East Asia and especially the

Chinese – with whom it has developed extensive and profitable contacts – for the sake of relations with Vietnam.

Unfortunately, however, as was aptly pointed out by Kim Nossal: "... Canada has chosen to allow its policy toward Vietnam to be guided by the preferences of other countries more directly involved." The Canadian government has thus passively adopted the over-zealous policies of others, on the pretext of respecting the rules of a coalition in which the members' anti-Vietnamese interests differ greatly and in most cases have little in common with Canadian interests. It adopted the same intransigent attitude taken toward China in the 1950s and 1960s, counter to a Canadian tradition of negotiation, mediation and dialogue between the antagonists in any conflict. Of course, as a very minor player in the Indochinese conflicts, what would Canada gain by changing its current policy?

In the short term, nothing very much; in the medium term, however, Canada would show all Asian nations that it has a definite policy in the region and that this policy is not subordinate to that of any other nation. Canada could earn the re-

spect of Indochinese governments by launching a dialogue which would prove that we were not simply a mouthpiece for Washington.

If Canadian strategy in South-east Asia is based primarily on economic interests, it is unwise to underestimate the long-term development potential of Indo-China. Why should Canada take a more extreme position towards Vietnam than some of the most anti-communist countries in Asia? Japan, for example, has become Vietnam's first non-communist trading partner and Singapore, one of the most hard-line states in the anti-Vietnam coalition, has followed suit. South Korea is another example, and despite confrontations with Vietnamese troops on the Kampuchean border, Thailand also trades indirectly with Hanoi. Without appearing to condone Vietnam's policy in Kampuchea, Canada could still encourage the growth of private contacts and replace its current policy of isolation with measures designed to slowly bring Vietnam back into the international community.

There is, in fact, no reason why Canada should shun Vietnam as the US does. Without condoning Vietnam's military presence in Kampuchea and Laos, the Canadian government could follow the lead of several European countries in promoting trade and cultural links; it might thus persuade some provincial governments to establish links and thereby expand real Canadian influence with Hanoi. Canada is a member of la Francophonie and it is Vietnam which coined what subsequently became that organization's formal description of itself: "countries using French as a common language." It is unfortunate that Canada has yet to open a dialogue with Vietnam in French, or any other language. □

Further Reading

Nayan Chanda. *Brother Enemy, The War After the War: A History of Indo-China Since the Fall of Saigon*, New York: Harcourt Brace Jovanovich, 1986.

Kim Nossal. "Les sanctions économiques et les petits états: Le cas de la 'punition' du Vietnam par le Canada," *Études Internationales*, Vol. 18, no. 3, September 1987, pp. 523-544.

Douglas Pike. *Vietnam and the Soviet Union, Anatomy of an Alliance*, Boulder and London: Westview Press, 1987.

THE END OF ARMS CONTROL BASHING?

The Reagan Administration now has an unprecedented agreement on reducing strategic nuclear arms within its grasp. However, progress is tied to the future of the Anti-ballistic Missile Treaty.

BY JANE BOULDEN

IN THE EUPHORIA THAT SURROUNDED the signing of the Intermediate-range Nuclear Forces (INF) Treaty in Washington in December, interest focussed on the fact that the Euro-missiles were being dismantled and eliminated. Further, the Treaty was achieved by Reagan "the Cold Warrior," and in circumstances where there is a widespread perception of a new era in Soviet politics. But more importantly, the summit held out the tantalizing possibility of agreement on major cuts in strategic offensive weapons. The stumbling block to that greater achievement, however, is the lack of agreement on the Anti-ballistic Missile (ABM) Treaty.

The Soviet Union and the United States continue to hold fundamentally different views about what this agreement actually means. The way the leaders dealt with the problem in Washington was to agree to ignore it while their negotiators got on with other parts of a strategic weapons deal. The summit final communiqué instructed negotiators on both sides to:

... work out an agreement that would commit the sides to observe the ABM Treaty, as signed in 1972, while conducting their research, development and testing as required, which are permitted by the ABM Treaty, and not to withdraw from the ABM Treaty for a specified period of time.

The language of the communiqué carefully avoided the issue of whose Treaty interpretation was right; as a "senior Administration official" later told the *New York Times*, "We explained our position. They explained their position. We got some fudged language." In the months to come,

therefore, the complex dispute about the meaning of the Treaty terms is likely to be centre stage in Soviet-American arms control negotiations.

The ABM Treaty prohibits each side from building a territorial defence against ballistic missiles and specifies what kind of limited defences are permitted. The Treaty provides for review conferences at five-year intervals; two conferences have been held, one in 1977 and another in 1982. A third must occur, according to the language in the Treaty, by the end of the fifth year or in this case before October 1988. What are the events that have brought us to the point where the ABM Treaty is the key to future reductions in the superpowers' strategic nuclear arsenals? What role could the review conference play in moving towards strategic reductions?

AT THE TIME OF THE FIRST REVIEW conference in 1977, the Soviet Union and the United States were in the midst of negotiating the SALT II treaty. As a result there was little question that both sides wanted to continue to abide by the Treaty's terms and they issued a joint statement emphatically confirming their support for its provisions. A different atmosphere surrounded the 1982 review. The new Reagan administration had come to power with an anti-Soviet, anti-arms control attitude, raising questions about Soviet arms control compliance. Although the 1982 statement was somewhat less enthusiastic than its predecessor, both parties "... reaffirmed [their] commitment to the aims and objectives of the Treaty ..."

In October 1985, unilaterally and two years ahead of schedule, the Reagan administration undertook its own review of the Treaty's provisions. The review claimed that, contrary to general belief, the ABM Treaty allowed development and testing of ABM technologies based on new physical principles (those that would form the base for the "Star Wars" shield). Only deployment of such systems was prohibited.

Under the US Constitution international treaties must be ratified by a two-thirds majority of the US Senate. When the Senate ratified the Treaty in 1972, it did so based upon the understanding, communicated to it by Administration officials of the day, that the Treaty restrictions applied in a way that is now known as the traditional or narrow interpretation. With the announcement that its own "broad" interpretation of the Treaty was legally valid and that the US had the right to act on that interpretation, the Reagan administration effectively overrode the Senate's constitutional role.

Two extensive reports have been released as part of the internal battle that has ensued between Congress and the Administration. State Department legal advisor Judge Abraham Sofaer has released previously classified sections of the negotiating record to prove the legality of the Administration's position. Senator Sam Nunn has had access to the negotiating record and has led the counter-attack. In response to the Sofaer report he stated: "... the Reagan administration is in serious error on its position ... wrong in its analysis of the Senate ratification debate; wrong in its analysis of the record of subsequent practice, ... and

wrong in its analysis of the negotiating record itself."

The Senate Foreign Relations Committee has taken the issue further. In a report issued in September 1987 the Committee reiterated that the reinterpretation was a challenge to the Senate's constitutional role. It warned Reagan that if he continued to hold to the broad interpretation it would delay ratification of the INF treaty. And in November, after efforts by Congress to legislate its narrow interpretation of the Treaty, the Administration and Congress reached a compromise on future testing of Star Wars technologies which effectively restricts testing in the near-term (fiscal year ending October 1988) to that which falls strictly within the traditional, narrow interpretation of the Treaty.

After the reinterpretation announcement, the US was quick to reassure nervous allies. The Strategic Defense Initiative (SDI) would continue within the "traditional" interpretation of the Treaty. Changes would only be implemented after consultation with the allies. Canada and the Western European allies have always made it clear that they want the narrow interpretation to be maintained. However, in late February 1987 the Soviets announced that the US had put the broad interpretation on the table at Geneva. In a seemingly half-hearted response to NATO indignation over the announcement, President Reagan sent two of his arms control envoys on tours of "consultation" with the allies.

Arms control advisor Paul Nitze visited Canada and a statement released by Secretary of State for External Affairs Joe Clark after the meeting reflected Canadian

support for the traditional or narrow interpretation: "... Any unilateral action by either party to the Treaty that could have a negative impact on the current strategic balance would be regarded by Canada with profound concern..."

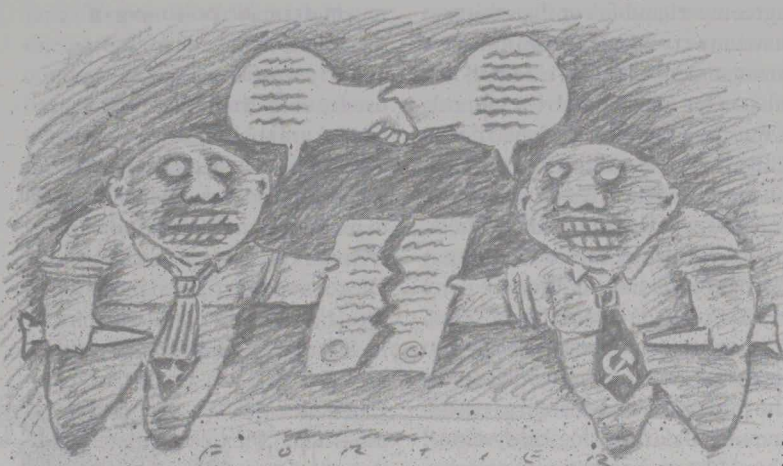
FROM THE BEGINNING THE SOVIETS have insisted that cuts in strategic nuclear forces can only be undertaken if limits on SDI are agreed. The USSR's position has been that the traditional interpretation is the only valid one and that both parties should continue to abide by its terms. At Geneva they have asked for a ten-year commitment of non-withdrawal from the Treaty as part of their negotiating position. Recently, the Soviets revised their position somewhat and now appear willing to allow some space-based testing as long as specific limits are negotiated and the ABM Treaty as a whole remains intact.

Within the US Administration the proposal received a mixed response. Paul Nitze advocated a positive response to the proposal. He apparently lost out to other Reagan advisors (including Weinberger) who argued that such limits (or any limits) would hamper progress on SDI. These same actors in the Administration have consistently refused Soviet offers to discuss what the Treaty does and does not allow and refuse any sort of discussion on the issue in the Standing Consultative Commission (SCC), the treaty mechanism established precisely for this purpose. They believe that participating in any form of discussion of the issue would give undue credence to the traditional interpretation and threaten the viability of the broad interpretation.

In the midst of this debate, the ABM Treaty Review Conference has become something of a lost issue. The US is not anxious to have its intentions with respect to the ABM Treaty subject to more than the usual public attention and the State Department has said little about plans for the conference. Secretary of State Shultz has said that the review could be anytime in the next year. The Soviets, by contrast, have suggested that the review conference be chaired by

the defence ministers of the two countries giving it more formal standing than previous sessions.

When the review conference does take place, three alternative scenarios seem possible: first, the US might use the review conference as an occasion to withdraw from the Treaty. A report prepared by the US Congressional Research Service in September 1987 stated that while there was no evidence of imminent withdrawal, the groundwork for withdrawal had been laid.



Withdrawal from the ABM Treaty would not be simple. Article XV of the Treaty allows for withdrawal on six months notice if "... extraordinary events related to the subject matter of the Treaty have jeopardized [a party's] supreme interests." Notice of withdrawal must be accompanied by a statement outlining those extraordinary events. The Soviet Union has gone a long way in recent months to make it very difficult for the US to find "extraordinary events" that jeopardize supreme American interests. The only significant potential Soviet violation of the ABM Treaty has been construction of a large phased-array radar at Krasnoyarsk. In September a team of US Congressmen inspected the radar at the invitation of the Soviet Union. Since then Gorbachev has announced a unilateral one-year moratorium on construction and has invited inspection of two other small radars that have become the subject of US concerns.

In sum, it would be very difficult for the US to justify withdrawal from the Treaty on the basis of Soviet activities. Withdrawal from military treaties of this kind with-

out a threat to supreme interests is traditionally interpreted by the other parties as an act of hostility.

A second scenario is that the US could take up the Soviet offer to discuss what is and is not permitted by the Treaty. Specifically, the issue of mutually-agreed technical limits on testing in space could be negotiated. Again, the US has been unwilling to agree to such discussions because it would be interpreted as an admission of the validity of the traditional interpretation. The prime opponent of dis-

ussion of any kind on limits was Secretary of Defense Weinberger who has now left the scene. His absence, coupled with significant cuts in the SDI budget, may have created a situation in which this option could be pursued. Lack of progress on this issue at the summit need not be interpreted as failure. Under heavy pressure from his right wing about being co-opted by Gorbachev, Reagan may have postponed moves that could be interpreted as concessions until they can be pursued in a more distant forum.

Finally, the review conference might simply be a quiet exchange of well-worn positions. Under these circumstances, with no movement from the US, it would be unlikely that any kind of a joint statement would be issued.

WHETHER THERE IS A REVIEW conference or not, its absence as a serious mechanism of negotiation is an important indication of the changes wrought by the Reagan Administration in American thinking about nuclear weapons. A consistent theme can be traced through events on the bilateral arms con-

trol agenda: that the Soviets can not and must not be trusted on arms control. The Administration says that Soviet violations of arms control treaties prove this. The answer, according to Reagan and his advisors when they first obtained power, was not to develop more or better treaties but to ensure that national security was no longer dependent on the effectiveness of arms control treaties. Decisions about numbers and kinds of nuclear weapons should not be limited or dictated by arms control treaties with a country that would not abide by the rules.

These ideas have taken form most obviously in the creation of the SDI programme. They are also evident in the end of adherence to existing strategic arms limitation agreements, the refusal to allow limits on underground testing and, with respect to the ABM Treaty, an apparent decision to proceed with SDI whatever the cost.

In this perspective, it is not clear whether December's Washington summit treaty is a breakthrough or an aberration from the basic thrust of the Reagan policy. Reagan's use of the Russian phrase "trust but verify" may indicate a change of heart has occurred. On the other hand, the INF Treaty may simply have been a low-cost concession to arms control.

Up to now, Reagan Administration activities have been tempered by an overriding political reality. Congress, the allies and at this point the Soviet Union care too deeply about arms control to allow it to be pushed aside as a mechanism for dealing with the nuclear threat. Progress on the ABM issue would indicate that these forces have driven home their point. It is surely not beyond the ingenuity of the US Administration to construct a rationale for entering ABM negotiations without seeming to back away from previous positions. □

Further Reading

William J. Durch, "The Future of the ABM Treaty," *IJSS, Adelphi Paper 223*, Summer 1987.

Sam Nunn, "The ABM Reinterpretation Issue," *Washington Quarterly*, Autumn 1987.

Abraham D. Sofaer, "Legal Debate in the Political Cauldron," *Washington Quarterly*, Autumn 1987.

FIGHTING OVER WATER

It is not merely alarmist to recognize that water is something that countries are ready to fight over. Canada should do more to support the United Nations Environment Programme's efforts to resolve existing disputes and head-off new ones.

BY BOYCE RICHARDSON

THE UNITED NATIONS ENVIRONMENT Programme is not usually thought of as a peace-keeping organization. Yet it is quietly working away to create institutions whose purpose is to prevent nations from quarrelling over shared environmental capital. True, it has done little enough so far, but that is mainly because it has such limited means.

UNEP's budget for effective work in the field is a mere US \$30 million provided through voluntary contributions by member countries, and with that it has to collect information, monitor environmental changes around the world, propagate the environmental message and at least stimulate others to take some sort of effective action. With more money it could do more work, and much of it would be important for peace and security.

Take, for example, UNEP's programme, scarcely more than an acronym so far, called EMINWA, a programme for the environmentally sound management of inland waters, meaning rivers, lakes and aquifers. This programme is designed to bring together nations that share international river basins. It is important because it is not merely fanciful or alarmist to recognize that water is something that people are ready to fight over.

A map published in 1980 in the World Conservation Strategy (produced by UNEP and the International Union for the Conservation of Nature) shows that only five or six of the world's non-island nations are not touched by international river basins. (Canada has nine.) There are more than two hundred major international basins in all; more than a third are not covered by an international

agreement, and fewer than thirty have any co-operative institutional arrangements. This is no small matter for many countries: almost a quarter of all nations have their entire national territory as part of an international river basin, and therefore, at least in theory, whole nations are vulnerable to actions taken beyond their borders.

Last year the Brundtland Commission recommended that the development of "arrangements for the protection and sustained use of trans-boundary ecological systems" should be an international priority. This had also been suggested seven years before in the World Conservation Strategy (WCS):

"New . . . demands on water quantity have risen more or less simultaneously with a dramatic decline in water quality in most international basins . . . Forest clearance, hydro-electric installations, irrigation and water supply works, and pollution in one country can rob another of water, increase its costs of making water suitable for different uses, and destroy, degrade, or deplete its valuable ecosystems and species."

WCS added that failure to reconcile upstream and downstream use had already generated considerable political friction in many parts of the world.

THERE HAVE BEEN INTERSTATE basin commissions in some places for a long time – covering the Rhine and Danube, and the Great Lakes, notably – but the Strategy's warning that such arrangements are poorly adapted to the realities of water use in the modern world was certainly underlined by the

recent dramatic poisoning of the Rhine.

Early treaties regulating water use from international rivers have proved unsatisfactory. For example, after several American states have withdrawn water from the Colorado to meet the needs of the cities of Denver, Los Angeles and San Diego, and of irrigated agriculture, the river enters Mexico for its last one hundred and fifty kilometres on the way to the Gulf of California. A 1944 treaty between the US and Mexico guaranteed that at least twelve per cent of the river's water should cross the frontier in usable condition, but so intensively used is this water that on entry into Mexico it is already quite salty. The story seems to indicate that the fellow who is upstream holds the whip-hand.

Disputes over river water have occurred between countries using the Rio de la Plata and Parana rivers in South America, between India and Pakistan over the Ganges, between the countries of Indo-China over the Mekong, at various times between Egypt and the Sudan over the Nile, and in the Middle East over the Jordan, which forms the boundary between Jordan and Israel.

The danger of international conflict about water prompted President Carter's Global 2000 report, issued in 1980, to recommend that the US should take a lead in establishing "conflict resolution arrangements." Though this report was shelved by the Reagan administration, the problem has not gone away. EMINWA aims to do something about it, but so far on too limited a scale.

Though our knowledge of the workings of nature should not be exaggerated, at least we now know

after the many river control schemes built around the world that to make better use of water is not merely a question of withdrawing water from river courses, diverting it into canals, or building dams, but is a complicated matter involving many scientific disciplines. We have come by that knowledge the hard way.

Many of the major water control projects of recent years have shown only too clearly that hasty developments, not founded in a sound knowledge of the basin's ecosystem, can create terrible and unforeseen side-effects. The example cited most often is the Nile: though Egypt and the Sudan do now work together so that each might extract maximum benefit from the river's relatively small year-round volume, the hydro-power and freedom from seasonal flooding that the dam has brought Egypt has been attained at considerable cost. Fertilization of downstream soils through deposit of silt has been reduced, the off-shore sardine fishery destroyed, salinization and water-logging of the delta increased, and schistosomiasis (a debilitating parasitic disease) has exploded around the lake and irrigation canals. None of these effects was foreseen.

To deal with such problems UNEP drew up and recommended to the UN a set of principles that should govern states in conserving and utilizing shared natural resources. These principles emphasize the need for states to:

- co-operate in controlling, preventing, reducing or eliminating adverse environmental effects that may arise from use of shared resources;
- avoid environmental damage that could affect the use of a resource by another state;

- make impact assessments before doing anything that might affect a shared resource or the environment of another state;
- give advance warning of detailed plans to affected states, and consult with them;
- compensate for any damage caused other states, and provide affected nationals of other states with the same administrative and judicial treatment as is available to their own citizens.

The WCS recommended that some international organization should take up the task of reviewing the conservation needs and problems of international river basins, giving priority to basins that are scheduled for major development or subject to severe erosion. UNEP took up the challenge five years later, with the setting up

tries in the Gulf took years to decide even on a name for the plan. Eventually they agreed: and so, rather oddly, in the list of regional seas programmes – Caribbean, Mediterranean, and so on – is found the Kuwait Action Plan, a name safely devoid of political overtones. Meetings on the esoteric subject of Gulf water pollution have been attended by participants from countries which were otherwise not on speaking terms.

The Zambezi Plan is an important diplomatic achievement, so far as it goes. But Africa is only one part of the problem. Every continent has international river basins, and a dozen of these are numbered among the rivers carrying the greatest sediment load – that is, basins experiencing the world's worst soil erosion – and most of these support very heavy populations.

Sometimes an international scheme to modify and control a

of EMINWA. But ironically – and not surprisingly – it was not able to begin with the basins where the need was most urgent.

Indeed it chose to attack a river, the Zambezi, which so far has not given rise to any major problems, and in which the affected nations (the South African Front-Line States), far from being at each other's throats, are already working together. An Action Plan was agreed earlier this year by six of the seven affected countries.

EMINWA FOLLOWS A PATTERN established by UNEP's successful Regional Seas programme, which has in the last fifteen years involved one hundred and twenty governments in improving coastal and marine environments around the world. These programmes have brought countries to work together which are far from friendly, as in the Persian Gulf.

I was told by a Kuwaiti environmentalist whom I met on a recent trip to UNEP headquarters in Nairobi that the participant coun-

river basin can be scuttled by straight political upheaval. For example, there has been for thirty years an organization known as the Interim Committee for Co-ordination of Investigations of the Lower Mekong Basin (another delightfully vague name!) whose aim is to bring that river under control. The Mekong rises at 5,000 metres on the Tibetan plateau, passes from China through or along the borders of Burma, Laos, Thailand, Kampuchea and Vietnam before discharging into the South China sea, 4,000 kilometres from its source.

Since this immense river basin receives most of its annual rainfall in only five months, it is subject to droughts and floods even in normal years. The inhabitants of the basin are mostly farmers – and they are among the poorest people in the world. They have good soils, plenty of sunshine – their main problem as farmers is the erratic availability of water.

The Mekong project covers irrigation, electricity, flood control, watershed management and so on, with a possible thirteen control dams, and a price tag estimated in 1970 at US \$12 billion. Fifteen years later only four per cent of this had been committed, largely because violent political changes that overtook much of Indo-China made it impossible to undertake any activities on the river's main stream.

Of course, when countries do get together to act on trans-boundary resources, they do not always act wisely. Somehow when river development is in prospect, giantism gets a deadly grip on the brains of politicians (in Canada, as elsewhere). When billions of dollars are poured into a scheme the emphasis is placed on an adequate return on investment, otherwise known as profit. There are many questions, for example, about the three-nation plan to control the Senegal river, to build two dams, two ports, generate electricity, irrigate land, and replace tradi-

tional local crops with crops for export. Environmental factors appear to have been overlooked in this massive scheme, which seems unlikely to have happened had UNEP been able to act as catalyst, as it hopes to do in other parts of the world.

SINCE PRESSURE ON INTERNATIONAL river basins is increasing in step with the deterioration of their waters, it could be regarded as a matter of some urgency to provide UNEP with the resources it needs if it is to initiate the creation of more co-operative institutions of the Regional Seas and EMINWA type. The Brundtland Commission recommended that UNEP be strengthened and given more money, but I found on my visit to

Nairobi in June that no one there expects governments actually to give more. I asked William Mansfield, deputy executive director, how much money UNEP could use if governments responded to the Brundtland recommendation, and he said that, given their present programmes, they could probably use half as much again as they now have – not a large sum in a world that spends as much on armaments in twenty minutes as UNEP spends in a year.

Canada's total contribution to UNEP last year was US \$818,148 – a little over C\$1 million – a pathetic figure when weighed against the lip-service the Canadian government always pays to environmental concerns in international meetings.

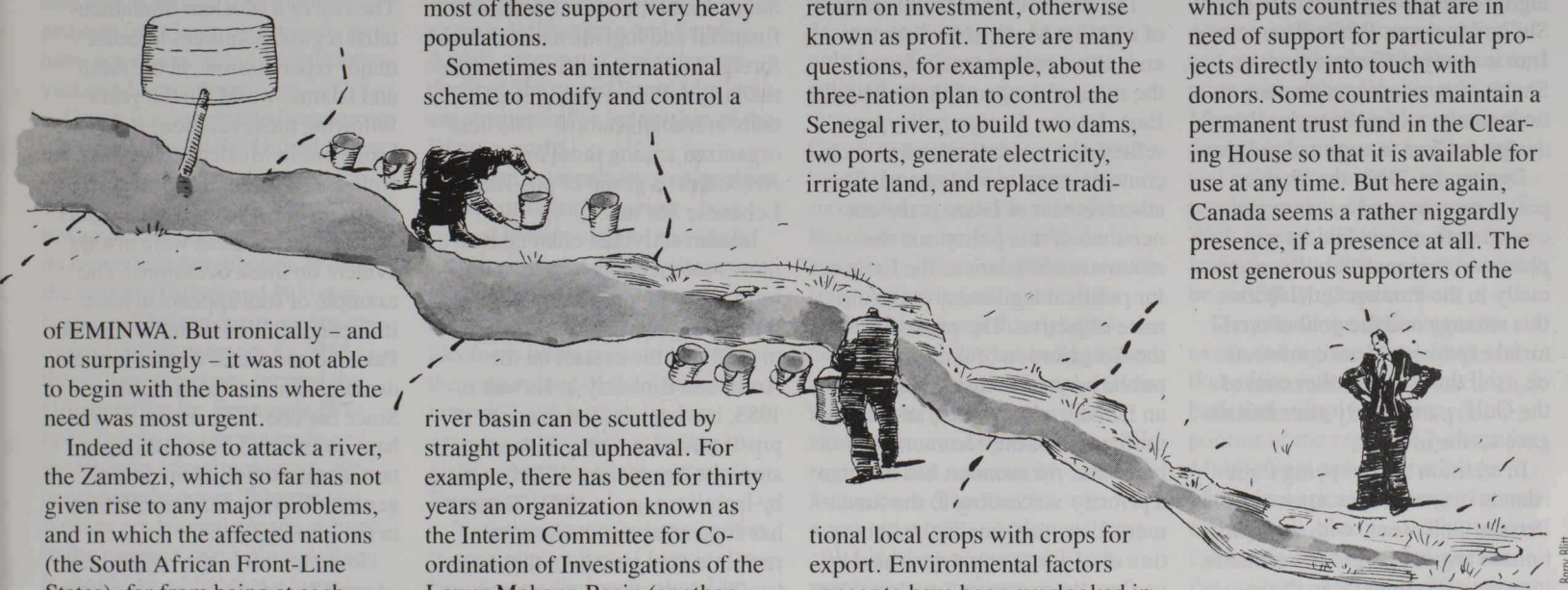
UNEP also raises quite a bit of money through its Clearing House, which puts countries that are in need of support for particular projects directly into touch with donors. Some countries maintain a permanent trust fund in the Clearing House so that it is available for use at any time. But here again, Canada seems a rather niggardly presence, if a presence at all. The most generous supporters of the

Clearing House are the Scandinavians, the Netherlands, Germany, and the EEC.

Since the work of UNEP has been given a rather generous mark of confidence by the Brundtland Commission, Canada, which has accepted the report so fulsomely, should add substantially to its voluntary contribution. If the government looked at UNEP's work as the peace and security effort it really is, perhaps Canada's monetary contribution would match its rhetoric. □

Further Reading

Arthur H. Westing, ed. *Global Resources and International Conflict*, Oxford: Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 1986.



Barry Blitt

KHOMEINI'S IRAN

Khomeini's Iran is very different from the Shah's, but pretensions to being a local great power and the desire to influence the politics of the entire Middle East are characteristics they both share.

BY FRANCINE LECOURS

WHEN THE AYATOLLAH Khomeini took power from Mohammed Reza Shah Pahlavi in Iran in 1979, he transformed the country from a secular state to a Moslem fundamentalist one. Iran is a country of forty-five million people, eighty-five per cent of whom are Shi'ite Moslems. While Khomeini's Iran is vastly different from the Shah's, they share one characteristic, namely, an ambitious political design for Iran in regional politics.

During the 1960s the Shah's policy was dictated by strategic considerations and laid its emphasis on regional stability, especially in the Persian Gulf. With this strategy and the goal of territorial expansion, Iran conferred on itself the role of policeman of the Gulf, particularly after Britain gave up the job.

In addition to occupying three islands in strategic locations in the Persian Gulf, Iran, with its aspirations to regional superpower status, intervened frequently in the internal affairs of other countries of the region, particularly when their central governments were threatened by rebel groups. This was often accomplished through economic and technical assistance, but occasionally involved direct military intervention. The dispatch of Iranian troops to the Dhofar, in order to assist the Sultan of Oman in his struggle against Popular Front guerrillas, is one example.

The Shah backed his ambitions with a sophisticated military arsenal which made the Iranian army one of the most powerful in the world. Iran's security policy also relied on diplomacy. Political or military alliances resulted in

reconciliations with Ankara, Islamabad, Riyadh and Cairo. And even while establishing close working relationships with most of the Arab countries, it continued to maintain good relations with Israel in the economic and military fields.

The 1979 crisis led to the creation of a Shi'ite Moslem government and, as a consequence, changed the rules of the game in the Middle East. Iranian foreign policy now reflects the revolution and as such, contains some new elements. The advancement of Islam is the cornerstone of this policy and the restoration of Islam as the basis for political legitimacy is the ultimate objective. The preamble to the Constitution of the new republic advocates the founding of an Islamic world order, and the reunification of the community of believers, the *oumma*, has become a priority. According to the fundamentalists, this entails the liberation of Moslem countries ruled by godless governments (read secular governments), and involves a reconciliation of the ethnic, regional and other differences between all Moslem nations.

GIVEN THAT THE KHOMEINI REGIME will be unable to achieve this ambitious plan in the near future, it has chosen to base its hopes on the creation of a regional Islamic order, more or less controlled by Teheran, in which Islam will determine both the political nature of the various countries and their foreign policies.

Teheran furthers its goals by indirect methods such as the

spreading of "revolutionary" propaganda in several Middle Eastern countries (especially Iraq and Lebanon), through the proselytizing of Moslem religious leaders in other countries, activism by Khomeini supporters during the annual pilgrimage to Mecca in Saudi Arabia, and the provision of financial and logistic assistance to foreign Islamic organizations (particularly for the training of militants in Iranian camps). The best organized among these are the *Hezbollah*, a group of pro-Iranian Lebanese Shi'ites.

Iranian activities often take on a more violent character. Responsibility for both the attempt to overthrow the government of Bahrain in 1981 and the assault on the American Embassy in Kuwait in 1983, has been laid at the door of pro-Iranian elements. Moreover, since the occupation of Lebanon by Israeli troops in 1982, Teheran has supported a contingent of revolutionary guards in that country. The Lebanese government estimates that there are currently several thousand *Pasdarans* in Syria. They make periodic forays into the Bekáa Valley (populated largely by Shi'ite Moslems) in order to spread propaganda and provide military training to activists.

The seven-year-old war between Iran and Iraq can be attributed only indirectly to this "revolutionary" Islamic policy since it was Iraq that launched the hostilities. Moreover, the refusal of Iran to accept a negotiated settlement to the conflict can be explained by the secular tensions which exist between the two capitals, as well as the open animosity between Iraqi President Saddam Hussein and Khomeini. An additional fac-

tor is the Khomeini regime's effort to maintain social cohesion by rallying the population to confront a common enemy.

This effort by Iranian leaders since 1979 to export ideology and revolution is a significant component in Iran's regional activism. The rise of a Moslem fundamentalist regime continues to cause major repercussions in the Arab and Islamic world. In the years following the revolution, riots broke out in Moslem countries, from Bangladesh to Morocco. Portraits of Khomeini and slogans inspired by his ideas were always evident on those occasions. The example of Iran appears to have influenced Shi'ite communities in Pakistan and Saudi Arabia in their demands for increased rights. Since the late 1970s events in Iran have constituted the most important manifestation of the resurgence of Islamic fundamentalism in the Middle East.

Governments in the region have adopted various strategies to protect themselves from this fundamentalist wave which threatens them as much from within as without. In 1981, the conservative monarchies of the Persian Gulf formed the Council for Co-operation in the Gulf (CCG) not only to guard against a possible expansion of the Iran-Iraq war (which had begun to swing in Iran's favour) but also out of fear of fundamentalist groups emerging among their own populations. Following the Iranian revolution, countries such as Egypt and Pakistan placed more emphasis on the significance of Islamic values in setting government policy. By contrast, other

countries – one example is Tunisia – have declared an open war on Islamic fundamentalism.

IRANIAN DIPLOMACY COMBINES revolutionary fervour with a pragmatic stance made necessary by the economic difficulties in which the country has found itself. The costs of the war, as well as the decline in both local oil production and in oil prices have depressed the economy. An array of other economic problems has emerged: industry operates well below capacity and the unemployment rate has risen to twenty-five percent in some areas; oil revenues serve in large part to finance the war, to rebuild what the war has destroyed and to support the day-to-day costs of a very inefficient economy. Long planned investments in infrastructure and extensive development projects have been postponed, as have improvements in social services and agriculture.

Given Iran's restricted economic relationship with the United States and its fear of dependence on the Soviet Union, it is easy to see why it wants closer economic links with its immediate neighbours. Within the region, Turkey and Pakistan, both pro-Western regimes, are its major trading partners. In 1985, these three countries formed the Organization for Economic Co-operation to encourage trade and the transfer of technology. A 1987 agreement between Teheran and Ankara envisioned a trade volume in the range of two billion dollars. It should be added that a large proportion of Iran's exports pass through Turkish and Pakistani territory.

Despite the hostility of the Iranian regime towards the Arab monarchies of the Gulf – as a result of their “anti-Islamic” leadership and their financial and material support of Iraq in the war – Iran has tried to establish co-operative economic links with them. Significant among these are the existing commercial ties with the United Arab Emirates and the agreement concluded with Saudi Arabia at the OPEC meeting last year on a new strategy on prices and quotas.

The Iranian attitude towards the Gulf monarchies continues to be



ambiguous, and is linked to the on-going power struggle in Teheran between radicals and moderates. The riots in the summer of 1987 during the annual pilgrimage to Mecca which resulted in several hundred casualties, mostly Iranian, did not improve the situation. These bloody confrontations are a reminder that Iran and Saudi Arabia, centres of power respectively of Shi'ite and Sunni Moslems, are struggling for leadership of the Islamic world.

Iranian nationalism – nationalism in the conventional sense – was central to the policy of the Shah, and has not completely disappeared, even though it is formally incompatible with Khomeini's ideology. Iran's press often stresses the importance of the “national interest” and Iranian leaders draw upon nationalist feeling to justify elements of the country's foreign policy.

It is important to recognize that the regional policy of Iran is also based on wider international imperatives. It is in the country's best interests to escape from the diplomatic isolation into which it fell after the demise of the Shah. Regardless of its intentions in the Middle East, Iran cannot continue to play a solitary hand – solitary even if one counts the links with Syria and Libya. Teheran is particularly opposed, and has been for a long time, to the presence of the US and the USSR in the Persian Gulf. The view is widespread among the Iranian leadership that almost any scenario is preferable to the continuous presence of either of those countries in the Gulf. In this setting, Iran would certainly seek advantage from shifting its alliances, even to the point of a

rapprochement with Saudi Arabia. Furthermore, the proximity of the Soviet Union, and its invasion of Afghanistan, creates fears in Teheran similar to those felt by its neighbours Pakistan and Turkey. In short, whether its goal is to oppose Western or Soviet “imperialism” or to pursue its own designs in the region, Iran can only benefit from having some solid allies in the area.

GIVEN THE UPHEAVALS THAT FOLLOWED the rise of Khomeini the successful exportation of the Iranian Revolution cannot be excluded, especially if Iran wins the war with Iraq. A Shi'ite fundamentalist wave could sweep through the Gulf states, to Jordan and Lebanon and even to Syria and Egypt. Nevertheless, the ideological expansionism pursued by the Khomeini regime is not necessarily destined for success. The search for economic partners and the need for allies is likely to temper Teheran's revolutionary fervour. Furthermore, it is difficult to see how Iran can continue its war effort indefinitely, when its economy is failing and its access to military resources remains precarious.

To these fundamental factors one must add other considerations. The conditions which favoured the unfolding of the Iranian revolution are not found in other countries of the region. The modernization programme undertaken by the Shah encouraged the emergence of a social model copied from the West, a model which proved to be incompatible with the traditional structure of Iranian society.

The Shi'ite branch of Islam led by Khomeini differs sharply from

the Sunni branch which predominates in the area. One of the main points of divergence between the two Moslem groups relates to the type of government deemed suitable to govern the civil state. There would probably be considerable resistance from Sunni communities to orders given by the religious leadership in Teheran. Even the Shi'ites in the region (and in Iraq Shi'ites have not responded to appeals from Khomeini) would not necessarily be won over to the cause, since ethnic and cultural loyalties could prove more important than religious ones.

Finally, the leadership of Khomeini will not last forever and dissension is already evident among different factions of the current regime. Radicals and moderates disagree on how to interpret Islam, on what model of economic development to adopt and on the possibility of reconciliation with either Washington or Moscow. Ayatollah Montazeri, the designated successor to Khomeini and main promotor of exporting revolution, has many enemies. With Khomeini's death, the political cohesion of the regime could be seriously compromised.

Despite all the differences between the regime of the Shah and that of the Ayatollah Khomeini, both have deeply influenced the politics of the region. Khomeini's Middle East policy, which contains ideological and pragmatic elements, is conditioned both by the revolution which has shaken the country, and by the war against Iraq. Opinions vary on the degree of influence of one factor or the other on the events since 1979. Nevertheless, the transition from secular state to a fundamentalist Moslem one has not altered the basic factors which govern Teheran's relations with its neighbours. □

Further Reading

Mohammed E. Ahrari, “Iran and the Superpowers in the Gulf,” *SAIS Review*, Winter – Spring 1987.

Ralph King, “The Iran-Iraq War: The Political Implications,” *Adelphi Papers* 219, IISS, Spring 1987.

Bassina Kodmani (editor), *Quelle sécurité pour le Golfe?*, Paris, Institut français des relations internationales, Paris, 1984.

LETTER FROM MANAGUA BY DAVID GOLLOB



The Contras have attacked Abisinia, a settlement in Northern Nicaragua. In a humble peasant shack, a woman and her five children wail over the body of *Papito* –

“Little Father.”

The body is laid out in a coffin with a glass window over the face. The glass is smeared with finger smudges and tears. Decomposition is swift in the tropics, and the stench of death is overpowering. On the roof, the steady, drumbeat of a tropical rainstorm. It is late afternoon, the shack is dark, lit only by a few candles.

In the ruins of the community medical centre, a woman is giving birth. Her husband was killed, her home burned down. Labour was brought on prematurely by the trauma, the nurse explains. The woman is only eighteen and her baby is all she has left.

In a clandestine radio broadcast from neighbouring Honduras, the Contras claimed the attack on Abisinia was a great success, because, they said, they managed to destroy a military barracks and command post located on the fringe of the settlement. This is true. But the Contras did not explain why the bulk of the casualties were civilians, why twenty houses were burned down, or why several peasants, including two women, were kidnapped.

I used the sounds and images of the mourning family and the woman giving birth to illustrate my report on this attack, a report that I prepared for CBC Radio and also filed to an American Public Radio network. I was surprised to learn that the American network did not run the story – because, they said, the sound was too emotional. “We have made a policy decision,” an editor later explained, “To avoid dramatising or sensationalising this aspect of the war.”

I could see nothing “sensational” about the use of sound. It illustrated a basic truth about war. War is suffering, pain, and death – ugly and

unpleasant. But this war is also the policy of the US government. The highly-charged ideological climate that the Reagan Administration has created to justify its policies and to embarrass reluctant congressman into supporting them has made reporting on Nicaragua extremely difficult. At least three American reporters have been fired or forced to resign because of their coverage of Nicaragua.

“The Sandinistas have a record of broken promises,” President Reagan tells the world. Few jour-

The highly-charged ideological climate that the Reagan Administration has created to justify its policies ... has made reporting on Nicaragua extremely difficult.

nalists have attempted to challenge this judgement. To do so, would be to engage in advocacy on the part of the Sandinistas. So the statement goes unchallenged. When President Ortega signs a peace plan, the journalist’s question becomes, “Will he comply?” The assumption is, he won’t; after all, Ortega’s is a record of broken promises.

The Nicaraguan government is a “totalitarian dictatorship of the left,” Reagan tells us. Few journalists working in Nicaragua actually believe that. Nevertheless this is a society that has some repressive mechanisms. Middle-level opposition leaders have been jailed on flimsy or trumped-up charges. Censorship was in force for nearly five years. Opposition media have been shut down by the authorities, and so on. But this kind of repression is innocuous in comparison with the terror and intimidation that reigns in El Salvador, which receives two million dollars a day in aid from the US. The worst thing that has ever happened to a human rights activist in Nicaragua,

is to have been jailed for fifteen days for taking part in an anti-government demonstration. In El Salvador, human rights activists are kidnapped or gunned down in the street in front of their children.

But we are not in El Salvador, we are in Nicaragua, where democratic freedom has become an issue, because, once again, it is one of the issues the Reagan Administration has seized on to justify its policies. As journalists in Nicaragua we must report on human rights violations in *Nicaragua*. It is not our job to point out the hypocrisy of launching a war to topple this government when the United States supports governments that are guilty of much worse.

The phrase “Contra aid” is another example of how we are

mercenaries. However, that’s not the point: no Western journalists would ever refer to the Contras as “mercenaries,” while the use of the word “aid” is universal, and surreptitiously promotes a distorted concept of the nature of the conflict.

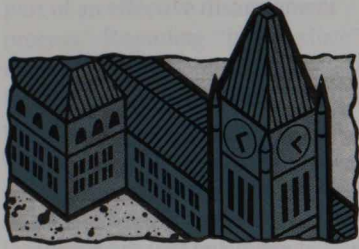
An American journalist speculated in a conversation last November on how certain Contra leaders might react to the Sandinistas’ offer to hold indirect ceasefire talks. “What does it matter what the Contras think?” I asked him. “Surely they will do whatever the State Department or the CIA tells them to do.” The journalist, who has years of experience in the region and knows the story much better than I do, went silent for a moment. “I suppose you are right,” he said. Nevertheless, in the report he filed that day, Contra leaders were quoted as if they were in positions of authority, with the power to make weighty decisions on the course of the war.

Part of this derives from what journalists call “balance.” Every story has more than one side. We seek out the prime players, and highlight their contrasting views. However, to deny that the Contras are players in their own right is to make a political evaluation. The safest course of action is just to play along.

CBC Radio listeners heard the report on Abisinia, and to its credit, the American network later reversed its decision and ran the same story. Unfortunately, that network has a minority audience. Unfortunately, in the United States, the debate over Nicaragua is dominated by the unchallenged assumptions of the Reagan Administration, framed in empty, cold war rhetoric – not in the reality of a woman and five children wailing over the loss of their father, as rain drums on the roof, and the last candle dies. □

David Gollob lives in Managua, Nicaragua and is CBC Radio News Latin American correspondent.

REPORT FROM THE HILL



Defence Policy

■ The New Democratic Party's defence policy, first unveiled on 31 July, came under attack from some unusual sources early in September. During a visit to Canada, French premier Jacques Chirac called the NDP's proposal to withdraw from NATO utopian and unrealistic. His critique was followed by that of British Foreign Secretary Sir Geoffrey Howe who told reporters on 8 September after a meeting with External Affairs Minister Joe Clark that pulling Canadian troops out of Europe would severely weaken NATO.

In the matter of the government's Defence White Paper, the Cabinet was expected to approve a more detailed capital defence budget in October. However, delay in the decision led to increasing speculation in the press about struggles within Cabinet to set priorities. There were also continuing reports that the US administration opposed the submarine plan – rumours fueled by a 29 October, *Globe and Mail* article by Charles Bennett, a Florida congressman and chairman of the Seapower Subcommittee of the House Armed Services Committee. One of the two subs the government is considering is a British design that is subject to US restrictions on the transfer of nuclear technology. Bennett wrote that Congress might have qualms about such a transfer, particularly if the submarines are to be used to keep US ships out of what Washington regards as international waters. His view was echoed by the US Naval Attache in Ottawa speaking to defence contractors on 18 November, although the US embassy labelled those remarks as

“a personal view.” (See *Defence Notes* for more on this topic.)

South African Policy

■ From 13 to 17 October Canada hosted the Commonwealth heads of government conference in Vancouver. No major surprises were in store since British Prime Minister Thatcher's opposition to stronger sanctions against South Africa was well known. Unanimity was achieved regarding increased economic aid to the six front-line states bordering that country. A related idea to provide non-lethal military assistance to bordering states – first aired publicly in September by Canada's High Commissioner to Britain, Roy McMurtry, who chaired a Commonwealth Committee on Southern Africa – did not gain favour at this time. The conference also struck a committee of foreign ministers to provide “impetus and guidance.” That committee, which is chaired by Joe Clark but which does not include the British Foreign Secretary, is scheduled to meet in February in Lusaka, Zambia to study ways to police economic sanctions already imposed.

Clark had told the House on 9 September that, while the government was prepared to sever economic and diplomatic relations with South Africa, to do so would end any Canadian influence on ending *apartheid*. The time was not considered right for such drastic action. This approach was implicitly rejected by Liberal Leader John Turner who called, on 10 September, for Canada to end relations for the year's end unless “clear progress” had been made in dismantling *apartheid*.

Cruise Missile Testing

■ On 1 October Liberal leader John Turner called for an end to cruise-missile testing in Canada, an issue that had split his caucus in March when four members broke ranks with Turner by voting in favour of a NDP resolution calling for an immediate halt to the

tests. In the House he described the “concrete results in the negotiations between the two super-powers” on intermediate nuclear forces as the reason for his change. Mr. Clark responded that the government did not accept “a policy that could destroy the unity of NATO” and “be a threat to what we have accomplished so far in reducing levels of nuclear arms.”

Central America

■ A possible Canadian role in an eventual Central American peace settlement preoccupied both politicians and the media in the wake of the 7 August signing by five Central American countries of the plan named for Costa Rican President Oscar Arias. In his address to the UN General Assembly on 22 September, Clark described the root problem in Central America as “poverty not ideology” and the real need as “development assistance not military activity.” He commented that “intervention by outside powers will only aggravate the tensions.” Yet he did not call directly for an end to US support for the Contra rebels against the Nicaraguan regime.

Clark's visit to Central America 21-29 November had its share of controversy, most notably his comment that Canada might be willing to accept Contras as refugees if such action would help support a larger regional peace settlement. This prompted a question in the House from NDP MP Dan Heap and an assurance from Monique Landry, Minister for External Relations, that, in the event Canada decided to admit Contras, the Commons would be told beforehand of measures the government would take to prevent Contra war criminals from entering the country. Mr. Clark was also questioned by Canadian aid workers in Nicaragua about the level of Canadian assistance (which has amounted to \$40.9 million since 1982) and about an earlier announcement that Canadian aid to

Guatemala would be resumed after a suspension in 1981 because of widespread human rights abuses.

On 2 December upon his return from Central America Mr. Clark spoke at length in the House on his impressions and expressed his desire to have a parliamentary committee investigate further Canada's future role in the peace process.

Short Notes From the Hill

- On 16 September twenty-three nations plus the European Community signed at Montreal a global agreement to control the chlorofluorocarbon (CFC) pollution (chemicals used in refrigeration, dry-cleaning, plastic foam and building insulation) that is destroying the earth's ozone layer. A number of countries, including Canada, will have to pass laws enabling them to put the pact into force.
- Bill Blaikie was appointed the NDP's external affairs critic in the House in mid-September replacing Pauline Jewett who was shifted to federal-provincial relations and constitutional affairs while retaining responsibility for arms control and disarmament.
- On 3 November Senator Paul Lafond resigned, for reasons of ill health, as chairman of the Senate Special Committee on National Defence which he had presided over since its inception in 1980.
- The proposed Emergencies Act – Bill C-77 – received second reading on 18 November and was referred to committee for fine-tuning. It would replace the 1914 War Measures Act under which the federal cabinet has unchecked powers to suspend civil liberties in time of real or apprehended insurrection. Under the new law the government would be able to respond selectively to four classes of emergency: public welfare crises such as floods or other natural disasters; public order threats caused by terrorist acts; international emergencies falling short of war; and war itself. □

- GREGORY WIRICK

ARMS CONTROL DIGEST



INF Agreement at Summit

■ On 8 December at their summit meeting in Washington, President Reagan and Soviet General Secretary Gorbachev signed a treaty banning all of their land-based intermediate-range nuclear missiles (INF) – those of a range between 500 and 5,500 kilometres. Under the agreement, shorter-range missiles, with a range of five hundred to one thousand kilometres (SS-23s and SS-12/22s on the Soviet side, Pershing Is on the American) will be destroyed within eighteen months of the Treaty's ratification. Longer-range missiles (SS-4s and SS-20s on the Soviet side, ground-launched cruise missiles and Pershing IIs on the American) will be destroyed within three years. Of missiles currently deployed in Europe and Asia, the USSR will be forced to destroy 857, carrying over 1,700 warheads; while the US will dismantle 429 single-warhead missiles. In addition, West Germany will rid itself of seventy-two Pershing IA missiles designed to carry American warheads. Because missiles in storage are also banned, a total of 1,752 Soviet missiles and 859 American ones will be destroyed in all.

A "zero-option" on longer-range INF missiles had first been proposed by President Reagan in November 1981, but was refused by the USSR and deemed unrealistic by most arms control analysts on the grounds that the Soviets already maintained a large force while the US had not yet deployed any. Last July, General Secretary Gorbachev announced that the USSR would accept the global elimination of both longer- and shorter-range INF missiles. Since that time, negotiations have focused on verification.

As finalized at a meeting between Secretary of State Shultz and Foreign Minister Shevardnadze in Geneva on 24 November, the verification provisions are unprecedented. All installations where INF missiles have been stored, repaired, based and deployed, as well as one factory on each side producing launchers for ground-launched cruise missiles, will be open to short-notice, on-site inspection by the other side. This includes both US bases in Europe and the bases for Soviet long-range SS-25 missiles where SS-20s have also been deployed. Each side will be limited to twenty such inspections per year during the first three years, dropping to fifteen per year for the next five years, and ten per year for a further five years. Other inspections would be conducted to check the data provided by each side about the current size of its forces, and to "close out" bases from which missiles have been removed. Finally, for a full thirteen years, each side will station inspectors outside one missile production site on the other's territory – in the US case, a Soviet factory in Votkinsk used to assemble both SS-20s and SS-25s; and in the Soviet case, a former Pershing II production plant in Utah.

The agreement has already been criticized from both right and left. Critics on the left point out that it covers only a small fraction of the total nuclear warheads possessed by the superpowers (variously estimated at between three and five percent); that the targets of the missiles to be destroyed can be hit by the longer-range, strategic missiles no longer limited by the Strategic Arms Limitations agreements; and that NATO is already talking of "compensating" for the INF reductions by deploying additional nuclear weapons systems in Europe. Critics on the right – including most of the Republican Party's 1988 Presidential contenders – argue that the verification provisions are still insufficient, given what they consider to be a Soviet

penchant for cheating; and that the withdrawal of the US missiles will weaken Western Europe's security, given the perceived superiority of Soviet conventional forces.

Supporters of the Treaty consider it a historic breakthrough in eliminating, for the first time, an entire class of nuclear weapons; and incorporating the most far-reaching verification measures ever negotiated by the two sides. They hope that the latter will serve as a model for other arms control negotiations, particularly those covering strategic (long-range) nuclear forces.

Krasnoyarsk Visit

■ From 5 to 6 September a group of eight Americans – including three Congressmen, four electronics and military experts, and a journalist – were allowed to tour a controversial Soviet radar under construction near Krasnoyarsk, in central Siberia. The Reagan Administration charges that the radar is for anti-ballistic missile (ABM) battle-management, in violation of the 1972 ABM Treaty; the USSR maintains that it is for space-tracking (unrestricted by the Treaty); and most independent experts believe it is intended for early warning of ballistic missile attack. If the latter, according to the Treaty, it should be located "along the periphery of its national territory and oriented outward." Yet the Krasnoyarsk site is over six hundred kilometres from the nearest border and faces northeast across five thousand kilometres of Soviet territory.

During the visit, the group was allowed to video tape the site and to take more than a thousand photographs. In a report to Congress afterwards, it stated that, because of a lack of hardening against nuclear blast or independent power generation, as well as an inappropriate operating frequency, the probability of the radar being for battle-management

was "extremely low." It could not decide whether the radar was for early-warning or space-tracking (former weapons engineer Anthony Battista judging it as "not very good" for either purpose). However, it estimated that the facility was at least two years from completion, and therefore "not a violation of the ABM Treaty at this time." Other arms control experts maintain that, if indeed an early-warning radar, its location and orientation make it a violation even before being "turned on." However, they agree that it is only a technical violation, without much military significance because of its vulnerability to attack.

Soviet officials have offered to "mothball" the radar if the US does likewise with two similar facilities in Greenland and Britain which Moscow considers (with some backing from Western experts) to be violations of the Treaty. In a letter to President Reagan in mid-September, General Secretary Gorbachev asked him to permit Soviet inspection of the Greenland radar (in operation since June), but was refused. During Secretary of State Shultz's visit to Moscow in late October, Gorbachev announced a one-year moratorium on construction at Krasnoyarsk, while noting that he expected the US to reciprocate with its UK radar. Shultz rejected the idea.

New Talks on Nuclear Testing

■ In Washington on 17 September, Shultz and Shevardnadze announced new talks on nuclear test limits. According to a joint statement, the two sides will begin by negotiating additional verification measures to enable ratification of the 1974 Threshold Test-Ban and 1976 Peaceful Nuclear Explosions Treaties, which limit underground nuclear testing to a yield of one hundred and fifty kilotons. They

will then seek "intermediate limitations on nuclear tests, moving toward the final goal of the complete cessation of nuclear tests as part of an effective disarmament process." Regarding "intermediate" measures, the Soviets proposed a limit of four tests per year of no more than one kiloton each. However, an American official stated that such a low threshold could not be verified, and that tests of at least twenty to thirty kilotons were required to ensure the reliability of existing weapons.

The first round of the new talks began 9 November and ended two weeks later. The negotiators reported reaching agreement on carrying out one or two joint nuclear test explosions on each side during 1988, in order to compare monitoring methods.

Canada at the UN General Assembly

■ Canada played its usual active role in the deliberations of the First Committee of the UN General Assembly on disarmament issues this fall. The Committee passed a total of sixty-three resolutions, of which twenty-five were adopted by consensus. A date and agenda were set for the Third Special Session on Disarmament (UNSSOD III), to be held 31 May to 25 June 1988. Of thirty-eight resolutions brought to a vote, Canada voted in favour of seventeen, against nine, and abstained on twelve. Canada introduced three resolutions of its own, on chemical and bacteriological weapons (with Poland), "Verification in all its aspects," and the production of fissionable materials for weapons purposes. The first two of these were adopted by consensus, the last by a vote of 125 to 1 with six abstentions. In addition, Canada co-sponsored eleven other resolutions, ranging from the comprehensive test ban to the relationship between disarmament and development.

Disarmament and Development Conference Concludes

■ After three weeks of debate, the International Conference on the Relationship between Disarmament and Development adopted a consensus final document in New York on 11 September. The

document was considered a major achievement by many delegates, as marking the first time the international community had ever drafted a common position on the subject. Canada welcomed its

Early Warning

January 19 to 29	Conference on Disarmament session on chemical weapons.
Early March	US Senate ratification vote on the INF Treaty expected.
March 7 to 18	Group of Seismic Experts meeting on verification of a comprehensive test ban.
Spring	NATO Nuclear Planning Group session

endorsement of a broadening of the concept of "security" to include its political, economic, social, humanitarian and human rights, and ecological aspects. Some delegates criticized the Conference for rejecting a proposal, supported by the USSR and Third World countries, to set up a special fund or mechanism to transfer money saved by disarmament to development aid. Western delegates argued that, while their countries continued to provide more aid than the Soviet bloc, significant reductions in military spending would have to await reduced international tension, which could be a long way off.

Chemical Weapons

■ From 3 to 4 October over one hundred representatives from forty-five countries involved in chemical weapons negotiations, including three Canadians, visited the Soviet chemical warfare centre at Shikhany, believed to be the largest of its kind in the world. They were shown a display of what Soviet officials maintained was the complete array of Soviet chemical weapons; allowed to question Shikhany workers and take photographs; and witnessed a demonstration of the destruction of chemical weapons agents. However, the Soviets refused to reveal the size of their chemical weapons stockpile (believed in the West to far exceed that of NATO), and some Western participants maintained that certain types of weapons, in-

cluding newer chemical agents, were not shown. Until last April Soviet authorities had refused to acknowledge that they possessed any chemical weapons at all.

For the first time the USSR has

also accepted longstanding invitations to visit Western chemical weapons installations. In late November, Soviet military experts visited the principal American chemical weapons centre at Tooele, Utah, and a chemical weapons destruction plant in Muenster, West Germany.

Stockholm Treaty Compliance

■ The US, UK, and USSR have all availed themselves, for the first time, of a provision in last year's Stockholm Agreement on Confidence- and Security-Building Measures in Europe that allows "on-demand" inspection, at short notice, of a country's military exercises by foreign observers. According to the Stockholm Agreement, signatories must invite foreign observers to all exercises of 17,000 or more troops. The purpose of the first "on-demand" inspection, conducted by the US in late August, was to verify that a Soviet exercise near Minsk, pre-announced as involving 16,000 troops and hence not requiring foreign observation, did in fact keep under the threshold of 17,000. The Soviets responded to the US request within twenty-one hours, and four US Army inspectors had arrived in Minsk within thirty-six hours, as required by the agreement. In the end they judged the exercise to be even smaller than announced. The UK was granted a similar inspec-

tion of a combined East German-Soviet exercise in East Germany from 10 to 12 September, while Soviet officers likewise inspected US maneuvers in West Germany at the end of October.

Gorbachev's Arctic Peace Zone

■ In a speech in Murmansk on 1 October, General Secretary Gorbachev proposed that the Arctic become a "zone of peace." He reiterated previous support for a nuclear weapon-free zone in Northern Europe, including an offer to withdraw several old, diesel-powered ballistic missile submarines from the Baltic. While proposing NATO/Warsaw Pact consultations on force reductions and confidence-building measures in the Baltic, North, Norwegian, and Greenland seas, he also called on "all countries concerned" to "embark on talks on the limitation and scaling down of military activity in the North as a whole, in both the eastern and the western hemispheres."

Norwegian Defence Minister Johan Holst was quoted by *Associated Press* on 2 October as describing the proposals as "an important step forward." Canadian officials appeared less enthusiastic, but still cautiously receptive. In a *Canadian Press* item of 3 October, External Affairs Minister Joe Clark was quoted as calling the proposals "interesting." He said that Canada was willing to discuss possible Arctic arms control measures with the Soviets.

Nuclear Risk-Reduction Centres

■ On 15 September the US and USSR signed an agreement to establish "nuclear risk-reduction centres" in their national capitals. Each country will staff its own centre, intended mainly to transmit pre-notification of ballistic missile launches under the 1971 Accident Measures and 1972 Incidents at Sea agreements. It is thus not meant to duplicate the work of the existing "Hot Line," although making use of similar high-speed satellite communications with a facsimile capability enabling the direct transmission of charts, graphs, and maps. □

- R O N P U R V E R

DEFENCE NOTES



Implementing the White Paper

■ One of the important proposals in the White Paper, largely unnoticed in the debate about nuclear submarines, concerns the annual review of defence policy. In effect, the Government has established a rolling five-year expenditure plan for defence – “rolling” because each annual review updates the defence plan and projects it five years ahead. It remains to be determined how closely the annual assessment and the five-year plan will follow the proposals set down in the White Paper itself.

During the summer Perrin Beatty made it clear that the first review – due in the early fall but clearly delayed by continuing Cabinet discussions about funding implications – would include the request for authorization of the second batch of frigates. According to the Minister, this request would be for funds over and above the two percent real growth promised in the White Paper. The second batch of six frigates, and the new helicopters, which are an essential complement to the frigate programme, may cost around \$10 billion. But in reviewing the request, Cabinet must at the same time approve a five-year spending plan for defence in which the purchase of nuclear submarines looms large. During the summer, the Minister said that the choice of submarine would be made early in 1988, a date which has since slipped to the spring. The project definition phase, ending in the choice of a Canadian prime contractor, will follow in about a year.

How much will the defence plan cost? Reports now indicate that the

actual proposals in the White Paper would require five percent real growth for fifteen years, somewhat more than indicated in the White Paper which suggested that the policy would require two percent real growth with intermittent “bumps” for special programmes. The Cabinet is faced, therefore, with a policy question which goes beyond the actual decision on the second batch of frigates. Should the annual review modify the White Paper in the light of financial realities, or does it simply provide the five-year framework in which the White Paper decisions are implemented?

Nuclear Submarines

■ The nuclear submarine acquisition programme faces difficulties other than the threatened cancellation of the programme by the two opposition parties should they win the next election. Warning shots by US Congressman Charles Bennett, known to be close to the US Navy, suggest that Congress may insist on reviewing the potential transfer of technology to Canada (the British Trafalgar class submarine uses a nuclear propulsion unit derived from 1950s US technology). Whether or not the Reagan Administration approves the deal, says Bennett, Congress may assert its legal claim to review the transfer. Although the US Administration has been studiously neutral about the decision, some informed observers maintain that the US Navy is not sympathetic to the plan, and would much prefer that Canada concentrate on supporting allied efforts to ensure naval superiority in the North Atlantic, where the principal US deficiency is in frigates and destroyers.

The cost of the submarines is also still at issue. Indications are

that the Department of National Defence now estimates the total cost at around \$8 billion, but even this estimate may be well below the final cost if the Government sticks to its plan to buy between ten and twelve submarines.

On the other hand, Canada is not the only state to conclude that it has a need for nuclear submarines. Brazil has recently acknowledged that its naval research programme has moved significantly ahead in developing the technology for a nuclear submarine propulsion system. The Brazilian Navy plans to build the first submarine by the mid-1990s, which would about coincide with the Canadian timetable. Unlike the Brazilian civilian nuclear programme, which is conducted in co-operation with West

Germany, the naval nuclear submarine programme is not safeguarded, which means that Brazil will not allow International Atomic Energy Agency inspections or monitoring of the programme.

The CF-18

■ The extraordinary cost and complexity of modern weapons systems has been brought home once again by the trials and tribulations of the CF-18. In addition to the recent crashes involving the CF-18, a series of technical difficulties have plagued it. These have ranged from bulkhead fatigue problems to the current concerns about the engine and the continuing unreliability of the inertial navigation system. Despite the crashes, the attrition rate of the

ALLIANCE NEWS

Franco-German Co-operation

■ In exercise ‘Cheeky Sparrow’, conducted in mid-September, 20,000 French troops from the Rapid Reaction Force moved to reinforce the German Second Army Corps before being relieved in turn by the Second French Corps which is permanently stationed in southern Germany. The exercise had considerable practical value – different equipment, procedures and maintenance make it very difficult for the two armies to operate in concert. But there was also political significance. The French forces were placed under the command of the German Second Corps, and, at lower levels, units from the different national forces were combined under both French and German commanders. The exercise effectively reinforced the declared political statement that “both countries form a common security zone.”

At the end of the exercise the two governments announced the formation of a bilateral Defence Council, emphasizing that a variety of such arrangements are compatible with the multilateral framework of NATO. Other countries are not so sure: Italy was invited to consider participation, but noted that it preferred to operate in the multilateral framework and to emphasise US-European co-operation rather than to promote intra-European arrangements.

Aftermath of the INF Agreement

■ As the superpowers moved laboriously towards the INF agreement, the NATO Council met in California to consider the military implications of the withdrawal of the nuclear-tipped Pershing IIs and cruise missiles. Suggestions to compensate for the removal of the NATO missiles included the increased use of submarine or ship-launched nuclear cruise missiles, which are not covered by the agreement, and the use of

CF-18 is not unexpected. The initial contract with McDonnell Douglas of St. Louis allowed a follow-on purchase at the original price, but several years ago the Canadian Forces gave up this right, lacking the funding to proceed with the order. Present plans to purchase additional aircraft will not be cheap – the unit cost is now around \$40 million, so the purchase of fifteen will add about \$600 million to the defence bill.

Low-Level Air Defence

■ When the Department of National Defence made the decision to buy the Oerlikon Air Defence Anti-tank (ADATS) system for use with the Canadian Armed Forces in Europe, defence officials were optimistic about the prospects for further sales in the US. Their confidence has been justified; the US has chosen the Oerlikon system. Canadian partner firms in the Oerlikon programme, including Litton and

Spar Aerospace, will share contracts valued at \$950 million.

Soviet Lasers

■ Gorbachev's comment, during a live television interview before the Washington summit, that the Soviet Union has its own Strategic Defence Initiative (SDI) may have been an unusual public admission, but the programme itself has been watched closely by Western analysts for several years. Unconfirmed reports have circulated for much of the past year that the Soviets have developed a very large laser facility at Dushambe, in Kazakhstan. Recent satellite photographs appear to confirm the existence of a military facility on a mountain top in this remote area, although there is little to indicate the potential military capabilities of the facility. The Pentagon has not commented officially on the Dushambe facility, but, one day after photographs appeared in the US press, General Pietrowski, Commander-in-Chief

US Space Command, expressed public concern about the capabilities of the known Soviet laser facilities at Sary Shagan, in Soviet Central Asia.

General Pietrowski stated that Soviet lasers could destroy US satellites in low earth orbit, and damage intelligence and communications satellites even if they were in high earth orbit. He called for the resumption and acceleration of the US anti-satellite programme, which uses a miniature homing vehicle to smash into Soviet low earth satellites at velocities approaching 58,000 kilometres per hour. If the Dushambe facility proved to have a capability against intercontinental ballistic missiles (ICBMs) it would constitute a violation of the ABM Treaty since it is not at the designated test site (Sary Shagan). Anti-satellite weapons which can attack slower moving satellites but not ICBMs would not constitute a violation, although this has long been recognised as a gap in the ABM Treaty.

US Nuclear Weapons Developments

■ The US is also proceeding with the development of exotic weapons, mainly but not entirely through the SDI programme. Recent discussions about the need for continued nuclear weapon tests have provided important statements on the kind of weapons which are now under development. "Third generation" nuclear weapons are of two kinds. First, there are weapons to mate with the new delivery systems now coming on stream: the Trident D-5, the Midgetman, new short-range attack missiles and possibly the advance cruise missile come under this category. Typically, development is required so that the stresses to which a new device are subject, such as an earth-penetrating warhead, do not affect the explosive yield of the weapon.

Second, special effects warheads are under development which would include, for example, the X-ray laser and devices intended to maximize microwave emissions for purposes of damaging the electronic components of enemy mis-

siles and communications systems. The indications are that such developments will require lengthy development programmes involving several hundreds of tests.

SDI Research Developments

■ The thrust in SDI research appears to have moved to mid-course interception. Because it is in this phase of a ballistic missile's flight that the tracking of nuclear warheads is the most difficult, mid-course interception has long been thought the most intractable problems of a ballistic missile defence. In the early fall Caspar Weinberger approved the accelerated development of six technologies relating to mid-course interception, including a ground-based "pop-up" sensor system for tracking ICBMs in mid-course, and a missile interceptor that destroys the target by smashing into it at high speed. The research demonstration and validation phase is expected to last several years, which would likely put off a decision on full-scale deployment until the mid-1990s. In the meantime, the costs of a first generation ballistic missile defence have almost doubled in the last six months: General Abrahamson advised Congress in the spring that such a system, relying primarily on known technologies, would cost US\$40-60 billion, but his more recent statements put the price at \$70-100 billion. □

- DAVID COX

Editor's Note

This issue marks the departure of one author of a regular department and the debut of two others. Jane Boulden began the "Arms Control Digest" segment in the first issue of Peace&Security and researched and compiled it in every subsequent issue. With her departure for Queen's University, Ron Purver, CIIPS Research Associate, takes over the column. In addition, David Cox, Professor of Political Studies at Queen's University and formerly CIIPS Director of Research, will write "Defence Notes."

nuclear-tipped air-launched cruise missiles from European-based aircraft which are not covered by strategic arms talks.

More broadly, the INF agreement has sharpened the debate about NATO's defence posture, and focussed attention again on the controversial question of the conventional force balance. Representative Les Aspin, the influential chairman of the US House Armed Services Committee, has said that the ten extra divisions that NATO would need to achieve parity with the Warsaw Pact would involve an initial expenditure of US\$70 billion, and \$20 billion per year thereafter. Nuclear weapons, in short, are cheaper.

Other defence commentators have said that the force imbalance is not critical. In testimony to Congress they argued that defence planners need to reallocate resources to bolster the NATO stockpile of anti-armour weapons, to create defensive barriers to tank attack, and to improve re-supply and reinforcement. They have received unexpected support from the US Joint Chiefs of Staff, who recently completed an assessment of the force balance in Europe, and concluded, apparently with the concurrence of Caspar Weinberger (the recently departed Secretary of Defense), that NATO's forces were adequate to deter a Soviet attack on Western Europe.

NATO Appointment

■ Kaare Willoch, a former Norwegian prime minister, has abandoned his effort to become Secretary-General of NATO, thus clearing the way for the appointment of West German Manfred Wörner. Mr. Wörner's appointment is seen as ensuring that, in the aftermath of the INF agreement, the Federal Republic of Germany's security concerns will be strongly represented in NATO councils.

REVIEWS



Strategy: The Logic of War and Peace

Edward N. Luttwak

Cambridge, Mass.: Belknap Press, 1987,
283 pgs., US \$20.00 cloth

Edward Luttwak sets himself a grand objective: "to uncover the universal logic that conditions all forms of war as well as the adversarial dealings of nations in peacetime." Ultimately, he fails, but in so doing he provides an entertaining, thought-provoking commentary on Western defence policies.

From the study of military history and contemporary military questions, Luttwak has concluded that the realm of strategy, which he defines broadly as "the conduct and consequences of human relations in the context of actual or possible armed conflict," is conditioned by a peculiar logic that is unlike the linear logic we are accustomed to applying in everyday life. Strategy, he writes, "tends to reward paradoxical conduct while confounding straightforwardly logical action."

Luttwak cites numerous examples to support his contention that much of strategy is blatant contradiction, beginning with the overworked Roman dictum, "If you want peace, prepare war." In the logic of strategy, common sense notions of what is best are violated. A bad road ("narrow, circuitous, unpaved") is likely to be a good road in combat, because it is less likely to be guarded by the enemy than the wide, straight, and smooth road. A course of action will tend to induce a reaction that defeats the original purpose. A successful new weapon loses its utility as the enemy devel-

ops countermeasures. A successful advance becomes harder to sustain as the victorious army moves farther from its homeland.

Luttwak takes the reader through the levels of strategy – which he divides into the technical, tactical, operational, theatre, and grand – illustrating at each the workings of the paradoxical logic. The defence of Western Europe is his case study; in particular, he examines the claim that NATO forces could successfully oppose a Soviet offensive in Europe by relying on "high-technology" non-nuclear defenses. While an infantry equipped with anti-tank missiles would be technically and tactically adequate against a tank offensive, Luttwak argues that at the operational level it would be overrun by the Warsaw Pact.

Luttwak also criticizes defence-in-depth (as opposed to forward defence), defensive defence (local militias), and deep-attack alternatives (e.g., NATO's Follow on Forces Attack Strategy) for NATO on the central front because they fail to allow for the reaction they are apt to evoke in the form of a new Soviet strategy. His message is that NATO's reliance on inadequate conventional forces supplemented by the threat of nuclear counter-attack, though flawed, is a lesser evil than reliance on a strong non-nuclear defence.

The reader need not be a strategic specialist to understand *Strategy*, but should be a military history buff to properly enjoy it. Luttwak is most comfortable talking about the details of conventional battle and draws extensively from examples ranging from the ancient Roman domination of Greece to the October 1973 Arab-Israeli War, although World War II seems to be his favourite.

The portentous writing style – to be expected from someone attempting to deliver the authoritative tome on such a weighty subject – is, at times, annoying, particularly when the writer fails to be authori-

tative. Luttwak does not, in the end, convince the reader that he has divined a theory of peace and war, specifying precisely the relationship between variables and from which one can infer and test hypotheses. What Luttwak has really delivered is a testimony to the essential indeterminacy of combat and the persistence of change in human affairs.

Luttwak, Senior Fellow at the Center for Strategic and International Studies in Washington, is a self-described hawk, and readers may quarrel with some of his assertions. Few would deny, however, that *Strategy* is useful in reminding us of the complexity of military calculations, and highly contingent outcomes of battles. The book is a refreshing antidote to works that concentrate on the technical or tactical merits of a particular weapon or strategy, while ignoring how it will fare at the broader levels of combat. Above all, Luttwak provides a warning against looking for simple, straightforward solutions to strategic problems. – Shannon Selin

Ms. Selin is a research assistant at the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament.

No Boundaries Upstairs: Canada, the United States and the Origins of North American Air Defence, 1945-1958

Joseph T. Jockel

Vancouver: University of British Columbia Press, 1987, 166 pgs., \$19.95 cloth

This book can be read on three relatively distinct levels. It can be taken, in the first instance, as a recounting and analysis of the events that led to the creation of the North American Air Defence Command (NORAD) in 1958. At this level, Jockel's study makes a valuable contribution to what is admittedly a sparse literature on the genesis of bilateral cooperation in air

defence; indeed, it is fair to say that it will become the authoritative source for the period 1946 to 1958.

At another level, *No Boundaries Upstairs* constitutes a revisionist treatment of what has come to be taken as conventional wisdom regarding NORAD, on both sides of the Canada-US border. It is unusual to find such analytical fireworks embedded in a monograph that is at once both meticulously balanced and studiously non-emotional. Nevertheless, there are at least three orthodox assumptions about North American air-defence arrangements that Jockel sets out to shatter. The first of these is the now standard (at least in this country) view that NORAD in an important sense must date back to 1946, a year in which, or so it is held, a fearful and zealous US began to pressure a rather more Laodicean Canada to join it in the active pursuit of comprehensive air defence of the North American continent. Not true, says Jockel; for while a few over-excited US military planners did entertain visions of a grandiose continental air-defence system in the immediate postwar period, those who really made policy in Washington tended to be as unconcerned with air defence as their counterparts in Ottawa.

The second of the intriguing revisions argued by Jockel concerns the *purpose* of the surveillance and defence networks that had begun to proliferate by the mid-1950s. It is usually maintained that the primary purpose of continental air defence then, as later, was to provide warning for the US strategic deterrent – initially the bombers of Strategic Air Command – to get airborne in the event of a Soviet attack on North America. Whatever could be done to protect the continent's cities from Soviet bombers would only be of marginal importance, for the expectation was that, as Stanley Baldwin had

put it two decades earlier, "the bomber will always get through." This version, writes Jockel, is similarly flawed, at least insofar as the partisans of early-warning radar lines were concerned. By the time such warning systems began to seem necessary to Washington (that is, by 1952 and 1953), it was in large measure because of the conviction that the bomber need not get through. Notes Jockel: "It is striking how little consideration of the need to protect SAC had gone into the decisions to build the DEW and Mid-Canada Lines or into the American decision to augment active defences."

Thirdly, Jockel takes on those who see Canada augmenting its influence with the US as a result of participation in NORAD. The Canadian government believed, in 1958 and later, that NORAD would be a pillar of a security regime that enshrined the principles of partnership and consultation; one that in addition would be in some manner (never adequately explained) linked with NATO. The American perspective, however, differed radically; not only would NORAD not be hobbled by incarceration in the entangling Atlantic alliance, it would also not endow Canada with any influence over American security policy in areas other than the air defence of North America. It would take the Cuban Missile Crisis of 1962 to make this apparent to Ottawa.

The final way in which this book can be read is as a kind of allegory for contemporary issues in Canadian-American security relations. Are we, it might be asked, seeing the future of bilateral co-operation in the military use of space prefigured in this study of the evolution of air-defence collaboration? Some, no doubt, fear we are. Much more interesting, however, are the potential policy implications that Jockel's historical account might contain for the recently mooted "maritime NORAD." Jockel shows that two conditions had to be fulfilled before a unified air-defence command could be achieved: each country had to possess tangible assets (which in Canada's case meant a fairly substantial inter-

ceptor capability by the early 1950s); and there had to be a commonality of interests between the major bureaucratic champions of integration (the RCAF and the USAF).

In the case of the controversial maritime NORAD suggestion, it might be argued that our getting ten to twelve nuclear-powered submarines will give us the assets, but it is hard to see how they will create a commonality of interests with the US Navy. Indeed, it is likelier that discord, not collaboration, would attend their purchase. If Jockel's analysis is any guide to the future, it appears as if the sort of arrangements that can and do work above sea level may not be very relevant below it.

— David G. Haglund

Mr. Haglund is Professor of Political Science at Queen's University and Director of Centre for International Relations.

Watershed In Europe: Dismantling the East-West Military Confrontation

Jonathan Dean

*Lexington, Mass.: Lexington Books/
Union of Concerned Scientists, 1987,
286 pgs., \$13.95 paper*

■ There are really two books here: one on arms control and the other on European political relationships in the military security field. Because the former consists mostly of a briefing on negotiations it is Dean's political perceptions that provide the greatest interest. He is one of the few American observers who understands the European viewpoint. He wisely ascribes much of NATO's internal tension to a Western European acceptance of the need to live with a long-term East-West confrontation and a US search for some overall resolution of it. His own opinion is that the peak of the confrontation has passed and the challenge now is to set about a long-term process of dismantling the contending military establishments. In noting the pivotal role of the two Germanies in Europe, he appraises their ripening relationship as unlikely to change the political map of Europe, but as having

the potential to round off the sharper edges of the confrontation.

As for military affairs, Dean is more or less content with NATO's current doctrines because they are demonstrably defensive in nature. He counsels some familiar military improvements, while acknowledging that they are unlikely to occur, and cautions against any dramatic change in the strategies of flexible response and forward defence.

These are difficult times to write about arms control because events are developing swiftly. Dean's historical descriptions of arms control negotiations in Europe remain valuable but, like everybody else these days, his situation reports on the current states of play are overtaken before they get into print. Nevertheless, his discussion of core issues is essentially timeless.

Experts will already be familiar with virtually all of the factual material in this book but they can learn from Dean's lucid observations. Non-experts can learn from all of it; the style is relaxed and complex issues are presented with admirable simplicity and clarity.

— John Toogood

Mr. Toogood is Secretary-Treasurer of CIIPS and was deputy-head of the Canadian delegation to the MBFR talks in Vienna from 1980 to 1983.

The Administration of Defence Policy in Canada

Douglas Bland

*Kingston, Ont.: Ronald P. Frye, 1987,
252 pgs., \$21.95 paper*

■ A comprehensive look at what the author calls "the random management system" of Canada's Department of National Defence has long been needed. Earlier attempts had been frustrated by difficulties in getting access to documents and to persons in the know. Colonel Bland has his ways, and in this semi-authorized appraisal (the researcher was provided with "special support" from two generals) of defence policy, he lifts a corner of the blanket that generally covers anything military and classified "for DND eyes and ears only."

In fact, this book is not so much about the administration of defence policy in Canada since WW II as it

is about the difficulties and conflicting loyalties, faced by military personnel of all ranks, engendered by constant administrative reorganization since 1964. Col. Bland reveals much about the internal mechanics of the system, and no doubt many old wounds will be re-opened by this study, but this reader is disturbed by what the author has not attended to: the influence of the various "types" of Chiefs of Defence Staff and Deputy Ministers. These offices are certainly as important to examine as the assorted types of Ministers of Defence which the author describes so well. In addition, the author does not discuss the influence of the government's policy on arms control, nor does he deal with the bilingualism controversy which became entangled with the debate over Forces unification.

Unfortunately, this hurriedly assembled book has many faults: the tone is often patronizing — Col. Bland is nearly always critical of Ministers and Deputy Ministers and consistently unforgiving of public servants. The colloquial English is irritating and the frequent use of unexplained military terminology is aimed only at the initiated.

Nevertheless, the author has a story to tell and recommendations to make. For the reader in a hurry, the final two chapters provide the essence of the message. Col. Bland gets full marks for attempting what military officers do best: provide military advice. This is modern military history, written by an active inside observer. No attempt is made at objectivity, nor is it claimed. The basic message is valid; that what has been called "defence by ministry" — facing new challenges and commitments by reorganization of the head office — does not work. Instead, one needs additional resources — both people and money. — Rychard Brulé
Mr. Brulé is a grants officer at the Institute. □

Reviews of French language publications can be found in *Paix et Sécurité 'Livres'* section.

NEWS FROM THE INSTITUTE



■ The terms of office of four members of the Board of Directors expired in 1987. **Norman Alcock**, **William Barton**, **George Bell**, and **Harriet Critchley** left the Board in August. New Directors were announced by the Minister of External Affairs, **Joe Clark**, for a three-year term. They are: **Gisèle Côté-Harper**, of Quebec City, Professor of Law at Université Laval; **John Halstead**, of Ottawa, former Canadian Ambassador to the Federal Republic of Germany and to NATO, and presently a Research Professor at the School of Foreign Service, Georgetown University in Washington, D.C.; and **Jacques Levesque**, Professor of Political Science at the Université du Québec à Montréal. **William Barton**, Chairman of the Board, was reappointed for a two-year term.

■ **Beth Richards** left the Institute in December and is now working in Toronto. Taking her place in the Public Programmes section is **Margaret Bourgeault**, until recently the co-ordinator of the Commonwealth Conference for Young Leaders. **William George** has decided to resume his studies at the London School of Economics. **Katherine Laundy** assumed the position of Director of Information Services in October. Ms. Laundy came to the Institute from the National Library where she was a Senior Reference Librarian. **Michel Proulx**, until recently a student at the University of Ottawa, has joined the administrative support staff of the Institute.

Geoffrey Pearson attended the Sixteenth Williamsburg Conference in Kota Kinabalu, Malaysia in November. Organized by the Asia Society of New York, the conference focussed on issues of political, military and economic cooperation in the Pacific area. There were forty-six participants from both sides of the Pacific.

Generally speaking, participants were optimistic about regional security and pessimistic about global economic prospects. A number of specific warnings were issued, especially over trends towards ethnic and religious confrontation in Malaysia, the Philippines and in the South Pacific. The issues of American bases, and of nuclear weapons in the Pacific were also thought by some to be potentially serious, given the rise of nationalism amongst the new elites. The unity of the Association of South East Asian Nations (ASEAN) as an organization to promote political as well as economic utility was debated without any clear consensus emerging.

The other Canadian participants were **Robert Blair** of Nova Corporation and **Melville Couvelier**, Minister of Finance of British Columbia.

■ “Arms Transfers” was the subject of a conference organized by the Institute in October. In the responses of the Government of Canada to the Report of the Special Joint Committee on Canada’s International Relations (the Simard-Hockin Report 1986), emphasis was placed on the need to examine various ideas, including that of an international arms export and import register. The Institute arranged the conference on Conventional Arms Transfers to enable parlia-

mentarians, senior government officials and representatives of non-governmental organizations to hear experts on the subject, and to have the opportunity to exchange ideas.

Michael Klare from Hampshire College, Amherst, Massachusetts spoke on the global patterns in the arms trade. **Chris Smith** of the University of Sussex, UK, addressed the question of why suppliers supply. **Gehad Auda** of the Centre for Political and Strategic Studies in Cairo looked at why recipients receive. The economic consequences of the arms trade were discussed by John Treddenick of Royal Military College, Kingston. **James Taylor**, Under-Secretary of State for External Affairs spoke on “Global Arms Transfers: Issues and Perspectives.” **Jo Husbands** of the National Academy of Sciences in Washington, D.C., and **Sergei Karagamov** of the Institute of the USA and Canada in Moscow, discussed the problems, prospects and ideas for the control of arms transfers. **John Lamb** of the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament in Ottawa focussed on the Canadian experience in arms transfers and its effect on arms control. At the closing lunch **Ernie Regehr** of Project Ploughshares summed up the discussion and conclusions of the conference. The Institute will publish a conference report in the new year.

■ “Rethinking International Governance” is the subject of a project sponsored by the Hubert H. Humphrey Institute of Public Affairs at the University of Minnesota, and directed by **Harlan Cleveland**. **Geoffrey Pearson** and **Peter Gizewski** gave a paper at a project meeting in November in Long Lake, Minnesota. The project is looking at the implications for international institutions of four “revolutions” – bio-technology,

information, global environmental change, and explosive power. The Pearson/Gizewski paper looked at the fourth development in terms of nuclear weapons and security.

■ “Peace, Food Security and Development” is the title of a conference cosponsored by CIIPS, the Canadian Council for International Cooperation, the International Development Information Program of Carleton University, and the World Food Day Association. Held in December in Ottawa, the conference brought together representatives of organizations working on these issues, and specialists in the field. Participants also included Members of Parliament, journalists, diplomats, academics, and government officials. Guest speakers and panelists were **Micheline Beaudry** of the University of Moncton; **David Hopper** of the World Bank; **Augustin Mahiga** of the Tanzanian High Commission; **Ali Mazrui** of the Universities of Michigan and Jos, Nigeria; and **Ruth Engo** from the UN. **Bruce Steele**, host of CBC radio’s *The Food Show*, was the moderator of a panel discussion. Portions of the conference were taped for later broadcast.

■ The Information Services section of the Institute organized and sponsored a conference for librarians and resource centre managers from across Canada in Ottawa in November. The conference, entitled “Peace and Security: Information Resources in Canada” was designed to bring together those librarians and resource centre managers who are responsible for the acquisition, dissemination and retrieval of information on issues of international peace and security. The conference discussed ways to cooperate and share expertise in

order to extend and improve services. In addition, various conference speakers spoke of the new work being done with directories, databases, new technologies, and of the possibilities of sharing data and documents.

Speakers included **Norman Alcock**, former chairman of the Information Services Committee of the CIIPS Board of Directors; **Gunnel von Döbeln** of SIPRI; **William Kincade** of ACCESS, a security information service in Washington, D.C.; and **Carol Davies-Nador**, a database manager at the Dag Hammarskjöld Library at the UN. Panelists who addressed the subject of on-line resources in Canada were **Robert Penner** of the Canadian Peace Alliance, **Christine Peringer** of Peace Research Institute-Dundas, **Ken Epps** of Project Ploughshares and **Susan Connell** of CIIPS. **Jane Beaumont** spoke on database development. **Paul Bennett** of the Department of External Affairs and **David Code** of the Department of National Defence made a presentation on the information resources of the Canadian Government in this field; **Hélène Galarneau** of the Centre québécois de relations internationales, **Gretchen Cheung** of Collège militaire de royal de Saint-Jean and **Cathy Murphy** of the Canadian Forces College in Toronto spoke about information resources in their respective fields.

■ In early November the first of a series of co-sponsored seminars between the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament and CIIPS featured **Raymond Garthoff** who spoke on the future of the Anti-ballistic Missile Treaty. Mr. Garthoff, who is now at the Brookings Institution, was part of the American team which negotiated the SALT/ABM treaties in the early 1970's.

New Publications from the Institute

CONFERENCE REPORT

5. Measures for Peace in Central America, 8-9 May 1987, by Liisa North, December 1987.

OCCASIONAL PAPER

3. Arctic Arms Control: Constraints and Opportunities, by Ronald G. Purver, January 1988.

POINTS OF VIEW

5. Towards a World Space Organization, by Elisabeth Mann Borgese, November 1987.

WORKING PAPER

5. The Conventional Force Balance in Europe: Understanding the Numbers, by Jim Moore, January 1988.

BACKGROUND PAPER

16. Accidental Nuclear War: Reducing the Risks, by Dianne DeMille, January 1988.

■ CIIPS and the Paterson School of International Affairs at Carleton are cooperating on a project entitled "Managing Regional Conflict: Regimes and Third Party Mediators." A seminar on the subject was held in November in Ottawa under the direction of **Fen Hampson** of CIIPS, **Brian Tomlin** of the Paterson School, and **Brian Mandell** also of the Paterson School. **Janice Stein** of the University of Toronto led a seminar on the Middle East; she and **Richard Ned Lebow** of Cornell later spoke on the future of deterrence. The following day participants focussed on four regions: Southern Africa, Vietnam and Southeast Asia, Central America, and India-Pakistan. Papers were given by **Robert Matthews** of the University of Toronto, **Dan O'Meara** of Montreal, **Christopher Brown** of Carleton University, **Gérard Hervouet** of Université Laval, **Martin Rudner** of the Paterson School, **Liisa North** of York University, **Tim Draimin** of the Jesuit Centre, **David Haglund** of Queen's University, and **Ashok Kapur** of the University of Waterloo.

■ "Challenges to Canadian Security" is the subject of a project jointly sponsored by the Research and Public Programmes sections of the Institute. Progressing through the winter of 1987 and spring of 1988, the project involves a series of inter-disciplinary seminars which will result in a book geared to a general audience. **Ian Burton**, a Professor of Geography at the University of Toronto began the series in October with a discussion about climatic and environmental changes, and their effects on Canadian security. In November, **Robert Jenness** of the Economic Council of Canada focussed on the challenges to the domestic economy in the next twenty years, discussing Canada's vulnerability to global trends as well as the readjustments which will be necessary as a result of demographic changes within Canada. **Morris Miller**, an economic consultant with M&M Associates and formerly with the World Bank, led a discussion in December which concentrated on various facets of the international debt crisis, and the effects of these developments on the Canadian economy.

■ **Brad Feasey** and **Dianne DeMille** of the Public Programmes section of the Institute spoke at a number of meetings of teachers and students during the autumn. These included a workshop sponsored by "Educating for Peace" in Ottawa, a day-long session for gifted elementary school students from West Quebec, and a meeting to discuss audio-visual resources for peace and security education sponsored by the Quebec Catholic and Protestant Teacher's Associations and the National Film Board.

■ **Geoffrey Pearson** spoke at a meeting organized by Project Ploughshares in Corner Brook, Newfoundland in October on "The Institute and Peace and Security Education." Also speaking at the meeting were former Board member **Gwynne Dyer**, and **Lois Wilson**, who is a current member of the Board. In November, Mr. Pearson spoke at the University of Calgary on Western reactions to "new thinking" in the USSR.

■ In October **Harald von Riekhoff**, CIIPS Research Fellow and Professor at Carleton University, organized a workshop at the Institute on the future of the UN system. Participants included those with practical and academic experience with or at the UN. **John Holmes**, **King Gordon**, **Margaret Doxey**, **John Trent**, **David Pollock**, **Robert Boardman**, **Andrew Cooper**, **Robert Cox**, **André Donneur**, **James Sewell**, **Frank Stone**, **Carl Pedersen** and **Geoffrey Pearson** exchanged views on practical means of increasing the usefulness of the UN and ways to stimulate research on the subject in Canada. □

SECOND QUARTER GRANTS

1988 Grants Procedures and Deadlines

Beginning in January 1988 the Institute will make decisions on and allocate grants twice a year instead of quarterly. Please note the following deadlines:

30 June	for an October 1988 decision
31 December	for a March 1989 decision

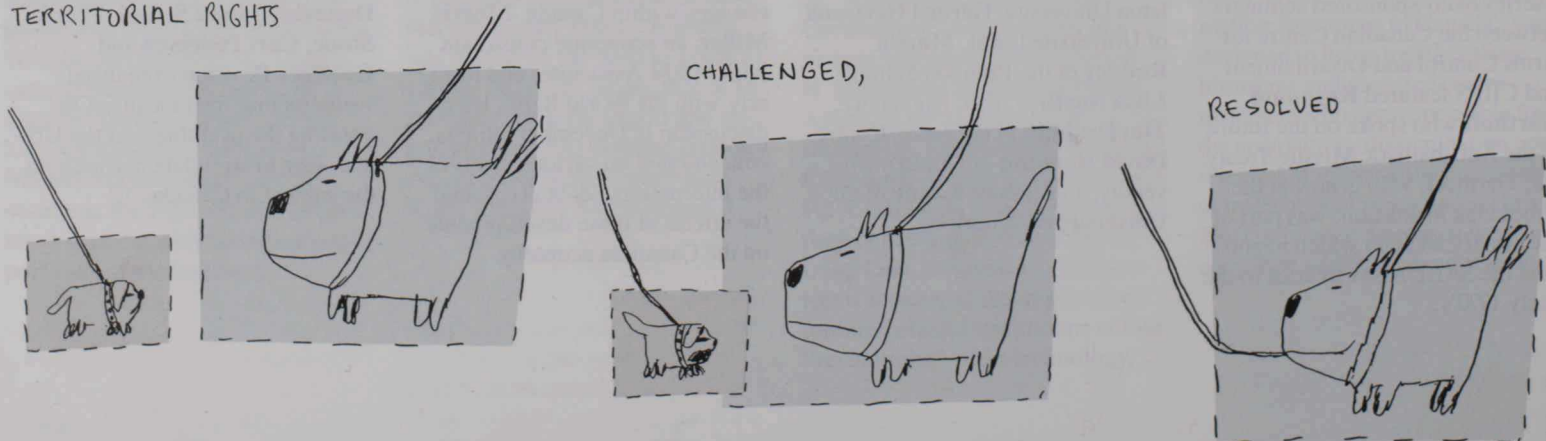
RESEARCH GRANTS - Second Quarter 1987-88

Jean Pierre Derrienic, Université Laval, Québec Les sociétés occidentales face aux conflits périphériques	\$ 10,000
Walter Dorn, Science for Peace, Toronto Canada and Space-Based International Verification and Monitoring	2,200
Pierre Fournier, Université du Québec à Montréal L'industrie militaire au Canada et au Québec	20,000
Dieter Heinrich, Toronto Nuclear Weapons Legal Action (Research Phase)	15,000
ISEES, Carleton University, Ottawa M.S. Gorbachev's Reforms: A Bibliography, Index and Annotation of His Speeches	1,000
James Keeley, University of Calgary Interstate Civilian Nuclear Co-operation Networks	5,000
Albert Legault, CQRI, Université Laval, Québec L'influence de la technologie sur la stratégie	35,000
Kevin McMahon, Niagara Falls The Inuit and the Military	5,000
Naval Officers Association of Canada (Ottawa) An Integrated Maritime Policy	28,000
Liisa North, CAPA, Jesuit Centre, Toronto The Canadian Policy Options for Peace and Security in Central America	82,000
Morris Saldov, Memorial University of Newfoundland, St. John's A Proposed Curriculum for Social Work Education on Peace and Disarmament	4,500
Shastri Indo-Canadian Institute India and Canada - Partners for the Future	20,000
Janice Stein, R.N. Lebow, University of Toronto Deterrence and Reassurance: Approaches to Conflict Resolution	8,000
Maurice Torrelli Institut du droit de la paix et du développement (France) Métastratégie	10,000
TOTAL	\$245,700

PUBLIC PROGRAMMES GRANTS - Second Quarter 1987-88

Les Ami-e-s de la Terre de Québec, Conférence "Paix et sécurité : vers le désarmement et le développement"	\$ 10,000
Au Carrefour des cèdres, Montréal Bulletin	10,400
Canadian Centre for Arms Control and Disarmament, Ottawa Arms Control Chronicle	29,000
Canadian Forces Logistics Association, Ottawa Seminar "In Defence of Canada's Oceans"	4,000
Canadian Institute of International Affairs, National Office, Toronto Second Workshop "Promoting Compliance with Arms Control Treaties"	4,200
Canadian Peace Educators Network, Drayton Valley, Alberta Peace Education News	24,000
Centre d'Animation Saint-Pierre de Montréal, Inc., Montréal Colloques "Paix et qualité de vie"	9,000
Club de relations internationales, Montréal Colloque "Les négociations Est-Ouest et l'Europe devant l'option zéro"	1,500
Centre d'entreprises de paix au Canada, Alexandria, Ontario Projet de paix et d'amitié, Canada-USSR, "Le train de la paix"	15,000
Development Education Centre Films, Toronto Film "The Journey"	6,000
Les Films du Crépuscule Inc., Montréal Film "Le Voyage"	6,000
Forum on Nuclear Politics, Ottawa Debate "The Nuclear Submarine Aspect of the White Paper"	400
Groupe de recherche et de réflexion sur la paix et la sécurité, Montréal Séminaires et présentations de notes de recherches sur la paix et sécurité.	500
David Kattenburg, Hamilton The Peace and Conflict Radio Project	10,000
McGill University, Centre for Research of Air and Space Law, Montreal Symposium "Space Surveillance for Arms Control and Verification: Options"	4,000
The North American Model United Nations, Toronto Conference "North American Model United Nations, 1988"	7,000
Peacefund Canada, Ottawa Leaflet Peacefund Canada	5,000
Project Peacemakers, Winnipeg Newsletter Peace Projections	1,100
Quaker Peacemakers; Pacifiques Quakers, Ottawa A USSR - Canada Exchange	3,500
University of Calgary, Peace and Conflict Resolution Group, Calgary Film/lecture series "What about the Russians?"	2,400
University of Calgary Conference "US - Canadian Foreign Policy and Defence Perspectives"	5,850
TOTAL	\$158,850

TERRITORIAL RIGHTS



Mike Condit